

Numéro d'hiver
32 pages
Encart
**VOYAGE
EN RUSSIE -
UN AUTRE
REGARD**

Kairos

JOURNAL LIBRE ● INDÉPENDANT

**De quoi Gaza est-elle
le nom ? Modernité,
colonialisme et génocide**
S. Kimo • Pages 3-4-5

**L'Institut Covid-19
Ad Memoriam ou la
mémoire du mensonge**
Pascal Halary • Pages 11-12

**La BNB et son avenir
- entrevue avec Félix**
Pages 12 et 21



Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue des Bégonias, 32 - 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



DOSSIER
FRAGMENTS DE VIE
Un dossier sur le chômage réalisé par Paul Willems
Pages 22 à 27

Illustration : Philippe Debonignies

SOMMAIRE

La liberté est hors du cadre

Alexandre Penasse / Pages 2 et 29

De quoi Gaza est-elle le nom ?

S. Kimo / Pages 3-4 et 5

Migrations : asile et coopération ou exil et désintégration ?

Daniel Zink / Pages 6-7

Big Mother veille sur vous (partie 2/4)

Kenny Cadinu / Pages 8-9

Que sont devenus les compl-autistes ? Partie 3

Kaarle Parikka / Page 10

L'Institut Covid-19 Ad Memoriam ou la mémoire du mensonge

Pascal Halary / Pages 11-12

La BNB et son avenir

Entrevue avec Félix, employé depuis une trentaine d'années / Pages 12 et 21

VOYAGE EN RUSSIE UN AUTRE REGARD

Alexandre Penasse / Pages 13 et 20

DOSSIER

Pages 22-27

Fragments de vie

Un dossier sur le chômage réalisé par Paul Willems / Page 22

Le tournant politique des années 2000 et le chômage

Page 23

La loi-programme du 18 juillet 2025

Pages 23-24

Quelle surprise !

Page 24

Bref résumé de la déjà longue histoire du chômage à l'époque contemporaine

Page 25

Chômage et facilitation

Pages 25-26

Petit glossaire sur le chômage (en Belgique)

Page 26

Témoignage

Page 27

Affaire Brigitte Macron : les errements des médias

Constantin Mirabel / Page 28

Macronus Trumpianus classicus

Jean-Guy Divers / Page 28

De la rue à la permaculture ou chemin d'une révolte enracinée

Grégory Henry / Page 29

Le courr(oux)ier de Luc Rainien

Page 29

Vu, lu, entendu

Pages 30-31

Brèves

Page 32

La liberté est hors du cadre

Une ligne de fracture inévitable est en train de se creuser, qui distingue ceux capables de penser contre eux-mêmes¹ et les autres, qui réduisent leurs « réflexions » à un cadre duquel ils ne peuvent impérativement sortir. Ils ne réfléchissent pas, d'où la mise entre guillemets qui précède, mais croient, au sens religieux du terme, et leurs paroles ne sont que les versets correspondant à ce qu'ils définissent comme sacré. Difficile ici de décrire le parcours personnel qui mène à cette idiosyncrasie, c'est-à-dire à cette manière d'être propre à un individu, mais vu la correspondance entre le discours officiel et le discours individuel, la propagande, c'est-à-dire le travail des médias dits officiels — synonymes de « sérieux » — en est certainement une des raisons principales. Le résultat en est une multitude de personnes assurées de penser librement et qui pensent toutes la même chose, refusant à l'autre de penser autrement, et répétant joyeusement la messe médiatique.

La propagande agit donc sur l'émission — c'est l'information brute qui est transmise — et sur l'émetteur — c'est l'information sur ceux qui informent, une sorte d'herméneutique journalistique, puisque ceux qui se pensent détenteurs de la vérité confondent leur discours avec la Science (avec le grand S de la croyance). Ils peuvent donc bannir les hérétiques et les déclarer impies, par exemple, concrètement : pro-Trump, antivax, pro-Poutine... ces catégorisations arbitrairement fondées et péremptoires étant plus largement associées à celles de complotiste, extrême droite, antisémite. Convoquer l'une amène d'ailleurs souvent l'autre, toutes étant pour le pouvoir des synonymes, en quelque sorte : concernant le procès « Brigitte Trogneux », les journalistes évoquent « la toute-puissance d'un complotisme alimenté par une extrême droite mondiale ». Au sujet du candidat écarté par un coup d'État européen de la présidence roumaine, on pouvait lire : « Cet antivax mystique aux accents trumpiens, critique de Bruxelles et admirateur par le passé de Vladimir Poutine, s'opposait à l'aide à l'Ukraine voisine ».

Dans leur délire — délire, car ils sont enfermés dans une réalité virtuelle qui refuse toute incursion du réel —, ils préfèrent avoir tort avec leur « ami » que raison avec leur « ennemi »². On sait ainsi que les groupes politiques dits « démocratiques » au parlement européen, mais aussi dans les parlements nationaux, votent systématiquement contre une loi ou un texte si le groupe qualifié « d'extrême droite » vote favorablement. Ils préfèrent donc se mettre du côté de la « morale », qui est plutôt une bien-pensance garante du maintien de l'ordre établi, plutôt que de celui de la réalité. Mais je pense que l'analyse doit aller plus loin et envisager l'instrumentalisation de l'extrême droite, dès lors prise comme prétexte pour ne pas défendre une idée qu'on n'aurait de toute façon pas défendue, mais dépourvu d'arguments convaincants pour justifier ce choix... sauf celui de la proximité idéologique de l'extrême droite. Pourtant, comme le dit Simon Leys au sujet d'Orwell, cette concordance des choix ou des pratiques n'indiquent aucunement que ce seul point d'accord rassemblerait les deux dans une

même catégorie : « *Il est vrai que, sur quelques-uns des problèmes les plus brûlants de notre époque — le totalitarisme, le pacifisme — les vues d'Orwell sont effectivement très proches de celles de néoconservateurs. Et alors ? Cela ne saurait suffire pour faire de lui un membre de la nouvelle droite. Je puis désapprouver le cannibalisme ou approuver la vaccination contre le choléra — s'il se trouve que des fascistes ont là-dessus les mêmes vues que moi, cela fait-il de moi un fasciste ?* »³.

L'incapacité de débattre couplée de la certitude d'être tolérant est le signe avant-coureur d'un totalitarisme en action. Car l'interdiction se mue en valeur morale de haute estime dès lors qu'elle se pare des vertus de la protection collective contre des propos extrémistes — donc « dangereux » —, extrémisme que celui qui nomme et décide aura lui-même choisi d'attribuer à l'autre. Le ministère de la Vérité et le tribunal de l'Inquisition politico-médiatique ne forment qu'une seule entité, qui distribue les récompenses et les sanctions. Pour cette entité totalitaire, un mauvais sujet ne peut rien dire ou faire de bon et toutes les mesures qui sont prises pour tenter de lui nuire doivent être prises et acceptées. Quiconque osera défier l'ordre et remettre cela en question sera aussitôt assimilé à l'ennemi.

Par cette condamnation, l'ordre politico-médiatique indique plusieurs choses :

- au récalcitrant qu'il ne peut penser autrement ;
- aux éventuels candidats, qu'ils doivent prendre exemple sur ce dernier pour se départir de toutes velléités de faire pareil ;
- à la masse, qu'elle écoute et se taise, et, s'il venait à l'un l'envie de parler sur un thème, qu'il répète la même chose que ce que les médias en ont dit.

Vous avez là la recette pour réussir en politique, mais aussi pour espérer faire une « carrière » artistique.

Pas de frasques, donc, si vous voulez faire du spectacle (de façon générale), vous seriez aussitôt bannis et assimilés à toutes les figures qui, à force de répétitions négatives, sont véritablement devenues des *stimuli* dont la seule énonciation déclenche une réaction mentale assortie d'images horribles. Ainsi, alors qu'au conseil européen du 23 octobre, le Premier ministre Bart De Wever n'a pas refusé la proposition d'un prêt de 140 milliards à l'Ukraine monté à partir des avoirs de la Banque centrale russe bloqués chez Euroclear à Bruxelles, mais uniquement a demandé qu'elle soit assortie de *garanties*, la réaction a été simultanée. Alors qu'avec garantie ou pas, cette décision paraît totalement

1. Et sont donc capables de dire « non » aux diktats de l'ordre établi, à s'opposer et à le dire.

2. La célèbre phrase attribuée à Jean Daniel : « *Il vaut mieux avoir tort avec Sartre que raison avec Aron* ».

3. Simon Leys, *Orwell ou l'horreur de la politique*, Plon, 2006.

Suite page 29 →

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre ISSN : 2294-0820

Imprimé en France. Imprimerie Rotochampagne, 2 rue des Frères Garnier F-52000 Chaumont

Tirage : ce numéro a été tiré à 4.000 exemplaires

Route : Rotochampagne, Cambier

Editeur responsable

ASBL Kairos / Alexandre Penasse Rue des Bégonias, 32

1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles - Belgique

info@kairospresse.be www.kairospresse.be

M. (00 32) 472/560 724

Rédacteur en chef : Alexandre Penasse (ap@kairospresse.be)

Secrétaire de rédaction : Bernard Legros

Graphisme : Studio Noir & Clair

Rellecteurs : Janine, Nadia, Alain, Annie, Amélie, Brigitte, Marie.

Pour commander des numéros : commande@kairospresse.be

Chroniqueurs / Rédacteurs

Alexandre Penasse (A.P.), Bernard Legros (B.L.), David Tong (D.T.), Alain Adriaens (A.A.) François Massoulié (F.M.), Daniel Zink (D.Z.), Kenny Cadinu (K.C.), Kaarle Joonas Parikka (K.J.P.), Marion Feledziak (M.F.), Paul Willems (P.W.).

Ont contribué à ce numéro

Jean-Guy Divers, Pascal Halary, Grégory Henry, Frédéric Piroton, Félix, Constantin Mirabel.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber !

Illustrations :

Philippe Debongnies, Aurélie Garnier, Léandre, Mystigris, Cassou, Uncanny Bee, Mickomix, Fred, Noir & Clair.

Nos copains de la presse libre en Suisse et en France

STP
LE PARIS DÉBRANCHÉ

-Moins!

LA DÉCROISSANCE
Le journal de la joie de vivre

De quoi Gaza est-elle le nom ?

MODERNITÉ, COLONIALISME ET GÉNOCIDE

Après la Première Guerre mondiale, les poilus survivants se sont exclamés : « Plus jamais ça ! » La révolte des consciences contre la boucherie de 14-18 s'explique aussi par le caractère mécanisé et déshumanisé d'une guerre qui vit l'apparition des avions de chasse, des chars d'assaut et des gaz toxiques. En bref, la guerre industrielle moderne ! La création de la Société des Nations portait cet idéal de solidarité internationale et de « guerre à la guerre ». Son impuissance face à l'agression du Japon impérialiste contre la Chine, de l'Italie contre l'Éthiopie et des militaires putschistes soutenus par Hitler et Mussolini contre la République espagnole déchaînera les forces bellicistes menant à la Seconde Guerre mondiale.

Après la boucherie de la Seconde Guerre mondiale, le monde entier s'est exclamé d'une seule voix : « Plus jamais ça ! » La création de l'Organisation des Nations unies portait ce même idéal de fraternité humaine. L'ampleur du nombre de victimes civiles¹ et les innombrables crimes commis par les nazis mèneront à l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à une série de conventions internationales, dont celle de 1948 contre le génocide.

DE L'UNICITÉ DE LA SHOAH

Alors que la Shoah est perçue aujourd'hui comme un crime unique dans l'histoire de l'humanité, tel n'était pas le cas au lendemain de la guerre. Comme l'explique l'historienne Sophie Bessis², la dénonciation des horreurs multiples du nazisme n'accordait pas de place particulière au sort qu'il réserva aux Juifs³. Ce n'est qu'à partir du procès d'Eichmann à Jérusalem, en 1961, que ce génocide, que le monde appelle Shoah depuis le film de 1985 de Claude Lanzmann, a progressivement pris une place centrale dans la mémoire collective occidentale, laquelle insiste dorénavant sur son caractère unique, absolu et indépassable.

Cette mise en exergue sert des objectifs politiques. Tout d'abord ceux d'Israël, mais aussi ceux de plusieurs pays occidentaux. Ainsi que le souligne Raz Segal, professeur d'Études sur l'Holocauste et les Génocides à l'Université de Stockton, aux États-Unis, « cette insistance sur l'unicité de l'Holocauste permet à l'Allemagne de dissocier le nazisme du reste de l'histoire allemande, en en faisant un événement hors du temps, coupé de toute continuité avec le passé colonial et post-nazi du pays, avant et après l'Holocauste. Ce tour de passe-passe masque les liens entre le nazisme et le génocide colonial commis par l'Empire allemand en Namibie contre les Héréros et les Namas dans le sud-ouest de l'Afrique au début du XX^e siècle. Il efface aussi les résurgences du nationalisme allemand d'exclusion, du racisme à l'encontre des migrants et des réfugiés. Au pire, cette mystification légitime un « racisme anti-palestinien au moment même où Israël commet un génocide contre eux⁴. »

UN GÉNOCIDE AU CŒUR DE LA MODERNITÉ OCCIDENTALE

Prolongeant les travaux de Hannah Arendt sur la banalité du mal dont elle rendit compte dans son *Eichmann à Jérusalem*⁵, le philosophe et sociologue Zygmunt Bauman s'inscrit en faux contre le caractère prétendument hors sol et hors du temps de l'Holocauste nazi. Loin d'être une aberration barbare inimaginable au cœur de la merveilleuse civilisation occidentale, Bauman replace précisément ce génocide dans le contexte de la modernité : « C'est une erreur de penser que la civilisation et la sauvagerie sont antithétiques. De nos jours, comme la plupart des aspects de notre monde, les traitements cruels sont administrés de manière plus efficace que jamais. Les camps de la mort furent une extension banale du système

de fonctionnement moderne de l'usine. Plutôt que de produire des biens, le matériau de base était l'être humain et le produit final la mort, dont le nombre d'unités journalières était soigneusement reporté sur les graphiques du manager. Rien de moins qu'un vaste projet d'ingénierie sociale. Comment ces Allemands ordinaires ont-ils été transformés en perpétrateurs de crimes de masse ? Les inhibitions morales face aux atrocités tendent à s'éroder lorsque trois conditions sont réunies, séparément ou simultanément : la violence est autorisée (par des ordres officiels), les actions sont rendues routinières (par des pratiques réglementées et une définition précise des rôles), et les victimes de la violence sont déshumanisées (par des définitions idéologiques et des endoctrinements)⁶. »

Cette citation est nécessaire pour comprendre à quel point le potentiel génocidaire n'a pas été éradiqué avec le nazisme. Au contraire, ce qui a rendu la Shoah unique par rapport aux génocides qui l'ont précédé, c'est le fait que, pour la première fois, technique et rationalité instrumentale aient été mobilisées pour détruire de manière méthodique une catégorie d'êtres humains traités comme des objets dont il convenait de se débarrasser selon un protocole bien défini, visant à la plus grande efficacité possible. Tiré du livre de Martin Amis, le film *La zone d'intérêt*⁷ illustre bien ce que fut Auschwitz : une usine gérée par des administrateurs et perfectionnée par des ingénieurs pour produire le plus grand nombre de morts possible, au plus vite et au meilleur coût. Et aux abords du camp, la famille des bourreaux mène une vie heureuse dans une indifférence complice. C'est donc avant tout cette spécificité technique et managériale qui caractérise la Shoah.

RIEN DE NOUVEAU SOUS LE SOLEIL DE LA DESTRUCTION

Quant à la destruction d'un peuple par un autre, elle remonte sinon à la nuit des temps, du moins à l'Antiquité. Contemporain des faits, l'historien athénien Thucydide rapporte qu'en l'an 416 avant notre ère, lors des guerres du Péloponnèse, Athènes attaqua l'île de Mélos, qui entendait rester neutre dans le conflit qui l'opposait à Sparte : « Les Méliens se rendirent sans condition aux Athéniens, qui mirent à mort tous les hommes en âge de combattre qu'ils avaient capturés, et vendirent les femmes et les enfants comme esclaves ». De même, lorsqu'en 146 avant J.-C. les guerres puniques se conclurent par la prise de Carthage, les légions romaines appliquèrent au pied de la lettre le slogan de Caton : ils passèrent systématiquement les habitants au fil de l'épée⁸ et incendièrent la ville qu'ils démolirent ensuite pierre par pierre. « *Delenda est Carthago* !⁹ »

Les grandes découvertes de la fin du XV^e siècle, lorsque l'Europe découvre (sic) le reste du monde et cherche à en exploiter les richesses puis à le conquérir, marquent l'avènement de ce que les historiens appellent l'époque moderne¹⁰. Cette découverte des Amériques provoque la destruction des structures politiques et sociales précolombiennes accompagnée, à des degrés divers, de la destruction physique des populations.

COLONISATION DE PEUPEMENT ET NETTOYAGE ETHNIQUE

La colonisation moderne de peuplement — par opposition à la simple (sic) colonisation de pillage et d'exploitation économique —, est par définition une entreprise de nettoyage ethnique, un crime contre l'humanité cousin du génocide qui l'accompagne presque inéluctablement : en effet, dans la mesure où il s'agit de prendre la place d'une population déjà présente sur le territoire à conquérir, ceci ne peut se faire que par expulsion et massacres. À la fin du processus, les populations autochtones sont réduites à presque néant, les

survivants étant soit assimilés à la nouvelle société dominante — notamment par le biais des écoles de missionnaires qui acculturent l'enfant en le privant de son nom, de sa langue et de sa culture —, soit en les reléguant dans des territoires de seconde zone — réserves ou bantoustans — où les survivants vivent en vase clos.

À cet égard, les États-Unis offrent l'exemple parfait d'une colonisation achevée¹¹, laquelle aboutit à la destruction virtuelle de plus de 200 cultures indiennes. La « réussite » de la conquête de l'Ouest a été favorisée par l'époque à laquelle elle s'est produite. En effet, le XIX^e siècle marque l'apogée de l'idéologie coloniale et de sa théorie de la supériorité de l'homme blanc « civilisé », l'entreprise étant servie par la supériorité technologique, administrative et militaire conférée par une Révolution industrielle en plein essor.

DE LA DESTRUCTION DES INDIENS D'AMÉRIQUE ET DES PALESTINIENS À L'ÈRE DE LA MODERNITÉ

Outre le travail de déshumanisation systématique des populations à détruire, Bauman propose dans *Modernité et Holocauste* une grille d'analyse des mécanismes du génocide nazi : rationalité instrumentale, bureaucratie et division du travail, technicisation, mise à distance et catégorisation administrative. Il est éclairant d'observer au travers d'une telle grille la Conquête de l'Ouest américain et l'entreprise coloniale poursuivie par Israël depuis 1948, date de la création de l'État accompagnée d'une vaste campagne de nettoyage ethnique¹², laquelle atteint son paroxysme de violence génocidaire avec Gaza :

1) La rationalité instrumentale transforme la question morale en un problème d'efficacité

Dans son ouvrage classique *Enterre mon cœur à Wounded Knee*¹³, l'historien Dee Brown explique comment la politique d'expulsion et d'assimilation fut pensée en termes de « coût » et d'utilité. « *Le seul bon Indien est un Indien mort* » : cette formule attribuée au général Sheridan traduit la logique utilitariste de l'élimination en vertu de laquelle il milita pour l'abattage

1. La Seconde Guerre mondiale a vu un nombre considérablement plus élevé de pertes civiles par rapport à la Première : environ 40 à 52 millions de civils contre 8,9 millions en 1914-1918, et 22 à 25 millions de militaires contre 9,7 millions pour la Première Guerre mondiale. Cela indique un renversement des proportions, avec deux fois plus de victimes civiles que militaires lors de la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui à Gaza, avec plus de 80% de victimes civiles le ratio est encore bien plus important. Est-ce là une marque du progrès technique ?

2. Ccf. encart 1.

3. Le régime hitlérien mena une politique d'extermination systématique contre les Juifs ainsi que contre les Roms ; au même prétexte de la pureté de la race, il stérilisa puis euthanasia en masse les personnes handicapées, persécuta les homosexuels et les témoins de Jéhovah — coupables de pacifisme — les opposants politiques et les individus considérés comme marginaux, et il se livra à des massacres de masse contre les civils polonais et les prisonniers de guerre soviétiques.

4. Cf. *La négation du génocide à Gaza dans les études sur l'Holocauste*, Raz Segal, février 2025 ; <https://www.contretemps.eu/negation-genocide-gaza-etudes-holocauste/>

5. Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal* (1963), Folio histoire, 1997.

6. Zygmunt Bauman, *Modernité et Holocauste* (1989), La Fabrique, 2002.

7. Jonathan Glazer, 2023.

8. Les quelques survivants furent vendus comme esclaves.

9. Carthage doit être détruite !

10. Par convention eurocentrique, celle-ci court de 1492, date du premier voyage de Christophe Colomb en Amérique, jusqu'à la Révolution française de 1789, laquelle ouvre l'époque dite contemporaine.

11. C'est aussi le cas de l'Australie.

12. Entre 1947 et 1949, plus de 400 villages palestiniens ont été délibérément détruits, des civils ont été massacrés et près d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants ont été chassés de chez eux sous la menace des armes ; 80 % des habitants de Gaza sont des descendants de ces expulsés ; Cf. Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine* (2006), La Fabrique, 2024.

13. Dee Brown, *Enterre mon cœur à Wounded Knee. Une histoire américaine* (1860-1890) (1970), Albin Michel, 2009.

systematique de millions de bisons, source principale de subsistance des Indiens des plaines.

Le magazine israélien +972 a dévoilé l'utilisation du programme d'intelligence artificielle Lavender, lequel a ciblé environ 37.000 militants présumés pour effectuer contre eux et leurs lieux de résidence des frappes aériennes. Lavender est programmé pour proposer des frappes avec une marge de 10% d'erreurs et « autoriser » un grand nombre de victimes dites collatérales : 20 pour un combattant ordinaire et jusqu'à 300 pour un haut responsable du Hamas¹⁴. Les militaires faisaient largement confiance aux décisions de Lavender, traitant ses résultats « comme s'il s'agissait d'une décision humaine » et transformant ainsi la décision morale en calcul d'efficacité. Un autre système d'intelligence artificielle appelé *Where's Daddy ?*¹⁵ avait pour mission de suivre les personnes ciblées et de les bombarder lorsqu'elles se trouvaient à l'intérieur de leur résidence familiale. On peut supposer que, parmi tant d'autres, la famille de Fatem Hassona en a fait les frais¹⁶. Offrant un écho lointain aux propos du général Sheridan, le président israélien Herzog a déclaré : « *Il n'y a pas de civils innocents à Gaza* ». Cette opinion est partagée par une large majorité d'Israéliens.

2) La bureaucratie et la division du travail diluent la responsabilité

Les Bureaux des affaires indiennes, les ordres militaires et les lois foncières ont fragmenté la décision politique et la mise en œuvre des opérations coercitives et de refoulement. Les ordres d'évacuation, les corridors humanitaires et les autorisations de distribution ou non de nourriture aux populations affamées ont été pris par plusieurs services administratifs plus ou moins autonomes. La pseudo-ONG Gaza Humanitarian Foundation a ainsi pu mettre en place des points de distribution alimentaire dans des zones dites de combat, ce qui autorisait les soldats à tirer sur des personnes affamées faisant la queue pour obtenir de la nourriture¹⁷.

3) La technicisation rend opérationnel le projet d'extermination

Chemins de fer, armes modernes et camps de relocalisation ont augmenté l'échelle et la rapidité de la violence d'État et de l'accaparement des terres.

Outre les programmes d'IA, le recours à l'imagerie satellitaire et aux systèmes d'armement à distance, notamment les drones qui tournoient en permanence au-dessus des habitants de Gaza ont été mobilisés pour planifier et exécuter des frappes à grande échelle.

4) La distance désensibilise les acteurs et le public

Les violences lointaines, menées à l'écart des grandes villes de l'Est, ont permis au public américain d'ignorer ou de justifier la violence coloniale, réduite par après au rang folklorique des westerns hollywoodiens.

Pilotes d'avions ou de drones, opérateurs d'IA et planificateurs décident de frappes sans confrontation directe ; ils ignorent la dimension humaine de ces Guernica quotidiens qu'ils exécutent à distance. Par ailleurs, l'immense majorité des médias occidentaux se contentent d'égrener des chiffres d'autant plus abstraits qu'ils sont élevés. En interdisant l'accès aux étrangers et en assassinant systématiquement les journalistes déjà sur place — plus de 200 en 2 ans, soit davantage que durant les deux guerres mondiales réunies —, Israël a imposé un *black-out* médiatique à l'encontre des victimes prises dans la nasse de Gaza, accroissant ainsi l'éloignement physique et moral du grand public¹⁸. D'où l'importance de redonner un visage, une voix et leur humanité à Fatem, à Hind ainsi qu'à toutes les victimes israéliennes et palestiniennes du conflit.

5) La catégorisation administrative des humains en populations exploitables/éliminables

Traités inégaux et statuts administratifs différenciés transformèrent les peuples autochtones en sujets gérables pour la dépossession, la répression et la relégation dans des réserves-mouroirs.

Là encore, le fonctionnement des bases de données générées et gérées par les programmes d'IA tels que Lavender est hallucinant de brutalité aveugle. Le blocus total imposé depuis 2007, le quadrillage horizontal généralisé de cette bande étroite adossée à la mer, son découpage systématique en

zones de combats, zones humanitaires et zones-tampons arbitraires et fluctuantes, les ordres et contre-ordres d'évacuation et les déplacements multiples des populations visent à réduire celles-ci en un troupeau rendu docile par les souffrances et l'humiliation.

LA TECHNOLOGIE AU SERVICE DU COLONIALISME GÉNOCIDAIRE

En fin de compte, les artisans de la colonisation génocidaire israélienne disposent d'armes technologiques dont les généraux américains des guerres indiennes et les planificateurs nazis de la solution finale n'auraient osé rêver. Leur entreprise souffre néanmoins d'un handicap de taille : l'anachronisme. On peut imaginer en effet que, si la colonisation sioniste s'était déployée avec une telle force et des moyens suffisants au XIX^e siècle, elle aurait peut-être « réussi » tout comme son grand cousin américain¹⁹. Malheureusement pour le projet sioniste, sa mise en œuvre effective au lendemain même du « *Plus jamais ça !* » des guerres mondiales a rendu l'opération quasiment impossible dans le cadre du nouveau droit international mis en place sous l'égide des Nations unies. D'où la nécessité de recourir à ce tour de passe-passe démonté par Sophie Bessis, selon lequel les bourreaux d'aujourd'hui pourraient s'affranchir de toute responsabilité légale ou morale en vertu de leur statut de descendants des survivants de la Shoah. Si la plupart des dirigeants politiques et des mass-médias occidentaux s'arc-boutent encore sur une imposture aussi criante, l'immense majorité de la population mondiale est effarée et écoeurée par le génocide en cours. Usées jusqu'à la corde, les accusations grossières d'« antisémitisme » visant à censurer toute critique du régime israélien sont désormais totalement démonétisées²⁰.

AUSCHWITZ ET GAZA, PRODUITS D'UN MONDE DOMINÉ PAR LA TECHNIQUE ?

À l'instar de Bauman, des penseurs importants ont tiré les leçons de la technicité et de la rationalité abominables des génocides nazis. Ainsi de Gunther Anders, qui constate : « *Auschwitz et Hiroshima ne sont pas des accidents : ils sont les produits nécessaires d'un monde où la technique commande*²¹ ». Quant à Jacques Ellul, il estime que « *le nazisme est bien plus qu'une dictature : c'est la combinaison d'une rationalité technicienne absolument rigoureuse et de l'utilisation de l'irrationnel de l'homme qui est intégré dans le système. Là est la réussite effroyable des hitlériens. Malgré sa défaite militaire, la croissance continue de l'État indique que le système hitlérien influence toujours notre société*²² ».

PENSER LE MONDE OCCIDENTAL APRÈS GAZA

Les réflexions d'Anders et d'Ellul sur la *modernité du mal* pour penser le monde après Auschwitz nous servent de boussole pour tenter de penser le monde après Gaza. De fait, un peu dans la lignée de ses grands prédécesseurs, l'intellectuel italien Franco Berardi vient de publier *Penser après Gaza*, un ouvrage au sous-titre éloquent : *Essai sur la férocité et la fin de l'être humain*²³. Selon lui, l'incapacité de la communauté internationale à empêcher la poursuite d'un génocide se déroulant en direct sous ses yeux signe la faillite irrémédiable de l'universalisme de la raison et de la démocratie. En réalité, plus que d'une faillite universelle, car après tout, une dizaine de pays ont rejoint la plainte de l'Afrique du Sud auprès de la Cour internationale de justice pour accuser Israël de génocide²⁴, c'est de celle de l'Occident dont il s'agit : ainsi que le démontre brillamment Pankaj Mishra dans son *Monde après Gaza*²⁵, la complicité des dirigeants occidentaux et de leurs médias de propagande avec le régime génocidaire israélien a fait voler en éclat ses prétentions à se faire le héraut des valeurs « universelles » de la démocratie et des droits de l'homme.



Illustration : Aurélien Garnier

14. <https://www.ifri.org/fr/presse-contenus-repris-sur-le-site/bombardements-israeliens-gaza-comment-lintelligence-artificielle>.

15. Où est papa ?

16. Cf. le compte-rendu du film *Put your soul on your hand and walk*.

17. Cf. le rapport de Médecins sans frontières, août 2025, *This is not aid. This is orchestrated killing* ; <https://www.msf.org/not-aid-orchestrated-killing>.

18. Surtout en Occident en raison du parti-pris pro-israélien de la plupart des médias, ce qui est beaucoup moins le cas dans le reste du monde.

19. Ces similitudes historiques contribuent à expliquer pourquoi, de manière plus ou moins consciente, tant d'Américains, notamment les chrétiens sionistes, s'identifient au destin d'Israël.

20. Cette confusion est dangereuse car elle rend plus difficile la lutte contre le véritable antisémitisme.

21. Gunther Anders, *L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle* (1956), L'Encyclopédie des Nuisances, 2002.

22. Propos recueillis dans le film *Le jardin et la ville* (1972), <https://youtu.be/doE4WcuJGA0?> ; cf. aussi (1954), *Economica*, 2008.

23. Franco Berardi « Bifo », *Pensare dopo Gaza. Saggio sulla ferocia e la terminazione dell'umano*, Timeo, 2025.

24. En Europe, seules l'Espagne et l'Irlande se sont jointes à cette plainte aux côtés de pays tels que le Brésil, le Mexique et la Turquie ; co-présidé par l'Afrique du Sud, le groupe de La Haye rassemble des pays décidés à prendre des mesures juridiques et diplomatiques coordonnées contre les violations du droit international par Israël ; <https://thehaguegroup.org/about/fr/>.

25. Pankaj Mishra, *Le monde après Gaza*, Zulma, 2025.

26. Mathieu Rigouste développe la thèse du continuum impérial dans sa *Guerre globale contre les peuples. Mécanique impériale de l'ordre sécuritaire*, La Fabrique, 2025 ; cf. aussi son article « Gaza. Dans la continuité de deux siècles de campagnes coloniales », in *Orient XXI*, le 6 octobre 2025 : <https://orientxxi.info/dossiers-et-series/gaza-dans-la-continuite-de-deux-siecles-de-campagnes-coloniales,8562>

27. Pour mémoire, plus de 400 traités ont été signés entre les États-Unis et les tribus amérindiennes de 1778 à 1871, et tous ont été violés par le gouvernement américain. Quant à l'accord d'octobre 2025, il a déjà été violé par Israël qui n'honore pas son engagement à libérer certains prisonniers, dont Marwan Barghouti, le « Mandela palestinien » emprisonné depuis 2002.

28. Dans *War Against the People : Israel, the Palestinians, and Global Pacification* (2015), l'anthropologue israélien Jeff Halper estime que de nombreux pays accordent leur soutien inconditionnel à Israël parce que ce pays est aujourd'hui au cœur de l'industrie de la *pacification mondiale*, c'est-à-dire de l'utilisation des armes, des tactiques et des technologies de surveillance et de contrôle les populations constamment développées grâce à son expérience de l'occupation des Palestiniens. <https://www.jeuneafrique.com/1443707/politique/la-palestinisation-du-monde-a-lerc-de-la-surveillance-generalisee/>

29. Construit à partir de ces enregistrements téléphoniques déchirants, le film *La voix de Hind Rajab* a reçu en septembre 2025 le grand prix du jury de la Mostra de Venise.

30. Cf. par exemple les affaires Naïm Khader et Gerald Bull.

L'analogie établie plus haut entre Indiens d'Amérique et Palestiniens n'est pas fortuite, mais plonge au contraire ses racines dans le mythe du suprématisme blanc. S'exprimant au sujet de l'installation de Juifs en Palestine, Churchill avait ainsi pu déclarer sans ciller : « *Je n'admets pas que le chien dans la mangeoire ait le dernier droit à la mangeoire, sous prétexte qu'il l'occupe depuis très longtemps. Je n'admets pas par exemple qu'un grand tort a été fait aux Indiens rouges d'Amérique ou au peuple noir d'Australie par le fait qu'une race plus forte, une race de grade supérieur ou en tout cas une race plus mondaine, pour le dire ainsi, est arrivée et a pris leur place.* » Alors que de tels propos racistes avaient été bannis après 1945, Gaza a fait tomber les masques de l'hypocrisie occidentale : elle nous montre que l'ère du colonialisme et des génocides n'est pas révolue, mais que ce continuum entre modernité technologique et militaire, colonialisme et génocide continue à définir notre

époque. En revanche, le soutien constant de nos dirigeants au régime israélien génocidaire augure mal de l'avenir de la démocratie et des droits de l'homme dans nos pays occidentaux en pleine dérive néo-fasciste. En effet, selon Mathieu Rigouste « *si l'usine était emblématique du fascisme des années 1930, c'est sans doute l'intelligence artificielle qui constitue le support techno-industriel du néo-fascisme sécuritaire*²⁶ ».

COMBATTRE LA PALESTINISATION DU MONDE

En dépit d'un accord de cessez-le-feu bancal et qui a déjà commencé à être violé comme tous ceux qui l'ont précédé²⁷, la violence sourde de la colonisation de la Palestine se poursuit jour après jour. Outre son horreur intrinsèque, le génocide de

Gaza nous concerne directement, car il montre à quel point les moyens modernes de l'âge algorithmique mis à la disposition d'un pouvoir techno-fasciste peuvent contrôler et, en cas de rébellion, détruire toute une population, quelle qu'elle soit et où qu'elle soit. A ce titre, la machine de guerre israélienne apparaît comme un laboratoire mondial pour expérimenter et mettre au point les techniques les plus sophistiquées au service des méthodes les plus brutales pour surveiller, contrôler, réprimer et, le cas échéant, détruire les populations. Raison de plus pour résister à la palestination du monde²⁸, mettre fin au génocide et tout faire pour que n'arrive « *Plus jamais ça !* »

S. Kimo

ENCART 1

Sophie Bessis, *La civilisation judéo-chrétienne : anatomie d'une imposture* », Sophie Bessis, *Les Liens qui libèrent*, août 2025, 90 pages.

Depuis la fin de l'empire romain, l'Europe se définit comme chrétienne. Si la Renaissance redécouvre les auteurs grecs et latins, il s'agit d'un mouvement limité aux intellectuels et aux artistes et les mentalités restent gouvernées par le paradigme général du christianisme ecclésial, dans sa version catholique tout d'abord, celle-ci étant concurrencée à partir du XVI^e siècle par les diverses obédiences protestantes. Toutes ces églises chrétiennes communient dans le rejet du païen (indigène) et de l'hérétique (juif ou musulman). C'est ainsi qu'après la prise de Grenade en 1492, qui signe l'achèvement de la Reconquête, l'Espagne des Rois catholiques expulsera tous les juifs et les musulmans qui refusent de se convertir. Puis, laïcité oblige, les manuels d'histoire de la République française enseigneront aux écoliers que les sources de la civilisation européenne sont gréco-latines.

L'historienne Sophie Bessis démontre, sources à l'appui, que ce n'est qu'à partir des années 1960 que le terme de « *civilisation judéo-chrétienne* » se diffuse puis s'impose. Il participe à un formidable travail d'occultation de 2 millénaires de haine antijuive qui culmine avec le génocide nazi. Il s'agit, selon Sophie Bessis, de permettre de restaurer les valeurs dont, malgré la violence exterminatrice de ses conquêtes coloniales, l'Occident s'était institué seul dépositaire et qui s'étaient consumées à Auschwitz. Pour ce faire, une stratégie double s'impose : soutenir inconditionnellement l'État d'Israël et populariser le terme de judéo-chrétien jusqu'à en faire le socle de la civilisation occidentale, ceci afin que l'Occident puisse prétendre réintégrer le judaïsme en son sein et se laver ainsi de son crime de génocide. Ce faisant, on exclut du champ de la civilisation la troisième grande religion issue du même rameau monothéiste, à savoir l'islam. À partir des amalgames odieux créés par le sionisme révisionniste à la sauce Netanyahu entre judaïsme et État d'Israël d'une part,

Palestinien, musulman et terroriste d'autre part, le racisme occidental se déporte, depuis le juif vers le musulman, sur un nouveau bouc émissaire. Comme l'a démontré l'historien Gérard Noiriel dans son *Venin dans la plume - Édouard Drumont, Éric Zemmour et la part sombre de la République* (La Découverte, 2021), le discours antisémite de la fin du XIX^e siècle et le discours islamophobe actuel possèdent la même structure identitaire et réactionnaire.

L'imposture historique est d'autant plus perverse qu'elle prolonge sous une forme inversée la croyance antisémite en l'exceptionnalité du juif : hier représentant du peuple déicide, aujourd'hui innocent ontologique, « *jamais le juif ne peut être un humain ordinaire, ayant droit à la salubre indifférence de ses contemporains* ». À l'heure de la grande imposture politico-médiatique, par laquelle les bourreaux d'aujourd'hui seraient exonérés de leurs crimes en leur pseudo-qualité de victimes éternelles, la mise au point de Sophie Bessis est salutaire.

ENCART 2

Hind Rajab et le combat contre l'impunité

En 2 ans, il est tombé plus de bombes sur Gaza que sur toutes les villes frappées durant la Seconde Guerre mondiale. Pendant 2 ans, les habitants de Gaza ont connu chaque jour un nouveau Guernica. On décompte à ce jour 67.000 morts, dont 20.000 enfants. Agée de 6 ans, la petite Hind Rajab est emblématique de ce massacre des innocents. Le 29 janvier 2024, la famille de Hind Rajab fuit leur quartier de Gaza lorsqu'un char de l'armée israélienne tire sur leur véhicule, tuant 6 des membres de sa famille. La seule autre survivante, sa cousine, âgée de 15 ans, appelle le Croissant-Rouge palestinien, mais elle est aussi tuée par balles. Entourée des cadavres de sa famille, terrorisée, Hind saisit le téléphone de sa cousine, exprime sa peur, appelle à l'aide et reste en ligne avec les secouristes qui tentent de la

rassurer. Elle sera malgré tout tuée par l'armée israélienne, de même que deux secouristes pris pour cible dans l'ambulance qui venait tenter de la sauver²⁹.

C'est en sa mémoire que des militants ont créé à Bruxelles la Fondation Hind Rajab. Basée à Bruxelles, cette ONG se donne pour mission de lutter contre l'impunité, en documentant et en engageant des poursuites judiciaires contre tous ceux qui sont directement ou indirectement responsables du génocide ou de crimes de guerre. Elle a ainsi identifié un millier de soldats israéliens à propos desquels elle a fourni un dossier étayé à la Cour pénale internationale (CPI) et elle dépose plainte dans les pays où ils sont repérés. En juillet 2025, ses plaintes ont conduit à l'interpellation de deux soldats israéliens venus assister en Belgique au festival de musique *Tomorrowland*. S'ils ont été relâchés

après avoir été interrogés par la police, le parquet belge a transmis les plaintes pour violations graves du droit humanitaire international à la CPI. L'action de la Fondation Hind Rajab est comparée à celle menée par le Centre Simon Wiesenthal après la Seconde Guerre mondiale contre les criminels nazis en fuite.

En janvier 2025, via les réseaux sociaux, le ministre israélien Amitai Chikli a conseillé à Dyab Abu Jahjah, le président de la Fondation Hind Rajab, de « *bien surveiller son bipeur* », en allusion à l'explosion meurtrière des bipeurs de Hezbollah peu de temps auparavant. Une menace à prendre très au sérieux, y compris à Bruxelles, où les services israéliens sont lourdement soupçonnés d'y avoir déjà commis plusieurs assassinats³⁰.

ENCART 3

Put your soul on your hand and walk, film franco-irano-palestinien de Sepideh Farsi, avec Fatem Hassouna, septembre 2025.

Les yeux de Gaza, livre de photographies de Fatem Hassouna, Éditions Textuel, septembre 2025, 144 pages.

Au printemps 2024, outrée comme le monde entier par le martyre de Gaza, la réalisatrice franco-iranienne Sepideh Farsi tente de se rendre sur place pour y tourner un documentaire. En vain bien sûr, puisque le régime israélien empêche l'accès des médias à Gaza et assassine les journalistes déjà sur place. Malgré tout, Sepideh parvient à entrer en contact avec Fatem Hassouna. Née à Gaza, cette jeune femme de 24 ans n'en est jamais sortie. Fraîchement diplômée de l'Université des arts appliqués de Gaza, elle est devenue photojournaliste. Grâce au lien ténu de leurs téléphones

portables, souvent rompu par les coupures de courant, une amitié se noue entre les deux femmes. Ces échanges sont précieux pour Fatem : ils lui offrent une fenêtre de respiration, hors de l'enfer. Comme le dit Fatem, chacun fait sa part : tandis que ses frères partent à la recherche de bois de chauffage, de nourriture et d'eau potable, armée de son seul appareil photo, elle « *place son âme sur sa main et marche* » parmi les décombres de sa ville-martyre pour photographier et témoigner, au nom de tous les siens. Tout en donnant à voir la destruction totale de Gaza, ses photographies sont tristes mais aussi étrangement belles et presque sereines. Des gamins aux vieillards, elles font la part belle aux visages de personnes de tous âges, graves ou souriants, reflets de leur humanité. Ses photographies sont à l'image de Fatem : tout en racontant à son amie Sepideh sa vie quotidienne, avec les bombardements incessants, les massacres et la faim qui s'installe, son regard pétille et un large sourire illu-

mine son visage. Elle témoigne pour son peuple dont elle partage l'instinct de vie et l'esprit de résistance. Le 15 avril 2025, Fatem saute de joie lorsque Sepideh lui annonce que le film fondé sur leurs échanges vient d'être sélectionné pour le festival de Cannes. Ce sera leur dernière conversation. Le 16 avril, à une heure du matin, l'appartement de Fatem est la cible de deux tirs de missile à guidage de précision. À quelques jours de son mariage, elle meurt assassinée avec six de ses proches, dont sa sœur enceinte. Comme le dit la rapporteuse spéciale des Nations unies Francesca Albanese, « *son crime a été de tenir la chronique du génocide à travers des articles et des photos percutantes, ce qu'un régime génocidaire ne peut pas permettre* ». Un film terrible mais nécessaire, pour voir ce que les génocidaires veulent cacher et que Fatem a payé de sa vie pour nous montrer.

Migrations : asile et coopération ou exil et désintégration ?

LE COMBAT DE RALPH GHADBAN

Dans le domaine de l'immigration, on peut observer une convergence de courants influents et liés à des milieux très différents. Si l'un de ces courants met en avant le droit à la libre circulation des personnes, il semble cependant ne pas se soucier de la possibilité de continuer à vivre dans les pays nats. Un autre courant influent fait obstacle à une vraie prise en compte de phénomènes très problématiques liés à certaines communautés. Sur ces différents enjeux, un lanceur d'alerte essentiel est Ralph Ghabban.

Allemand d'origine libanaise (issu de la communauté melkite arabe), Ralph Ghabban est né en 1949. Encore trop peu connu dans le monde francophone, c'est pourtant une des personnalités les plus passionnantes en matière d'immigration/intégration. Ses centres d'intérêt vont des cultures et religions à la géopolitique, en passant par les rapports Nord-Sud. Son parcours réunit engagement politique, travail social et recherche. Durant sa jeunesse au Liban, où il étudie la philosophie, Ghabban lutte pour la cause palestinienne. Il se distancie du parti communiste libanais, quand celui-ci fait selon lui trop de concessions au pouvoir israélien, mais aussi par rejet du dirigisme marxiste. Il participe ainsi au développement du mouvement dit de la nouvelle gauche. Émigré en Allemagne en 1972, il y étudie l'islamologie et les sciences politiques, avant de travailler une grosse quinzaine d'années dans l'accueil

des migrants qui fuient la guerre civile libanaise. Il fait alors la connaissance de nombreuses personnes et communautés dont il étudiera par la suite les parcours et pratiques¹.

Ghabban développe ensuite des analyses critiques des politiques d'intégration, dans plusieurs livres et une série d'interviews. Celles-ci se sont longtemps limitées à des médias alternatifs, ces approches contredisant des opinions dominantes dans les sphères politiques et culturelles. Puis, à mesure que les phénomènes qu'il pointe s'aggravent, une prise en compte de ses analyses commence à avoir lieu.

Le livre le plus important de ce chercheur, sur ces sujets, est *Arabische Clans – Die unterschätzte Gefahr*² (Clans arabes, le danger sous-estimé). Suite à cette publication, l'auteur a dû être placé sous protection policière³. Les données présentées ici viennent de cet ouvrage, sauf quand une autre référence est indiquée. Avant tout, notons que Ghabban ne commet pas du tout l'erreur de certains auteurs arabes ou musulmans qui critiquent des tendances de leurs propres cultures, mais sans adresser de reproches à l'Occident. Dès le début du livre, l'auteur rappelle sans ambiguïté les ravages du colonialisme occidental. Et dans une grande partie d'une de ses principales interviews, il critique radicalement les politiques internationales de l'Ouest⁴. Ce faisant, il ne se limite pas aux mises en cause politiquement correctes, c'est-à-dire

celles des quelques « méchants » officiels, comme Georges Bush fils ou Donald Trump. Au contraire, il pointe tout autant le gouvernement Obama, entre autres pour ses politiques destructrices et contradictoires en Syrie, ainsi que pour sa grande introduction du drone comme arme de meurtres politiques à grande échelle.

Profitions de ces précisions pour clarifier un point très important : étant donné, justement, les crimes massifs de l'Occident, bien des personnes se voulant de gauche estiment qu'il n'y a pas de sens à développer des analyses critiques d'autres cultures et communautés. En tout cas tant qu'on n'aura pas su rectifier fondamentalement les sociétés de l'Ouest. Sans quoi, le concept d'intégration ne pourrait avoir de sens. Mais étant donné la gravité des phénomènes sur lesquels nous allons nous pencher, il paraît clair qu'il faudrait agir aux deux niveaux, parallèlement : combattre les dimensions injustes ou criminelles des sociétés occidentales et, en même temps, les pratiques problématiques d'une part des communautés issues des migrations, sans se laisser entraver par un certain politiquement correct. D'autant que, comme nous allons le voir, il existe des possibilités d'actions bien concrètes. De plus, l'idée d'intégration a d'ores et déjà un sens : celui d'une intégration, justement, aux parts de nos sociétés civiles s'efforçant de favoriser des politiques justes, aux niveaux nationaux comme internationaux. Car aussi faibles soient-elles encore, ces parts de nos sociétés civiles existent bel et bien.

COMMUNAUTARISME ET CRIMINALITÉ

Venons-en au livre dont il s'agit. Il contient un historique détaillé des politiques migratoires allemandes (qui divergent en partie de celles des principaux pays d'Europe de l'Ouest, mais convergent aussi avec elles, à différents niveaux). Quelques éléments de cet historique pour l'Allemagne : Ghabban y remonte notamment à des migrations depuis le Moyen-Orient, au tournant des années 1990, migrations liées entre autres à la guerre civile du Liban déjà évoquée. Il pointe notamment l'absence totale, à cette époque et jusqu'en 1999, de politiques d'intégration, ainsi que le fait que les migrants étaient alors indésirables, du côté des politiques notamment. Il revient aussi sur les crimes d'extrême droite commis en particulier au cours de l'année 1992, où 16 homicides sur des migrants ont eu lieu⁵. L'auteur rappelle alors la mobilisation massive en réaction à ces crimes (rien qu'à Berlin, on a estimé à 300.000 le nombre de manifestants contre la xénophobie). Ces réactions correspondent au développement du mouvement pour la multiculturalité et l'accueil, dont Ghabban salue la valeur. Il souligne en particulier ses résultats considérables lors des vagues migratoires autour de 2015, car ce sont alors avant tout des citoyens engagés qui ont permis l'accueil, le gouvernement s'étant avéré incapable de fournir suffisamment de moyens, malgré l'optimisme affiché au départ (fameux « *Wir schaffen es* » d'Angela Merkel).

Mais Ghabban observe que le mouvement en question se relie aussi, malheureusement, à des dénis très dangereux dont celui de la criminalité clanique présente dans diverses communautés. En effet, les milieux progressistes, influents dans la sphère culturelle, ont considéré que parler de clans revient à mépriser ou à stigmatiser les communautés concernées. Ce faisant, ils ont fait obstacle à la prise en compte des analyses de chercheurs comme celui dont il s'agit ici, et continuent à le faire à bien des égards. Or, pour pouvoir agir efficacement contre un phénomène négatif, il faut bien sûr pouvoir en développer une vision aussi juste et complète que possible. Ceci

Illustration : Léandre



s'applique pleinement à la criminalité clanique en question, d'autant qu'elle se relie intimement à certains traits culturels ou pratiques communautaires. En effet, dans les agissements des principaux clans concernés, outre la criminalité classique (trafic de drogue, proxénétisme, extorsion de fonds, corruption de magistrats, vendettas, etc.), on observe aussi des mariages forcés systématiques, touchant de nombreuses mineures, souvent des enfants. Mariages associés à la peine de mort pour les filles ou femmes qui veulent quitter le clan. Or, ces pratiques ont-elles aussi été occultées par les influences des milieux progressistes évoqués. Mentionnons aussi l'utilisation d'enfants pour les activités criminelles, à partir de l'âge de 7 ans, pour tenter de contourner la justice, puisque les enfants ne sont pas responsables pénalement. De telles pratiques sont notamment celles de la part criminelle de communautés arrivées du Liban dans les années 1990. Mais Ghadban observe que d'autres familles de cultures proches s'inspirent d'une part des pratiques en question, du fait de leur efficacité. D'où une extension des phénomènes.

Comme l'explique le livre, les mariages forcés au sein du clan visent la cohésion du groupe. Celle-ci était très importante, à la base, dans les régions d'origine des clans, environnements souvent désertiques et périlleux. Dans ce mode de fonctionnement, le groupe prévaut très largement sur la personne (les analystes se voulant progressistes soulignent, à juste titre, que des parts importantes des sociétés d'origine sont fortement occidentalisées, dans les milieux urbains surtout. Mais ce faisant, ils passent en général sous silence les larges populations où les logiques claniques continuent bien souvent à dominer, en particulier dans les régions rurales). En arrivant en Occident, une part des communautés concernées ont constaté les avantages qu'il y a à conserver une telle cohésion dans des sociétés individualistes. En effet, du fait qu'il y est bien plus isolé, l'individu s'y retrouve facilement en position vulnérable, si un groupe décide d'utiliser sa cohésion dans une logique criminelle (certes, des communautarismes destructeurs occidentaux existent aussi : réseaux anglo-saxons, lobbys sionistes, groupements capitalistes comme le forum de Davos... Mais ceux dont il s'agit ici doivent être combattus tout autant que ces communautarismes-là).

À tout cela s'ajoute le fait que, avec les vagues migratoires autour de 2015, des clans rivaux sont arrivés (entre autres de Syrie), qui entrent en concurrence avec ceux qui sont déjà installés. Il en résulte de très violentes guerres des gangs. Si les médias ne peuvent ignorer la chose, ils semblent ne pas la souligner, ni attirer l'attention sur les causes dont il s'agit ici. En Belgique, on ne peut ignorer ce qui se passe à Bruxelles (89 fusillades en 2024⁶). Mais le cas le plus grave est sans doute la Suède, numéro 1 en matière d'accueil, lors des vagues migratoires autour de 2015⁷. J'ai pu constater, autour de moi, que de nombreuses personnes qui suivent pourtant assez attentivement les médias n'étaient pas au courant de la chose. Penchons-nous sur quelques communications ponctuelles des médias classiques. Comme le résume *Le Monde*, depuis 2023, l'État suédois recourt à l'armée pour lutter contre les gangs, après qu'en septembre 2023, 13 personnes ont été tuées sur un mois, lors de fusillades à Stockholm⁸. Mais un an et demi plus tard, le pays est dépassé. Sur le site de la RTBF, en 2025, on lit ces données effarantes : « le premier ministre suédois, Ulf Kristersson, vient de pousser un véritable cri d'alarme. Lors d'une réunion d'urgence (...), il a déclaré que son gouvernement avait perdu le contrôle de la violence qui sévit dans le pays. Rien que pour le mois de janvier, la Suède a enregistré en moyenne un attentat à la bombe par jour. En 2024, on a dénombré plus de 300 explosions. Bâtiments et voitures détruits par des rockets ou des grenades, fusillades, extorsions... Les gangs criminels frappent désormais au cœur des quartiers résidentiels, instaurant un climat de terreur⁹ ». Des développements semblables, même s'ils n'atteignent pas la même intensité, ont lieu dans une grande partie de l'Europe, notamment en France¹⁰ et, comme le décrit en détail le livre dont il s'agit, en Allemagne.

UNE DÉCONSTRUCTION NÉCESSAIRE

Comme le note Ghadban, tout cela fait apparaître que l'intégration nécessite certains vrais changements, au sein des pratiques et cultures d'origine notamment. Et ces changements exigent également des évolutions au sein des sociétés d'accueil, entre autres au niveau de la justice. Concernant les mariages forcés, le livre pointe la nécessité de programmes de sortie des clans. Ce, avec des moyens suffisants pour un accompagnement et une protection efficaces des filles et femmes concernées, une aide à l'accès à des logements suffisamment éloignés, au développement d'une autonomie économique, etc. Outre leur importance essentielle pour les personnes en question, ces programmes sont une condition à la déconstruction des clans, elle-même condition à une vraie intégration, par un mélange à la société d'accueil (mélange n'empêchant pas du tout, bien sûr, le maintien de diverses dimensions culturelles). De telles initiatives ont lieu, mais trop peu encore.

Autre phénomène nécessitant un changement : une grande partie des accords passés entre magistrats et criminels, dans le but d'accélérer les procédures. Ghadban présente des cas où l'accord implique l'aveu du vol d'un butin de très grande valeur, mais sans nécessité de révélation du lieu où il a été dissimulé... De sorte que, sorti de prison, le criminel pourra y accéder et en profiter pleinement... De telles pratiques, bien sûr, rendent bien trop attractive la voie de la criminalité, par rapport à celle d'une vraie intégration, qui nécessite apprentissage de la langue, formations, etc.

Ghadban pointe aussi la pratique d'engager en très grand nombre, dans la police, des personnes issues des migrations, y compris des gens globalement non intégrés. Outre de graves dysfonctionnements de la communication, cette pratique a mené à la transmission à des clans criminels de données judiciaires sensibles. La chose a pu se produire du fait du refus de toute une partie des autorités de collecter des informations sur les clans en tant que clans, là aussi pour éviter un soi-disant traitement discriminatoire...

Ghadban relie aussi tout cela aux politiques migratoires et internationales. Selon lui, outre l'arrêt de tout néocolonialisme, une priorité devrait être un vrai soutien aux pays d'origine, qui permettrait à leurs habitants d'y vivre dans de bonnes conditions. En effet, d'après ce chercheur, une cause importante des problèmes concernés est le fait que de très nombreux migrants supplémentaires arrivent toujours à nouveau, dont une large part nécessite un travail d'intégration, alors que, avec toute une partie des personnes arrivées précédemment, ce travail est encore loin d'avoir abouti. De plus, le tout implique des moyens financiers très élevés, qui pourraient être utilisés en partie pour soutenir le Sud. Ceci ne met aucunement en cause le devoir d'asile, ni les apports économiques qui s'associent également aux migrations. Mais il s'agit d'attirer l'attention sur le fait que l'asile ne concerne qu'une part des migrations, et sur le fait que les avantages économiques ne doivent pas empêcher de voir d'autres dimensions du phénomène.

L'EXODE, UNE « OPPORTUNITÉ » ?

Dans ce sens, Ghadban déclare dans une interview, stupéfié : « Dans le passé, on disait qu'il s'agissait que les pays puissent se développer, pour que les gens puissent y travailler. (...) À présent, on veut promouvoir l'exode ! » [« Man will die Flucht unterstützen!¹¹ »]. Ce faisant, ce chercheur fait référence à un concept de l'ONU nommé *Global Programme Migration*, qui revient en effet, explicitement, à promouvoir les migrations. On le lit sur le site de l'ONU : « Below are a few suggestions for how the private sector can harness its influence in order to promote migration as an opportunity¹² » (« Voici quelques suggestions sur la manière dont le secteur privé peut tirer parti de son influence, pour promouvoir la migration en tant qu'opportunité »). Et suivant Ghadban, cette idéologie s'avère influente, malgré d'autres idéologies et d'autres choix politiques qui vont dans d'autres directions (comme par exemple le Pacte migratoire). La stupéfaction de ce chercheur est sans doute plus que justifiée. Car quand les migrations sont réduites à une « opportunité », sans vraies prises en compte des tragédies qui s'y associent si souvent, à commencer par les ravages causés dans les pays du Sud par les politiques d'exploitation et les guerres hégémoniques, les choses deviennent très malsaines.

Comme cela ressort du texte de l'ONU, ces idées et influences proviennent notamment des intérêts de nombreuses entreprises. Leur motivation est bien sûr de bénéficier d'une main-d'œuvre meilleur marché, ainsi que d'un surcroît de consommateurs. La chose n'est pas machiavélique par nature. Mais selon Ghadban, elle peut fortement favoriser les problèmes abordés ici, en lien notamment avec les chiffres avancés par le patronat, quant aux besoins des pays du Nord en matière de populations supplémentaires (chiffres qu'on ne prend en général pas avec la prudence nécessaire, selon un spécialiste des migrations reconnu comme Ruud Koopmans¹³).

Ces analyses soulignent donc à quel point sont nécessaires, à la fois, un vrai co-développement, l'arrêt de toute exploitation du Sud, ainsi qu'une prise en compte des limites des pays d'accueil, associée à une priorisation de l'asile sur l'accueil en général. Ce qui est faisable vis-à-vis de divers pays et situations. (Par ex., au Maroc, pays émetteur de migrants et dans une situation économique relativement favorable¹⁴, il y a une très forte pénurie de travailleurs agricoles¹⁵). Mais bien sûr, tant qu'on ne mettra pas un terme à l'exploitation des pays du Sud, il y aura toujours plus de réfugiés en tant que tels (économiques, écologiques comme politiques). Il serait donc temps que les grandes institutions et le patronat concernés cessent de faire croire que la destruction du Sud par l'extractivisme n'est pas un problème, sous prétexte qu'on accueille généreusement les migrants dans nos entreprises et en tant que nouveaux consommateurs. Et par ailleurs, il serait temps que les milieux se voulant progressistes cessent de se faire les complices involontaires de ces institutions et de ce patronat – ainsi que des criminels claniques –, en occultant les problèmes sociaux et culturels dont il a été question.

Dans une vraie coopération Nord-Sud, le Sud peut apporter beaucoup ; entre autres dans les domaines des médecines naturelles, des précieuses pratiques d'agriculture paysanne, ou encore par une mise en question de la survalorisation, si délétère, de la vitesse et de la production, obsessions de nos sociétés. Mais tous les graves défauts de celles-ci ne devraient pas faire oublier l'importance de leurs acquis. En particulier la liberté individuelle, qui ne se réduit pas à sa caricature néolibérale. Cet idéal, et d'autres qui s'y relient, nécessitent une protection contre divers dangers, dont le communautarisme en général et le clanisme en particulier, où l'individu n'existe presque pas, mais aussi contre les graves risques de déstabilisations dus à la criminalité abordée ici.

Daniel Zink

1. Sur ces éléments biographiques : Ralph Ghadban, *l'écrivain face à la mafia libano-allemande*, lorientlejour.com, 2021 ; *Politologue Dr. Ralph Ghadban: Arabische Clans in Deutschland & Integrationspolitik*, n° 13, deepdive-podcast.de, 2020.

2. Ullstein, 2019.

3. *L'Orient-le Jour*, op. cit.

4. Deep Dive Podcast, op. cit.

5. Pour plus de détail sur cette période : Krause, S., *Un an de violences xénophobes en Allemagne*, Hommes et migrations, n° 1169, 1993.

6. *Faut-il s'habituer à vivre sous la menace des fusillades ?*, lesoir.be, 2025.

7. *Asile : plus de 360.000 réfugiés accueillis en 2015 en Europe*, lemonde.fr, 2016.

8. *En Suède, le gouvernement en appelle à l'armée pour lutter contre les gangs*, lemonde.fr, 2023.

9. *Un jour, une carte : gangs et narcotrafic plongent la Suède dans le chaos*, rtbf.be, 2025.

10. *Un jour, une carte : gangs et narcotrafic plongent la Suède dans le chaos*, rtbf.be, 2025.

11. *Guerre de la drogue à Marseille : émotion face à l'extrême jeunesse des tueurs à gages*, euronews.com, 2024.

12. Deep Dive Podcast, op. cit.

13. *Migration, Sustainable Development and the Role of Business*, un.org, 2013. Voir aussi *Repository of Practices*, migrationnetwork.un.org, 2019.

14. *Die Asyl-Loterie*, C. H. Beck, 2023 (aussi en néerlandais, *De asielloterij*, Prometheus).

15. *État de la migration dans le monde 2024*, worldmigrationreport.iom.int/rapport 2024.

16. *La pénurie de main-d'œuvre agricole inquiète les professionnels*, agrimaroc.ma, 2025.

Big Mother veille sur vous (partie 2/4)

Nous avons introduit dans la première partie de ce texte l'idée que, contrairement aux préjugés, ce n'est plus le patriarcat qui domine la société capitaliste, mais bel et bien la fonction maternelle. Après avoir illustré en quoi les représentants du pouvoir sont moins téléguidés par *Big Brother* que par *Big Mother*, nous analyserons deux traits spécifiques de celle-ci et du capitalisme dans son ensemble, à savoir l'incestualité et la paradoxalité.

LES POLITIQUES

Dans la mesure où la majorité des gens ne participe pas – et ne souhaite aucunement participer – aux affaires publiques, la démocratie représentative n'a de démocratique que le nom. *L'Image* – et le manque concomitant d'amour que le sujet se porte à lui-même – a pris une telle ampleur dans nos sociétés que l'homme postmoderne n'aspire désormais qu'à deux choses : être reconnu et aimé. Pourquoi en irait-il autrement des politiques, eux qui partagent avec la masse les mêmes particularités humaines ? Tous sont, en conséquence, « moins appliqués à faire le bien qu'à faire en sorte qu'on leur dise qu'ils ont bien fait ».

Les affects – ou plus précisément le *pathos* – exercent aujourd'hui une emprise conséquente sur les âmes ; tout le monde, de droite comme de gauche, n'a plus que le mot « *solidarité* » en bouche, à l'endroit même où l'homme n'a jamais été autant usité comme une chose². La tâche de l'État se résume dorénavant à veiller au *Bonheur* des citoyens – ce n'est pas pour cela qu'il les rend véritablement heureux pour autant –, à leur procurer satisfaction et bien-être par l'intermédiaire de la consommation de masse. Ce libre accès à la *Jouissance* a pour fâcheux contrecoup de fixer l'adulte postmoderne dans l'onctuosité de l'enfance.

Tout comme les mères, les hommes politiques savent toujours mieux que quiconque ce qui est le mieux pour leurs marmots. Ils s'attellent à anticiper tous les dangers – que ceux-ci soient d'origines terroristes, épidémiques ou climatiques –, quitte à grossir des événements pourtant bien réels et à distordre la réalité afin que celle-ci colle à leurs aspirations les plus profondes : revêtir la cape du bienfaiteur pour accourir au chevet des malheureux³. Certes, ce sont en grande majorité des hommes qui sont au pouvoir – des États, des grandes et petites entreprises, des médias. Il n'empêche, celui-ci se maternelise. Le but de toute campagne législative ? Séduire l'électeur, non pas avec des arguments qui feraient appel à la raison, mais au travers de *L'Image*⁴ à laquelle on voue désormais un véritable culte collectif. L'objectif de la publicité est du même acabit. Les politiciens de tous bords confondus épousent désormais « *les vertus cardinales prêtées aux femmes : tolérance, bonté, douceur, compassion* ». Même Trump ou Netanyahu sont de ce registre dès lors que chacun de leurs agissements, aussi morbides soient-ils, vise à soi-disant protéger leur population, quitte, telle une louve, à réduire l'autre en poussière. Séductrices, les politiques, même lorsqu'elles sont largement incarnées physiquement par des hommes, ressemblent moins – que les associations féministes nous pardonnent – à des pères castrateurs qu'à des mères trop dévouées.

INCESTUALITÉ

Précisons tout d'abord une chose essentielle : l'incestualité n'est pas à confondre avec l'inceste. Le psychanalyste Paul-Claude Racamier définissait le concept de cette façon : « *Incestuel qualifie ce qui dans la vie psychique individuelle et familiale porte l'empreinte de l'inceste non fantasmé, sans qu'en soient nécessairement accomplies les formes génitales*⁵ ». Il s'agit donc plus particulièrement d'« *un climat où souffle le vent de l'inceste, sans qu'il n'y ait inceste* ». Celui-ci est l'un des deux interdits majeurs – l'autre étant le meurtre – de toute

civilisation qui n'aurait pas fait de sa ruine un objectif inavoué. Il représente en quelque façon une contiguïté entre deux êtres qui répugne d'instinct – mais qui n'en est pas moins instinctivement désirée⁶. L'incestuel porte lui aussi les marques d'une proximité indécente et d'une distanciation qui ne peut s'opérer. Il s'agit d'un climat dans lequel la différence des places – sexuelles et générationnelles – est brouillée : tel père se montre psychologiquement trop proche de son garçon, posant à celui-ci des questions inappropriées (« *alors, c'était comment quand vous l'avez fait ?* »), un peu comme s'ils étaient unis par des rapports amicaux et non filiaux ; telle mère se dandine en petite tenue dans les différentes pièces de la maison et laisse la porte des toilettes ouvertes lorsqu'elle y fait ses besoins.

L'incestualité renferme quelques particularités : proximité aigüe, manque d'intimité, incapacité à fantasmer et prépondérance de l'agir, surexcitation sexuelle constante, déni des différences sexuelles et générationnelles. La haine de la distance y est manifeste, ce qui rend l'intervention d'un tiers délicate. C'est donc l'ensemble du travail du négatif qui est ici compromis (négatif entendu en tant que manque, de trou qui permet au jeu d'avoir lieu⁷ et qui commence avec la détresse originelle du nouveau-né après la naissance).

Si l'on retrouve particulièrement les traces de l'incestualité dans le milieu familial, nous faisons l'hypothèse qu'elle traduit un climat intrapsychique et relationnel qui tend à se généraliser à l'échelle de la société capitaliste, technoscientiste et bourgeoise qui est la nôtre, ce depuis le déclin concomitant des grands récits et l'horizontalisation des rapports sociaux qui tendent à renforcer l'éclat de la société de consommation et du sujet « narcissique » qui lui est lié. Combien d'entreprises ou d'institutions de soin par exemple – les deux étant malheureusement amenées à se confondre – ne sont-elles pas dirigées par de véritables pervers narcissiques⁸ qui brassent tout à la fois attitudes verticales et horizontales dans le but de brouiller les pistes ? À plus large échelle, ne peut-on pas faire le constat que les gouvernements adoptent, eux aussi, une posture incestuelle de plus en plus criarde – l'exemple le plus éloquent (qui est par ailleurs appelé à se reproduire à chaque alarme, c'est-à-dire dorénavant quasi en permanence) étant la gestion du Covid-19, durant laquelle les politiques et autres experts de plateaux n'ont pas hésité à violer l'intimité de leurs concitoyens afin de les protéger. Nous ne devrions jamais oublier à ce titre les propos qu'Emmanuel Macron a tenus envers les « non-vaccinés⁹ ». Précisons que, lorsque le président du pays de la fraternité (sic) disait vouloir emmerder (c'est-à-dire chier sur) une fraction de ses citoyens, il signifiait incestuellement à l'autre contingent dans lequel la plus large partie de la population s'est malheureusement retrouvée : « *Quant à vous, je vous aime d'un amour tout-puissant* ». En gros, pour calquer le langage raffiné et poétique de Monsieur le Président, il l'a mise à beaucoup (à l'aide de son phallus – imaginaire, bien entendu).

Tandis que le *télécran* au ton grave et autoritaire dicte la marche dans la société dépeinte par George Orwell dans son roman *1984*, *Big Mother* offre quant à elle un large panel d'*Images* doucereuses diffusées par la télévision. Y pullulent, par ailleurs, les réclames publicitaires. Celles-ci ont une visée précise : se glisser dans la chair et l'esprit des hommes afin de ne faire qu'un avec eux – jusqu'au point culminant où les sujets du capital se résolvent à exhiber sciemment sur leur corps les symboles les plus prestigieux du *Marché*, devenant dès lors de véritables spots publicitaires sur pattes.

La publicité porte en elle les traces de l'incestualité : elle cherche à se confondre avec le sujet et entretient par conséquent une proximité aigüe avec celui-ci ; partout présente – tv, ordinateur, smartphone, dans la rue, sur le corps des hommes –, elle s'immisce dans l'intime ; elle encourage le passage à l'acte (par l'achat) au détriment du fantasme et de la pensée ; elle est vectrice d'une surexcitation sexuelle constante au travers de la *Jouissance* qu'elle promet ; elle brouille la différence des places, à tel point qu'on ne sait plus très bien si c'est le sujet qui la regarde ou si c'est lui qui est scruté par elle.

Si la télé n'est pas que pub, l'incestuel, toujours, s'y agite ; dans les émissions telles que *The Voice Kids* par exemple, dans laquelle les stars de la chanson usent ouvertement de leur pouvoir de séduction envers des enfants de 8 ans afin que ceux-ci décident de rejoindre l'une ou l'autre de leurs équipes. Dans un autre registre, le tutoiement entre inconnus devient peu à peu à la mode, sur les plateaux, dans les publicités, mais aussi dans la vie de tous les jours. Geste a priori anodin, il n'en symbolise pas moins une horizontalité qui s'inscrit partout dans les espaces, comme si une saine distance ne pouvait plus être tolérée.

L'incestualité se manifeste également au sein des réseaux sociaux ; proximité : surtout depuis qu'il est devenu portatif, *Internet* permet toujours un peu plus de se rapprocher du lointain et donc de coller en tout lieu et en tout temps à l'absent ; intimité : à partir du moment où l'individu s'exhibe sur la *Toile* avec une telle intensité que celle qu'on lui connaît désormais, l'intime (de celui qui est regardé, mais aussi de celui qui regarde) ne peut qu'être mis à mal ; fantasmatisation : dans la mesure où ils sont basés sur *L'Image*, Tik-Tok, Facebook et consœurs détricotent les capacités de fantasmatisation du sujet qui n'a d'autres choix que celui de s'en remettre au double-agir voyeuriste/exhibitionniste afin de se soutenir un tant soit peu dans l'existence ; surexcitation constante : l'individu qui s'adonne aux réseaux (a)sociaux est, soit passivement bombardé par une série d'*Images* qui attisent la pulsion, soit exhibe activement sa personne, ce qui a pour effet de lui procurer la *Jouissance* tant recherchée.

Nous pourrions citer d'autres exemples (tels que l'EVRAS¹⁰), mais l'envergure de l'article ne paraît que trop mince. Que le lecteur garde néanmoins à l'esprit cette hypothèse : le capitalisme ne se résume pas à consommer ou à accumuler de l'argent, il octroie désormais à qui le veut la possibilité de *capitaliser* sur les expériences vécues. Nous retrouvons à ce titre dans le capitalisme les marques de l'incestualité que nous avons repérées : il est contigu au sujet qui se moule dès lors en lui – et inversement (capital-santé, capital humain, ressources humaines) ; de fait, il s'immisce dans le privé en sommant le sujet de jouir ; cette *Jouissance* partout promue entrave la fantasmatisation au profit de l'agir consommant – de Big Mac, de téléphones portables, de santé, de voyages, de culture, d'amours, bref, d'« expériences » ; d'où une surexcitation pulsionnelle constante ; dans son délire de toute-puissance et de maîtrise absolue de l'environnement et des hommes, le capitalisme dénie les différences sexuelles – il est désormais possible, non plus simplement de faire semblant d'être de l'autre sexe, mais d'en changer littéralement à coup de traitements hormonaux et de bistouris – et générationnelles (par le simple fait d'occulter la finitude de l'être¹¹ et de maintenir l'adulte en enfance psychique au travers de la consommation de masse).

En somme, le capitalisme permet l'actualisation d'un désir inconscient enfoui dans la psyché : retourner dans le Sein maternel afin d'empêcher le sujet du capital d'aller voir ailleurs si l'individu y est.

PARADOXALITÉ

Bien que notre réflexion n'en soit qu'à ses balbutiements, la paradoxalité n'en représente pas moins à nos yeux une dimension cruciale pour quiconque souhaiterait comprendre ce qui se passe dans les tréfonds de la société. Que le lecteur désireux de saisir un tant soit peu le concept se figure cet exemple à son esprit¹² : une mère offre à son fils deux cravates aux coloris distincts ; l'une rouge et l'autre noire. Tandis que le jeune homme, tout heureux de ces deux présents, endosse, après de nombreuses hésitations, la cravate rouge pour se rendre à son rendez-vous du jour, la mère exprime, d'un ton mélangeant tristesse et réprobation : « *Mais tu n'aimes pas la cravate noire que je t'ai offerte ?* ». Pris par un amer sentiment de culpabilité, le jeune homme tentera de remédier à ces remontrances en arborant la cravate noire. La mère, obstinée, revient néanmoins à la charge : « *Mais, si tu portes la cravate noire, cela veut-il dire que tu n'aimes pas la rouge ?* ». Se débrouillant comme il peut avec l'épineuse contradiction que sa chère et tendre génitrice semble incapable d'intégrer, notre malheureux garçon finira par porter les deux cravates en public. Et le constat ne tardera dès lors pas à tomber aux yeux de la foule : il a perdu la tête !, alors qu'initialement, c'est la mère du jeune homme qui témoigne, tout en l'occultant, de sa propre folie.

Ce récit exprime une idée essentielle : le discours paradoxal représente un type d'énoncé spécifique dans lequel l'ambivalence est éclipsée, au même titre que la source de son énonciation. Dans le cas de l'exemple des deux cravates, le lecteur peut apercevoir que la folie qui se situe initialement chez la mère se déplace *en catimini* sur le fils (nous avons autrefois formulé l'hypothèse qu'il en est de même de la société libérale, laquelle émet en continu des discours paradoxaux qui finissent par intoxiquer la psyché de chaque homme¹³). L'affaissement de l'ambivalence – entendue comme la faculté de reconnaître psychiquement deux tendances contraires, telles que l'amour et la haine – s'aperçoit quant à lui dans ce fait : tandis que, selon toute vraisemblance, le jeune homme apprécie la cravate rouge et la cravate noire qu'il a reçues, mais qu'il s'agit pour lui de se résoudre à opérer un choix momentané entre les deux, sa mère ne l'entend pas de cette façon ; la dynamique psychique, somme toute ambivalente et relativement saine « cravate rouge et cravate noire » du fils, se retrouve sclérosée par la dynamique paradoxale – « cravate rouge cravate noire » – de la mère, ce qui se manifestera concrètement par le port simultané des deux ornements par le fiston¹⁴.

Le modèle capitaliste qui s'appuie désormais, outre la finance, sur la consommation de masse et le confort bourgeois, favorise (et est favorisé par) l'émergence d'un type de discours social spécifique qui se soutient non plus de l'ambivalence, mais de la paradoxalité. Comme nous l'avons vu, l'ambivalence désigne la faculté de reconnaître l'existence de deux tendances opposées. Son schéma est celui-ci : (A et non A). Il en va autrement de la paradoxalité qui a pour effet de soumettre l'individu à deux injonctions inconciliables de telle façon qu'il lui devient impossible d'obéir à l'une sans, dans le même mouvement, désobéir à l'autre. Tout comme l'incestualité à laquelle elle est liée, la paradoxalité est un climat d'allure schizophrénogène – c'est-à-dire susceptible de rendre l'autre fou – dans lequel la contradiction ne peut exister (A = non A).

Il apparaît à cet égard que les possibilités de liaison psychique – insufflées par les pulsions de vie – sont manifestes dans l'ambivalence, là où la déliaison psychique – et donc les pulsions de mort – caractérise la paradoxalité. Cette dernière constitue en quelque façon une défense contre les désagréments que l'ambivalence implique – dans la mesure où il est moins coûteux, psychiquement parlant, d'éviter la contradiction que de reconnaître l'existence d'une complexité¹⁵. Néanmoins, comme toutes les défenses, celle-ci a un prix qui est d'autant plus douloureux qu'elle est utilisée à l'échelle d'une société : il s'agit ni plus ni moins d'une sidération généralisée, ainsi que du tarissement de l'individu¹⁶ et de la pensée :

« **Soyez uniques, achetez Nike !** »



Illustration : Mystigris

Une publicité pour une bière, un message défile en bas de l'écran : « **Attention, l'abus d'alcool est dangereux pour la santé** »

« **La femme est un homme comme les autres** »

« **Prends le temps de te faire plaisir, et vite !** »

Un panneau, le long de l'autoroute. Y est écrit : « **Soyez prudents, regardez la route !** »

« **Moi, je n'ai pas d'ego** »

« **Sois adulte, dépasse les limites !** »

« **Les pères sont des mères comme les autres** »

« **Ne sois pas égoïste, fais-toi vacciner. Cela te permettra d'obtenir ton pass sanitaire et de continuer à aller au restaurant** »

« **Libère-toi du manque, consomme !** »

« **Dépolluons à l'aide de technologies polluantes** »

« **Soyez libres !** »

« **Abats les discriminations, vive les réunions non mixtes** »

Une publicité pour Coca-Cola, un avis circule en bas de l'écran : « **pour votre santé, mangez 5 fruits et légumes par jour** »

« **Prends soin de ton environnement, achète un SUV électrique !** »

« **No stress !** »

« **La guerre (contre le virus et pour l'Ukraine) c'est la paix ; l'ignorance (des limites, de la pensée et de l'inconscient) c'est la force ; le passeport sanitaire, l'obligation vaccinale et le droit au travail aliéné, c'est la liberté** ».

« **Quick : Nous, c'est le goût** »

« **Prenez le temps d'apprendre, demandez l'assistance de L'IA** »

« **J' t'm, mon @mour** »

« **Libérez-vous de la pression normative, devenez vous-mêmes !** »

Un paquet de cigarettes vendu en magasin y est inscrit : « **Attention, fumer tue !** »

« **Tissons du lien au travers des réseaux sociaux** »

« **L'enfant est un adulte comme un autre** »

« **Vive les abonnements internet illimité ; pour votre santé, limitez le temps passé devant les écrans** »

« **Il est interdit d'interdire** »

Et surtout : « **Pense par toi-même !** »

La suite au prochain numéro...

Kenny Cadinu

1. Michel Schneider, *Big Mother : Psychopathologie de la vie politique*.

2. Voir notre article en trois parties paru dans *Kairos* « Réification : Ou de la chosification de l'homme ».

3. Vus dans ce sens, les philanthropes tels que Bill Gates, bien qu'hommes dans le réel, n'en sont pas moins, dans le registre du symbolique, des mères en puissance.

4. « *Les politiciens souffrent d'une dépendance qui ne leur est pas propre, mais qui atteint chez eux une dimension d'une véritable addiction à l'image : ne se sentir être que si une caméra le confirme. La télévision est pour eux ce qu'est devenu le téléphone portable pour une majorité de jeunes : l'objet transitionnel qui les rassure par un trop-plein de mots ou d'images sur le vide de leur pensée et l'inanité de leurs actes* ». Michel Schneider.

5. Voir l'ouvrage de l'auteur : *L'inceste et l'incestuel* (Dunaud, 1995). Ou encore Lebrun Jean-Pierre, *Les couleurs de l'inceste. Se dépendre du maternel* (Érès, 2023).

6. Inutile d'interdire une chose qu'on ne désire pas.

7. Voir l'exemple du jeu du taquin que Lebrun cite dans son œuvre.

8. Le terme est galvaudé par la presse grand public. Nous utilisons ici le concept en nous référant à Racamier.

9. « *Eh bien, là, les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder. Et donc, on va continuer à le faire, jusqu'au bout. C'est ça, la stratégie* ».

10. Voir notre article paru dans *Kairos*, n° 62, « Psychanalyse de l'EVRAS ».

11. Si on accepte la définition du capitalisme de Castoriadis en tant que modèle d'expansion infini de la maîtrise rationnelle.

12. Cet exemple retravaillé est repris du texte de Racamier sur les schizophrènes.

13. Voir nos articles parus à partir du 37^{ème} numéro de *L'Escargot déchainé* : <https://www.escargotdechaine.be/>

14. Lorsqu'il porte les deux cravates à la fois, le fils ne porte pas une cravate et une autre, mais un système de signe absurde.

15. Nous retrouvons cette incapacité à reconnaître la complexité tout aussi bien chez les bien pensants de gauche, que chez les partis anti-immigration de droite, que chez les « centristes » macroniens et autres, que chez les complottistes pur jus.

16. Nous faisons nôtre la thèse iconoclaste du philosophe Robert-Dany Dufour pour qui l'individu n'est, en réalité, encore jamais advenu dans nos sociétés.

Que sont devenus les compl-autistes ? Partie 3

Cet article est la troisième et dernière partie de la série. La première portait sur la perte de confiance dans les institutions, la deuxième sur la nécessité d'une réconciliation entre les camps opposés (les « anti- » et « pro- »).

Dans une société de plus en plus polarisée, ce sont la diversité d'opinions et la liberté d'expression qui sont les victimes (la seconde étant la condition sine qua non de la première). Dans l'article précédent de cette série, je mettais en avant comment le contenu de *Kairos* est tantôt considéré de droite, tantôt de gauche¹. Cela devrait être un signe de sa force, non de sa faiblesse... En réalité, l'effet est inverse, il est critiqué par les deux camps : les anti et les pro (-vaccin, -Trump, -Ukraine, etc)². Mais comment alors traiter l'information de ce monde en évitant de se tromper, et par conséquent être sujet à la manipulation ? En d'autres termes, comment penser le monde ? Il est évident que ce n'est pas en un article que ce problème philosophique sera résolu. Voici toutefois une approche, celle de la science, qui peut servir d'outil à la réflexion. Notons pour anticiper ces critiques que cette méthode scientifique n'est pas l'unique et seule manière de traiter l'information, qu'elle possède ses biais évidents et qu'elle est incomplète.

La méthode scientifique peut être réduite aux étapes suivantes : **1.** formulation d'un problème ; **2.** observation ; **3.** formulation d'hypothèses ; **4.** expérimentation ; **5.** collecte de données ; **6.** analyse et interprétation ; **7.** validation.

Appliquons ce procédé au phénomène de la résistance aux antibiotiques :

- 1) Formulation du problème** : résistance des microbes aux antibiotiques.
- 2) Observation** : les antibiotiques ne fonctionnent pas chez tous les patients pour une maladie donnée.
- 3) Formulation d'hypothèses** : il existe des bactéries qui sont résistantes aux antibiotiques et de fait, la maladie ne disparaît pas chez les patients ayant ces souches de bactéries résistantes.
- 4) Expérimentation** : des échantillons sont prélevés chez ces patients et sont cultivés en laboratoire en présence d'antibiotiques.
- 5) Collecte de données** : si plusieurs souches meurent en présence d'antibiotiques, certaines survivent et se propagent de plus en plus vite.
- 6) Analyse et interprétation** : les bactéries ont des gènes qui permettent une résistance aux antibiotiques.
- 7) Validation** : les gènes de résistance aux antibiotiques sont transférés par génie génétique à des bactéries sensibles aux antibiotiques. Ces bactéries sont ensuite mises en présence d'antibiotiques pour observer leur croissance. En parallèle, des bactéries ayant ces gènes de résistance sont modifiées de manière à les rendre sensibles. Elles sont également mises en présence d'antibiotiques pour en observer la croissance.

Ensuite, lorsque ces étapes ont été réalisées, il est possible de les réitérer pour aller plus loin dans la compréhension des phénomènes. Dans l'exemple donné, les gènes de résistances seraient identifiés clairement, leur mécanisme d'action pour contrer l'effet des antibiotiques serait décrit, etc. Tout au long de ces étapes seraient appliqués également des concepts-clés

comme le doute, la logique ainsi que la parcimonie. En science, ce dernier consiste à toujours emprunter le chemin mental le plus court, c'est-à-dire l'explication la plus simple. Dès que l'on ajoute de la complexité (non justifiée), le raisonnement devient impossible. À titre d'exemple, on pourrait évoquer des forces surnaturelles ou des phénomènes cosmiques pour expliquer la résistance aux antibiotiques, mais d'une part il serait impossible d'en démontrer l'existence, et d'autre part le nombre d'explications possibles serait infini.

Certes, cette méthode scientifique est plus facilement applicable à des microbes qu'aux phénomènes sociaux où entrent en jeu des données issues d'autres domaines de la vie (sciences sociales, données historiques, etc.). Toutefois, cette méthode a l'avantage de proposer un cadre de pensée pouvant servir de base pour une réflexion plus poussée sur des événements en cours (plutôt que sur des thèmes plus larges comme l'amour, une vie heureuse, l'esthétique, etc.). Appliquons par exemple cette méthode sur un sujet très polarisant comme les vaccins contre le covid : commençons par le doute et la logique. Il n'a été ni possible de douter sur l'efficacité des vaccins ni sur la logique derrière les mécanismes d'action sur un virus qui se transforme de variant en variant. Ensuite, appliquons les étapes :

- 1) Formulation du problème** : lutte contre le SARS-CoV-2.
- 2) Observation** : le SARS-CoV-2 est très contagieux et mortel. Depuis le début de la crise, aucune étude sérieuse n'avait été menée sur la mortalité et la première étude par John Ioannidis³, publiée par l'OMS, démontrait qu'elle ne dépassait pas les 0,23% (au lieu des 2-3% médiatisés). Les observations par le personnel de santé le confirmaient aussi...
- 3) Formulation d'hypothèses** : il est possible de lutter contre le virus avec un vaccin à ARNm. Ceci allait contre la logique de la nature même du virus respiratoire qui génère des variants rapidement...
- 4) Expérimentation** : les vaccins sont efficaces à 95% contre les formes symptomatiques de la maladie⁴, et sans effets secondaires graves. Ces interprétations étaient biaisées et fausses depuis le début, même quand le contraire s'est avéré rapidement, et il n'y a eu aucune reconnaissance d'erreurs (encore à ce jour)...
- 5) Collecte de données** : la vaccination fait ses preuves dans la population mondiale. Même commentaire que ci-dessus.
- 6) Analyse et interprétation** : le vaccin est efficace, mais doit être mis à jour. Il a permis de sauver des millions de personnes dans le monde. Cette interprétation n'est pas basée sur des données scientifiques, mais sur des extrapolations de données statistiques, elles-mêmes biaisées et totalement influencées par des volontés politiques et économiques.
- 7) Validation** : la nouvelle technologie de vaccin basée sur l'utilisation des ARNm a été validée et devrait être appliquée pour d'autres maladies. Même commentaire que ci-dessus.

Plusieurs personnes (dont moi-même) ont critiqué les experts et la méthode scientifique pendant la crise sanitaire. Mais il est évident que dans l'exemple donné ci-dessus, il

ne s'agissait pas d'une application honnête de la méthode scientifique. D'ailleurs, il est peu probable que des personnages comme Didier Raoult, Pierre Chaillot, Alexandra Henrion-Caude ou Christophe De Brouwer (pour ne citer que des francophones) auraient connu un tel succès si la méthode scientifique était totalement à jeter...

Ainsi, plusieurs éléments sont nécessaires pour entamer une pensée : le doute, la logique, des données, une diversité d'opinions, une remise en question des interprétations (y compris des siennes !). Dans un monde qui déborde d'informations, peut-être qu'un des plus grands défis est le traitement des données (analyse, interprétation, validation). Tant dans le camp des pro que des anti, ce ne sont pas les hypothèses des phénomènes qui manquent, ni les données... mais la remise en question de soi-même. L'intelligence n'est pas mesurée uniquement par la quantité du savoir, mais par la capacité à pouvoir le penser (sur ce sujet, je recommande l'article « Pensée en décroissance » (in *L'escargot déchaîné*, n°38). Le rôle des experts, des intellectuels, des médias libres dans notre société est de faire vivre la liberté d'expression, de nourrir la pensée avec une diversité d'opinions et d'en débattre. Seule notre pensée devient par essence même subjective. À plusieurs, elle est mise à l'épreuve et elle est taillée, aiguisée, forgée. Quant à la réconciliation entre des camps opposés, cela ne peut passer que par l'échange cordial. Le défi bloquant est la reconnaissance commune des faits (*facts*, en anglais) par les deux camps, et j'ai bien peur qu'en ce moment, les faits deviennent un concept abandonné.

Terminons par deux citations :

*« Extraordinary claims require extraordinary evidence. », « Les affirmations extraordinaires nécessitent des preuves extraordinaires. »,
Carl Sagan.*

« Be open minded but not so open that your brains fall off. »,

« Ayez l'esprit ouvert, mais pas tellement ouvert pour que votre cerveau en tombe par terre. », phrase attribuée à Walter Kotschnig.

Kaarle Parikka

1. « Que sont devenus les compl-autistes partie 2 », in *Kairos*, n° 71.

2. Idem 1, ainsi que « Les « vrais résistants », apôtres de la division », in *Kairos*, n° 71.

3. Ioannidis J. P. A., « Infection fatality rate of COVID-19 inferred from seroprevalence data », *Bull World Health Organ.*, 2021 Jan 1;99(1):19-33F. doi: 10.2471/BLT.20.265892. Epub 2020 Oct 14. PMID: 33716331; PMCID: PMC7947934.

4. Ex. Vaccin Pfizer/BioNTech contre la COVID-19 : enfin des données à analyser !, Vidal.fr, 10 décembre 2020.

L'Institut Covid-19 Ad Memoriam ou la mémoire du mensonge

Illustration : Cassou



curieux d'en savoir plus sur ce mystérieux organisme. Soliane m'éclaira un peu : « Ils nous avaient sollicités en mars dernier pour réaliser un spectacle basé sur la lecture de leurs lettres. Nous avons fait une unique représentation sous cette forme. Et puis, ils nous ont annoncé que, pour des raisons de droits, nous ne pouvions plus utiliser leurs lettres. Ça a été un peu la panique ! Nous avons dû repartir de zéro, en recueillant cette fois-ci des témoignages d'amis et de proches, puis de les réécrire pour pouvoir les interpréter sur scène. Maintenant, nos textes nous appartiennent et nous sommes libres d'en faire ce que nous voulons. » À première vue, cet institut ne paraissait pas se distinguer par sa générosité. Mais peut-être s'agissait-il d'une minuscule officine financièrement aux abois ? La suite se chargerait de me prouver à quel point j'avais tort.

Rentré chez moi, je commandai à mon libraire de quartier l'ouvrage intitulé *Institut Covid-19 Ad Memoriam. Fragments pour les mémoires*, que je réceptionnai deux jours plus tard. En parcourant les témoignages, je me disais que Soliane et Thibault n'avaient pas de regrets à avoir : les lettres qu'ils avaient eux-mêmes écrites étaient bien plus sensibles et touchantes. Celles du livre édité par La Documentation française et illustrées par Plantu (longtemps pilier du quotidien *Le Monde*, dont le lectorat bourgeois de la gauche de droite se forçait à esquisser un sourire pincé devant les mièvres dessins, toujours faussement insolents et jamais drôles) semblaient toutes dégager un même parfum entêtant et écœurant : celui du fatalisme et de la résignation. En gros, les témoignages, qui semblaient souvent ressortir d'un exercice littéraire oulipien consistant à caser le vocable « pandémie » à chaque ligne, nous disaient que quelque chose d'extrêmement grave — comparable à un météorite ou un tsunami — nous était tombé dessus au printemps 2020 et que, bon gré, mal gré, il avait bien fallu s'adapter pour pouvoir surmonter le choc. Et surtout obéir docilement aux consignes de « sachants » qui avaient fait le don de leurs personnes pour nous sortir des griffes de la Bête. Comme il tenait de l'évidence qu'il n'existait de toute façon aucune alternative au confinement, autant faire contre mauvaise fortune bon cœur. Voire même, pour certains, de s'en réjouir, comme dans le cas de cette confinée béate : « J'ai eu le plus grand mal à ne pas être contente de la situation. Cela peut paraître horrible, mais au début de la pandémie, j'avais besoin d'une pause. D'une reprise de moi-même. D'un espace pour me ressourcer. » Étonnamment, dans un ensemble dégoûlant de bienveillance factice, je relevais par-ci par-là des petites piques venimeuses, comme : « Le débat fait rage à propos de la chloroquine et la façon dont le Dr Raoult de Marseille a conduit son expérimentation, totalement en dehors de clous. » Je commençais à comprendre où je mettais les pieds. Dans la préface de l'ouvrage, l'anthropologue Laëtitia Atlani-Duault, fondatrice et présidente de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam, enfonçait le clou : « Ce livre est une contribution à ce travail de mémoire. Se souvenir est une forme de contre-don, certes symbolique, mais qui est une manière de remercier et plus encore de reconnaître — au sens fort du terme — la valeur des efforts consentis par nous tous, qui sommes parvenus à faire tenir notre société. » Et le combat était loin d'être gagné d'avance, comme en attestait en guise de conclusion le parallèle assez osé de Mme Atlani-Duault : « La pandémie de Covid-19 aura été pour nous tous un événement marquant, comparable à certains égards à ce qu'ont pu être les guerres du XX^e siècle. » Il est vrai que la terreur provoquée par l'éternuement dans son coude d'un quidam assis au fond de l'autobus valait bien celle de Verdun ou de Stalingrad.

Fine analyste historique, la présidente de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam semble également douée d'un incontestable don de prescience. Hébergé par l'Université Paris Cité, laquelle emploie Mme Atlani-Duault dans le cadre de ses recherches en anthropologie, l'Institut a en effet été créé le 25 mars 2020, soit une semaine après le 17 mars, date du début du premier confinement. Selon l'opinion commune de l'époque, la vague

J'avais beau consulter compulsivement ma montre toutes les deux minutes, le temps semblait s'être pétrifié. Mais qu'est-ce qui m'avait pris de me rendre à ce satané « Festival de la décroissance », en juillet dernier à Saint-Maixent, dans le Poitou ? Je savais pertinemment que je n'avais rien à attendre d'un événement organisé par Delphine Batho, gérante du groupuscule Génération Écologie, et accessoirement députée du coin. Mais là, c'était encore pire que tout ce que j'avais pu imaginer. Misère d'une écologie politique en phase de décomposition terminale qui n'a plus pour unique menu que le ragoût macroniste, accompagné d'une salade de quinoa, le tout saupoudré d'une pincée d'écriture inclusive. Tout y était affreusement convenu, banal, grisâtre, corseté dans un politiquement correct de plomb. Ces 3 jours de désolation m'offrirent tout de même un bref instant agréable. Cela se passa dans le jar-

din du cloître de l'abbaye, en plein après-midi et dans une chaleur suffocante. Le duo de comédiens de la compagnie La Révolante, Soliane et Thibault, jeunes trentenaires aussi beaux que chaleureux, y produisait un court spectacle intitulé *Lettres confinées*. À tour de rôle, et parfois ensemble, ils lisaient et mimaient des témoignages d'incarcérés de force du printemps 2020, où l'absurde (l'enseignement en « visio », l'accouchement sous scaphandre, le chantage à l'injection) le disputait au tragique (la séparation des amoureux, l'interdiction de faire ses adieux à une mère venant de mourir). Le tout entrecoupé de chansons rythmées par le minuscule ukulélé de Thibault. C'est avec enthousiasme que j'allais féliciter le duo, d'autant plus que quelque chose me titillait : dans le guide du festival, l'annonce de la représentation à laquelle je venais d'assister était accompagnée de la mention « en collaboration avec l'Institut Covid-19 Ad Memoriam » et j'étais

virale débarquée de Chine en Italie, dont des territoires du nord du pays avaient été placés en quarantaine le 8 mars, allait rapidement migrer vers d'autres contrées plus septentrionales et l'affaire ne tarderait pas à se tasser. La durée initiale du confinement décrétée par le gouvernement n'était-elle d'ailleurs pas de deux semaines ? Alors, que notre anthropologue ait aussi précocement prophétisé que nous étions entrés dans une nouvelle ère, « *une rupture anthropologique, un moment de basculement personnel et collectif* » pour reprendre ses propres termes, tient du prodige. Les esprits complotistes – qui, malgré tous les efforts déployés par les *fact-checkers*, n'ont, hélas !, pas pu être totalement réduits au silence – ne manqueront pas de persifler que la directrice de recherches avait peut-être bénéficié de certains conseils dans son œuvre de futurologue. Sur son site Internet, l'Institut Covid-19 Ad Memoriam est décrit comme un « *établissement public à caractère scientifique et technologique placé sous la tutelle du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et du ministère des affaires étrangères et européennes* ». On y lit également qu'il a été créé « *sous l'égide du WHO Collaborative Center for Research on Health and Humanitarian Policies and Practices (WHO C-CHAP) de l'IRD, en partenariat avec l'OMS* ». Le sabir multilingue et les dénominations pompeuses à rallonge des organismes en question ne doivent pas nous égarer : « WHO », soit *World Health Organization* est tout bonnement la traduction anglaise d'« OMS », l'Organisation mondiale de la santé. Quels qu'en soient les arcanes administratifs tortueux, la maison-mère est bien la même. Celle qui, intégralement passée sous la coupe des lobbies pharmaceutiques et financiers, a tordu le cou à ses cahiers des charges pour requalifier unilatéralement le moindre épisode microbien en pandémie menaçant la survie de l'humanité et dont le premier contributeur financier est le grand philanthrope vaccinolâtre Bill Gates et ses fondations caritatives, quoique hautement lucratives. Quant à l'IRD (Institut de recherches pour le développement), autre établissement public français, dont le rôle est de participer à des recherches scientifiques et techniques au travers de partenariats avec des pays en développement, les raisons de sa « *labellisation comme pôle d'excellence par l'OMS* » et son rôle de chaperon du WHO C-CHAP semblent assez obscurs. Mais foin de pinaillages, retenons avant tout que, comme nous en informe le communiqué de presse du 25 mai 2020 annonçant officiellement la création de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam, c'est le WHO C-CHAP, émanation

intégrale de l'OMS, qui est en charge du « *portage et de la gestion* » de l'Institut. Dans une interview donnée à *Sciences et Avenir* le 15 mars 2025, Laëtitia Atlani-Duault confie d'ailleurs benoîtement que « *l'Institut est financé en partie par l'OMS, qui soutient fortement son internationalisation* ». Et selon le vieil adage, celui qui paye l'orchestre choisit la musique.

Force est de reconnaître que le choix des membres de l'orchestre n'a pas été laissé au hasard. Crème de la crème, un bon nombre d'entre eux figurèrent au sein du conseil scientifique Covid-19, instauré le 11 mars 2020 par le ministre de la Santé Olivier Véran à la demande d'Emmanuel Macron et dont la mission consistait à « *éclairer la décision publique dans la gestion sanitaire liée au coronavirus* ». La suite démontra à quel point les « *éclairages* » dudit conseil scientifique étaient fort opaques et grandement arbitraires, quand ils ne versaient pas tout bonnement dans des délires où la pensée magique avait éradiqué la rigueur scientifique la plus élémentaire. Fallait-il en conclure que ces cerveaux qui comptaient parmi les plus brillants du pays n'étaient que des incapables ? Pas forcément lorsque l'on apprend que ce conseil, qui s'affichait « *totalment indépendant* », hébergeait initialement 6 médecins sur 8 ayant perçu entre 2014 et 2019 des rémunérations de plus de 250.000€ de la part de l'industrie pharmaceutique. Seuls le microbiologiste Didier Raoult et l'épidémiologiste Arnaud Fontanet n'avaient pas été stipendiés par la puissante industrie. Elle-même membre du conseil scientifique, Mme Atlani-Duault, n'a pas oublié de renvoyer l'ascenseur à son ancien patron en nommant l'inénarrable Jean-François Delfraissy « *Président d'honneur* » de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam. Celui-là même qui, dans une poussée éhontée d'infantilisation de la population, avait affirmé sur BFMTV le 24 janvier 2021 : « *On a affaire à un virus diabolique et beaucoup plus intelligent qu'on ne le pense* ». Un aveu qui en disait long, mais pas forcément sur le QI du microbe... Parmi les autres recyclés du conseil scientifique dans l'Institut Covid-19 Ad Memoriam, on retrouve également l'oncologue Franck Chauvin et l'infectiologue Denis Malvy, tous deux incorporés dans une « *équipe opérationnelle* » et surtout Yazdan Yazdanpanath, figurant quant à lui dans un « *conseil d'orientation stratégique* ». Ce dernier, gastro-entérologue de formation, se fit surtout connaître comme l'un des plus radicalisés parmi la troupe baroque et outrée des funestes « *médecins de plateau* » qui saturèrent les écrans de leur propagande de terreur et de menaces à jet continu pendant deux

interminables années. Excellent VRP, Yazdanpanath fut un fervent promoteur du Remdesivir®, auquel son fabricant, la société Gilead®, attribuait des vertus quasi miraculeuses. Il est vrai qu'à 2.340\$ pour un traitement individuel complet, la potion ne pouvait que réaliser des prodiges. Et puis la Commission européenne, toujours prompte, « *quoi qu'il en coûte* », à protéger la santé de ses citoyens, n'en avait-elle pas acheté 500 millions de doses pour 1,035 milliards €, avant même que l'étude sur le produit ne fût achevée ? Il apparut malheureusement rapidement que le Remdesivir® était loin de tenir ses promesses : il n'apportait aucun bénéfice contre le Covid et engendrait une foule d'effets secondaires, au premier rang desquels l'insuffisance rénale grave. Si bénéfice il y eut, ce fut uniquement sous forme de financements dont Gilead® arrosa ses commerciaux de luxe. Notre Dr Yazdanpanath ne fut probablement pas oublié, lui qui, d'après la base de données gouvernementale Transparence-Santé, avait précédemment touché plus de 130.000 € de divers grands labos dont, sans grande surprise, Gilead®.

« *Qui contrôle le passé contrôle l'avenir ; qui contrôle le présent contrôle le passé* », écrivait George Orwell dans son célèbre *1984*. La présidente de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam n'exprime pas autre chose dans son entretien précité à *Sciences et Avenir* : « *Avec l'épidémie, on est passés d'un stress aigu, une forme de sidération et de repli sur soi, à un stress chronique qui se manifeste par des réactions allant du déni de réalité, de l'évitement, à la recherche de boucs émissaires et pour certains jusqu'à la théorie du complot. C'est pour cela qu'il faut une réponse politique, sociale et économique* ». Magnifique exemple du contrôle du passé orwellien, car qui d'autre que Mme Atlani-Duault et ses comparses attisa inlassablement ce « *stress chronique* » par des décisions folles, lesquelles, « *par déni de réalité* », saccagèrent une société entière ? En contrôlant aujourd'hui la survivance de leur enfumage narratif, les coupables du désastre d'hier préparent leurs récidives de demain. En pire, puisque tout a si bien fonctionné la première fois. En attendant, ils sont les gardiens de la mémoire du mensonge. *Ad nauseam*.

Pascal Halary

La BNB et son avenir

ENTREVUE AVEC FÉLIX*, EMPLOYÉ DEPUIS UNE TRENTAINE D'ANNÉES

La Banque nationale de Belgique (BNB) fait relativement peu parler d'elle dans les médias. En 13 ans, Kairos n'en a encore jamais traité...

Je n'ai pas ce sentiment. Je vois régulièrement des articles sur la BNB dans les médias, dus aux quelques mêmes journalistes triés sur le volet. Dans certaines assemblées générales, il y a des moments conflictuels, notamment avec les représentants des petits actionnaires. Je pensais que cela ressortirait dans les comptes-rendus de la presse, mais pas du tout : le discours était lissé, le communiqué des journalistes était une resucée de celui de la banque. Pas le moindre recul critique. Je n'entends jamais de questions embarrassantes de la part d'aucun journaliste. Les rares trublions n'ont jamais été réinvités. Les événements de presse sont sur invitation expresse et sont rarement publiés *urbi et orbi*, comme par exemple l'inauguration récente du nouveau Cash Center à Zellik. Le service communication, créé il y a une dizaine d'années, cadenasse l'information vis-à-vis du public. Et aucun membre de la BNB n'a le droit de s'exprimer publiquement sans passer par lui.

Y a-t-il une volonté d'être discret ?

Ça me semble clair. Ne pas être trop présent dans les médias, ou alors sous la forme d'entrefilets. Quelques bombinettes ont été lancées dans les dernières années concernant les salaires des hauts cadres, mais c'était piloté par les instances elles-mêmes qui voulaient remettre à plat le système des promo-

tions. Depuis 37 ans, j'assiste petit à petit au travail de sape qui consiste à déconstruire l'institution, et c'est catastrophique.

Pour rappel, à quoi servait traditionnellement la BNB ? Quelle est sa marge de manœuvre restante par rapport à la BCE ?

À la fin des années 1980, la BNB possédait encore une quarantaine d'agences et succursales partout dans le pays, ainsi qu'au Grand-Duché de Luxembourg. Elle offrait toute une série de services à la population comme la gestion des billets de banque, la centrale des bilans pour les entreprises ou la centrale des crédits à la consommation. Avec les fermetures – la dernière à Liège –, il ne reste plus que Bruxelles. On est même passé à l'étape suivante : les guichets ont été remplacés par des chatbots ! Ça devient très compliqué pour les citoyens.

Il n'y a donc plus de différence avec une banque commerciale ?

Jusqu'au gouverneur Guy Quaden, présent de 1999 à 2011, l'outil était encore protégé. Une fois Quaden remplacé, les autres ont enlevé des pierres à l'édifice et l'activité en province a diminué. Quand on a fermé l'agence de Liège, toutes les huiles étaient là, y compris l'évêque. Une des fonctions traditionnelles de la BNB était de poursuivre l'intégration du tissu économique en province, de fournir des statistiques qui permettait aux entreprises d'être compétitives sur le marché extérieur. Tout ça a disparu, partout en Belgique, parce que

la BCE a pris la main. Le gouverneur actuel de la BNB Pierre Wunsch y siège et est le mieux payé de ceux de la zone euro. La grande patronne Christine Lagarde a un salaire annuel de 460.000€ net, plus les avantages. Et elle n'a pas l'intention de prendre sa pension ! Résumons-nous : tout ce qui faisait l'utilité de la BNB a disparu, comme la bibliothèque, qui était très riche en volumes. Idem pour l'imprimerie, qui était de grande qualité, gérée par des travailleurs super compétents. Les billets australiens et chiliens étaient même agréés à la BNB. À la fin des années 1990, en se préparant au passage à l'euro, l'imprimerie a abandonné certaines activités, comme l'impression des billets de loterie, perdant une source de revenus. La Belgique s'est ensuite spécialisée dans l'impression de tous les billets de 50€ pour la zone euro. À la fin du contrat, l'imprimerie tournait au ralenti, a essayé de trouver des débouchés extra-européens, vers le Moyen-Orient, ce qui a fonctionné quelque temps avant de cesser. À ce jour, la Belgique achète tous ses billets au Portugal et à l'Autriche, n'ayant plus d'imprimerie propre.

Peut-on toujours considérer la BNB comme un service public ?

Officiellement, oui. Mais comme les services à la population se réduisent à peau de chagrin et que la direction de la BCE pousse à l'euro numérique, que reste-t-il ? La centrale des bilans reste une obligation légale, mais si c'est numérisé et automatisé, peut-on encore parler de service public ? Le départ

VOYAGE EN RUSSIE UN AUTRE REGARD



Lors de notre visite au camp d'entraînement du bataillon **Maxime Krivonos**, composé de transfuges ukrainiens, anciens donc de l'armée de Kiev, intégré à l'armée russe en février 2024.

« *Le sujet idéal, pour un régime totalitaire, n'est pas le nazi convaincu ou le communiste convaincu, mais quelqu'un pour qui la distinction entre les faits et la fiction et la distinction entre le vrai et le faux n'existe plus* ».

Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme*, Penguin Books, 1951, p. 622.

Je savais pertinemment qu'en partant en Russie je rencontrerais le plus intéressant dans la confrontation des récits, entre ce qui se dit ici et ce que je verrais là-bas, et donc aussi dans les réactions lors de mon retour. - « Ah, tu es parti en Russie ? Ça a été ? » - « Oui, tu veux dire quoi ? » - « Eh bien, la police russe ne t'a pas embêté ? » « Tu n'as pas été suivi partout, on vous a laissé faire ce que vous vouliez ? » Certains se demandaient si je ne risquais pas de me prendre des balles ou missiles russes, d'autres si lors de mes entretiens, notamment du soldat américain se battant pour l'armée russe, je n'étais pas entouré par des agents en train de contrôler que je posais les bonnes questions et que les soldats donnaient les bonnes réponses.

Si j'évoque cet aspect, c'est qu'il me paraît le plus important. Aujourd'hui, au XXI^e siècle, la guerre commence véritablement dans les cerveaux, pas ailleurs, justifiant l'injustifiable. Le peuple demeure calme pendant que l'argent qu'on lui vole, dont la finalité aurait dû être de financer le bien commun, sert

désormais à acheter fusils et canons pour que des peuples plus ou moins éloignés s'entretuent, « pour notre bien ». Comment cela pourrait-il être accepté sans une propagande quotidienne invisible à la plupart, désormais persuadés qu'il faut tuer les méchants qui risqueraient sinon, après l'Ukraine, de débarquer sur la Grand-Place de Bruxelles. Edward Bernays, le père des « relations publiques », terme commun pour désigner celui de propagande, l'avait déjà bien compris au début du XX^e siècle, alors que le gouvernement américain lui avait confié la tâche de donner l'envie d'entrer en guerre à une population nord-américaine récalcitrante jusque-là¹. Et il y parvint. Les premières phrases de son illustre ouvrage, *Propaganda*², sont sans équivoque : « *La manipulation consciente, intelligente, des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays. Nous sommes pour une large part gouvernés par des hommes dont nous ignorons tout, qui modèlent nos esprits, forgent nos goûts,*

nous soufflent nos idées. C'est là une conséquence logique de l'organisation de notre société démocratique. Cette forme de coopération du plus grand nombre est une nécessité pour que nous puissions vivre ensemble au sein d'une société au fonctionnement bien huilé ».

À l'heure où l'on nous fait croire que la liberté de penser n'a jamais été aussi importante et respectée, dans une société où l'individualisme narcissique n'a jamais pris autant de place dans la constitution psychique de l'individu, société du *selfie* et de l'exhibition médiatique, il est difficile d'admettre que le son qui sort de notre bouche, produit de notre fonctionnement cérébral, puisse être la conséquence d'une ingérence extérieure mal intentionnée. C'est pourtant le cas, car sinon outre les banquiers et les marchands de canons, personne ne voudrait la guerre, alors que la misère est galopante, que le nombre de ceux qui vivent sans le minimum pour prétendre à une vie décente croît chaque jour, alors que l'enseignement, la justice, les hôpitaux, la solidarité avec nos jeunes et nos



Musée de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre qui dure depuis 2014. Les photos sont celles de soldats ukrainiens tués par l'armée de Kiev. Le guide porte dans sa main une batterie de mines antipersonnel de fabrication occidentale.



Marioupol, qui a été le siège de longs combats entre l'armée pro-OTAN de Kiev et les forces ukrainiennes et russes opposées à l'impérialisme occidental.

vieux, la culture, nos valeurs... se délitent dans le flot absurde d'un effondrement global.

Si la première victime de la guerre est la vérité, sa première cause est la propagande. Et en amont et en aval, c'est au fond le même mécanisme qui joue de ses effets temporels différés : on ment au départ pour susciter le désir de la guerre par le truchement de la haine d'un Autre, on ment pendant les massacres et quand ils s'achèvent, pour donner une raison à ce qui ne devrait en avoir aucune et justifier que nous l'ayons fait. Ce « nous » qui n'est d'ailleurs jamais celui que la propagande nous vend : la noblesse et la grande bourgeoisie, les fils de parlementaires et de ministres, ceux qui nous dirigent... vers la guerre, ceux-là la regardent à la télé et ne crient jamais parce qu'ils ont été frappés par une balle, mais pour demander que le pays mette plus d'argent dans l'effort de guerre. Ce sont eux qui procurent au soldat les moyens de tirer, ce sont donc eux, plus que le prolétaire qui va crever sur le champ de bataille, qui ont le doigt sur la gâchette.

Qui sont donc les hommes qui nous ont dit qu'il fallait détester Poutine et traiter Zelensky en héros ? Nous a-t-on tout dit ? Le rôle de la CIA dans le soutien à l'indépendance de l'Ukraine, le financement américain de la contestation, la présence en Ukraine de George Soros et de son Open Society, 4 ans avant la fin de l'URSS ? « *Qui sont les hommes qui, sans que nous en ayons conscience, nous soufflent nos idées, nous disent qui admirer, et qui mépriser [...]* » Si l'on entreprenait de dresser la liste des hommes et des femmes qui, de par leur position, sont ce qu'il faut bien appeler des « *faiseurs d'opinion* », on se retrouverait vite devant la longue kyrielle des noms recensés dans le *Who's Who* [...] Oui, des dirigeants invisibles contrôlent les destinées de millions d'êtres humains. Généralement, on ne réalise pas à quel point les déclarations et les actions de ceux qui occupent le devant de la scène leur sont dictées par d'habiles personnages agissant en coulisse. Plus important encore, nous ne réalisons pas non plus à quel point ces autorités façonnent à leur guise nos pensées et nos comportements. Dans maints domaines de la vie quotidienne où nous croyons

disposer de notre libre arbitre, nous obéissons à des dictateurs redoutables³ ».

Je rappellerai à ceux qui, par un mécanisme de défense face au réel, verront dans les propos de l'auteur cité ceux d'un « *complotiste* », qu'Edward Bernays avait travaillé pour le gouvernement américain et de grandes entreprises (American Tobacco Company – Lucky Strike –, Phillip Morris, United Fruit Company – coup d'État contre Jacobo Arbenz au Guatemala –, General Electric, Mack Trucks – promotion des autoroutes –, Dodge, Cartier, Procter & Gamble, les industries de la viande...). Le mot « *complotiste* » n'était pas encore à l'époque utilisé comme arme pour décrédibiliser et bannir ceux qui mettaient en question le discours dominant. Aujourd'hui, on a évolué, allant jusqu'à parvenir à vendre à des sujets des vêtements où la marque n'est plus que le signe de l'annihilation de leur libre arbitre : *Obey*.



Hotel à Donetsk.



Gorlovka, hommage à 27 enfants tués dans la ville par l'armée de Kiev, depuis 2014.



La mémoire de la Seconde Guerre mondiale, où l'URSS perdit 30 millions de citoyens, est fort présente dans les consciences collectives et l'espace public. Ici à Nijni Novgorod.

1. Via la Commission Creel, mise en place par le président Wilson en 1917.
2. Edward Bernays, *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie*, Zones, 1928/2007, p.31.
3. Edward Bernays, *Propaganda*, Ibid., p.49, 51.

VOYAGE EN RUSSIE UN AUTRE REGARD



Un homme, qui a encore la force de sourire, sort de ce qu'il reste de l'immeuble où il vit à Gorlovka, frappé par un HIMARS de l'armée de Kiev en juin 2025.



Gorlovka.



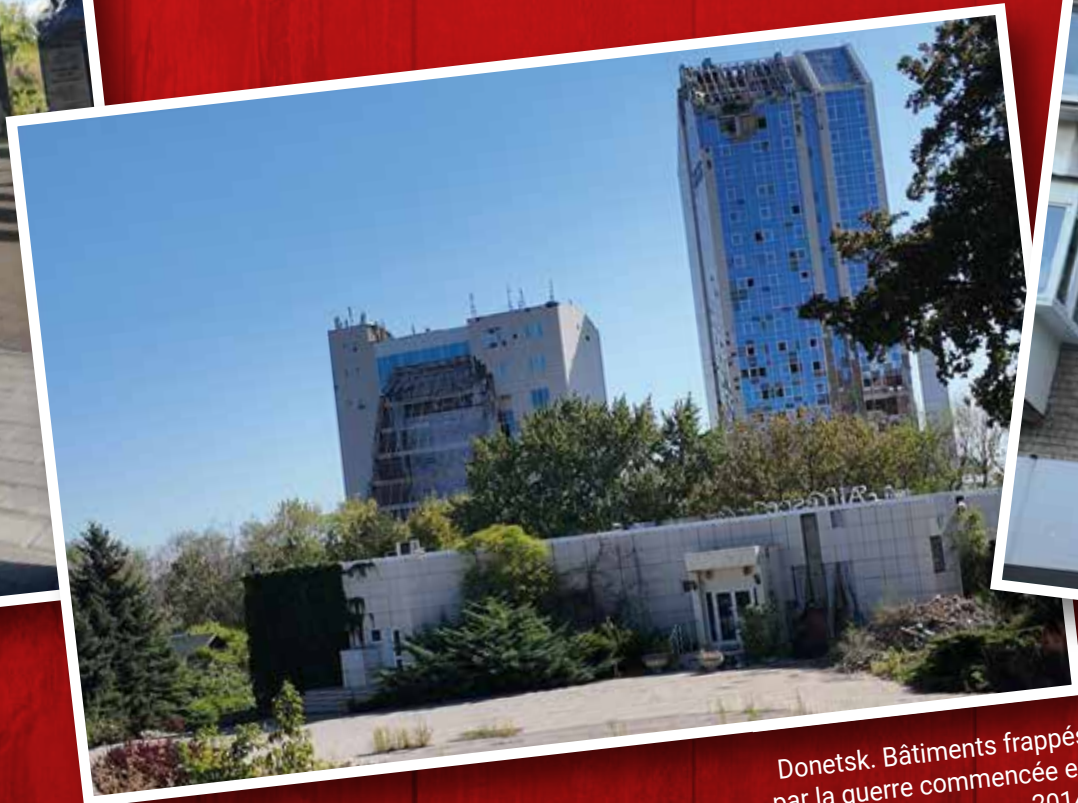
Krasnaïa plochtchad, ou Plochtchad Krasnaïa signifiant à la fois



Théâtre de Marioupol. Reconstruction à l'identique avec des fonds russes, le théâtre dépend aujourd'hui du ministère de la culture russe.



Donetsk, allée des héros, Ukrainiens morts au combat contre l'armée de Kiev. Impact sur une des statues.



Donetsk. Bâtiments frappés par la guerre commencée en 2014.





Place rouge,
le plus beau et rouge.



Métro de Moscou.



Poupée russe, dans un magasin
du Goum.



Maisons détruites à Marioupol, où
les constructions des habitations
avancent rapidement.



Étalle de fruits secs, au Goum, sur la
Place rouge, la plus importante galerie
commerciale de Russie, inaugurée
en 1893, où l'on trouve notamment
des boutiques de luxe, dont toute les
grandes marques occidentales.



Donetsk, appartements privés frappés
par des missiles. Au moins une
famille est morte.



Entrée de l'université
de Donetsk.



VOYAGE EN RUSSIE UN AUTRE REGARD



Rencontre du détachement Pushkar dans un lieu d'entraînement secret, anciens soldats se battant pour Kiev et ayant rejoint les forces ukrainiennes se battant aux côtés des Russes.



L'eau est rationnée dans tout le Donbass suite aux endommagements sur le réseau. Chaque camp accuse l'autre. Mais on sait que c'est une forme de sanction de Kiev, puisque le gouvernement ukrainien a coupé le canal de Crimée du Nord suite au référendum d'annexion à la Russie en 2014.



Dans un véhicule du bataillon Maxime Krivonos.



Camp d'entraînement Maxime Krivonos.

AU-DELÀ DU RIDEAU DE FUMÉE

Je n'ai pas vu ce qu'on m'a dit que j'allais voir, je n'ai pas vécu ce qu'ils supposaient qu'il me serait arrivé. J'ai constaté à nouveau à quel niveau nous étions formatés. À quel point le discours dominant nous privait de la richesse de la rencontre et de la différence. J'ai souvent cette impression d'être dans l'Océanie de 1984 d'Orwell, encerclé de membres du parti : « D'un membre du parti, on exige qu'il ait non seulement les opinions correctes, mais les instincts corrects. Parmi les opinions et attitudes attendues de lui, beaucoup ne sont jamais préconisées clairement, car alors seraient mises au jour les contradictions inhérentes au Sociang. Si sa pente naturelle le porte à l'orthodoxie, s'il est — en néoparler — bonpenseur, il saura en toute circonstance et sans avoir besoin de réfléchir quelles sont la conviction juste et l'émotion appropriée. Mais de toute façon, le formatage qu'il subit depuis l'enfance et qui se cristallise autour de mots-clés du néoparler comme hal-tocrime, noirblanc et doublepenser lui ôte tout désir et toute faculté d'approfondir quelque sujet que ce soit ». Je n'avais donc aucune envie de me conformer à leurs convictions justes et émotions appropriées, condition préalable à ma curiosité de découvrir ce qu'il y avait derrière le rideau de fumée médiatique, même si les livres hors du narratif m'avaient déjà ouvert l'esprit et l'appétit.

C'est la première fois que je partais aussi loin sans jusqu'au dernier moment connaître la date du départ, ni si j'allais vraiment partir. Je savais que ce serait en septembre, entre le 8 et le 22, une semaine comprise dans cet intervalle. La date fut confirmée quelques jours avant, j'avais mon billet, départ 7h45 de Bruxelles le 8 septembre... puis le 10, le matin. La veille, je fais des aller-retour entre mon domicile et l'ambas-

sade. Les langues sont une richesse, un cadeau, mais aussi des frontières infranchissables entre les esprits quand nous et notre interlocuteur ne partageons pas la même. J'attendrai des nouvelles toute la journée, mais vers 20h00, le bug informatique qu'on m'a annoncé au consulat la journée n'est pas résolu. Curieux. Olga, l'organisatrice, postposera mon vol au soir, sans savoir si j'obtiens mon visa. 9h15 le mercredi matin, j'apprends que tout est prêt au consulat. Petite peur au ventre : c'est bon, je vais partir en Russie... Moscou, la Place rouge, le Kremlin. Une mégapole qu'on ne traverse qu'en plusieurs heures... mais aussi l'Ukraine, le Donbass.

Petite appréhension donc, car tout voyage, tout départ, seul d'emblée, nous met devant l'irréversible destinée commune de toute vie. Le *all inclusive* sur les plages de Benidorm ou de Cancún ne contient pas cette part d'inconnu qui accentue ce vide, mais les seuls applaudissements des passagers à l'atterrissage des vols touristiques laissent supposer qu'ils avaient envisagé, sans doute malgré eux, qu'ils auraient pu ne jamais arriver à destination.

L'homme moderne n'aime pas l'imprévu. Le confort l'a conditionné à ne plus souhaiter la surprise. Il préfère le plus souvent connaître ce qui va se passer et souhaite un *happy end*. Il doit donc, même s'il feint l'autonomie et l'indépendance, être pris en charge. Les cinq années qui viennent de s'écouler n'en sont-elles pas la manifestation la plus criante ? L'administration d'un produit inconnu — le « *happy end vaccinal* » — pour des raisons préfabriquées est-elle la preuve qu'une confiance aveugle dans les gouvernements et leurs médias est la règle plutôt que l'exception ? Certes, la propa-

gande, les privations, le chantage et les méthodes de persuasion perverses ont eu l'effet escompté : transformer les individus en une masse, un troupeau, privés de la capacité de penser, donc de liberté. Mais auraient-ils, devant les portes d'embarquement d'un avion, accepté d'y monter, si on leur avait dit qu'ils avaient une chance sur deux de s'écraser, 1/5, 1/10, même 1 sur 50, ou 100 ?

C'est avec plus d'inconnues qu'avec les certitudes du voyage organisé que je quitte Bruxelles. Comme partir c'est toujours un peu mourir, ou risquer de mourir, cette réalité m'arrache quelques larmes lorsque je laisse ma femme pour monter dans le bus qui m'amènera à la gare qui rejoint l'aéroport. Pas devant mes enfants, je vais dans un pays en guerre, je ne veux pas les inquiéter.

Me voici dans ce long tube rempli d'individus anonymes pressés d'arriver. J'ai toujours détesté l'avion. S'il est une prouesse technique incroyable, il symbolise tout une époque et son absurde, condense vitesse dans un monde où on travaille toute sa vie, mais où il faut « ne pas perdre son temps », consumérisme superficiel, individualisme... des passagers dans un avion ne forment jamais aussi peu un groupe que dans aucun autre transport public, sauf peut-être si l'avion s'écrase et qu'il demeure quelques passagers dont la survie individuelle ne dépend que du collectif. Fait rare... Ces mots que j'écris dans l'avion font venir une question : *cet individualisme ancré dans la société occidentale est-il le même en Russie ?*



Kiosque dans une rue de Gorlovka.



Centre d'entraînement où j'ai rencontré un citoyen américain se battant pour l'armée russe.



Centre de recrutement, Nijni Novgorod.



La superbe ville de Nijni Novgorod.



Je pense toutefois que la plupart des gens n'apprécient pas l'avion en raison de l'absence totale de contrôle qu'il représente. Peu se disent en découvrant dans les médias un grave accident de voiture que ça aurait pu être eux et ne pensent pas en se mettant au volant que c'est peut-être la dernière fois. L'accident d'avion ne fait pas du tout le même effet : là, ça aurait pu être nous, puisque ceux qui sont morts, comme nous maintenant dans cet avion, ne contrôlaient rien. En ce sens, les applaudissements à l'atterrissage sont un remerciement d'être encore vivant, et c'est en fin de compte la seule chose que le passager d'un avion maîtrise. Pas de « *s'il vous plaît, je me sens mal, vous pourriez vous arrêter sur le côté ?* ». Dans un avion, quand un passager succombe à une crise cardiaque, il reste à côté de vous toute la durée du vol, et on ne peut qu'espérer que ce ne soit pas un long courrier.

Drôles donc que ces applaudissements. D'habitude on applaudit un geste altruiste pour indiquer à l'autre qu'il est digne de notre reconnaissance. Vous n'allez jamais voir un type secouru par un sauveteur en mer l'applaudir. Les autres témoins éventuels, oui, et cela a tout son sens. Je vois dans les applaudissements des soignants pendant l'épisode Covid-19 quelque chose de semblable. Même si cet enthousiasme conformiste digne d'un programme de McKinsey révélait sans doute chez la plupart une véritable volonté consciente de remercier les soignants, c'est surtout parce qu'ils avaient l'impression qu'ils étaient leur sauveur. Ils les applaudissaient, car ils les épargnaient de mourir pendant un moment. Une forme d'applaudissement égoïste. Et les claquements de main furent comme des arborescences qui cachèrent la forêt. Je me pose la question : *a-t-on aussi applaudi en Russie pendant le Covid ?*

Malgré tout cela, il y a dans l'avion quelque chose qui me fascine. Traverser les continents et les océans à 1.000 km/h, à 10.000 mètres d'altitude, au chaud alors qu'il fait -40° C dehors, a quelque chose de prométhéen, d'où cette fascination mêlée de crainte. Cette abolition de l'espace et du temps contraste terriblement avec la lenteur de la marche ou du vélo, et même, toute proportion gardée, avec celle du bateau ou du train. Quand on voyage, les distances ne sont pas des faits, mais des impressions dans la tête⁴, la vitesse imprime réellement dans notre cerveau le sentiment espace-temps. Ainsi, Bruxelles-Paris n'est pas à la même *distance*, qu'on le fasse à vélo ou en avion — et je ne parle pas de la différence entre le cheminement au sol et le vol d'oiseau. Pour l'avoir fait à vélo avec ma fille lorsqu'elle avait 9 ans, à une allure raisonnable, mais exigeante, le voyage nous a pris 10 jours pour 530 km. En avion — sans compter l'interminable attente que les thuriféraires de ce mode de transport oublient souvent de mentionner — ce doit être 30 minutes. Mais quand on est arrivé à Paris à vélo, Bruxelles est très loin, bien plus *loin* qu'en avion. *Le temps a-t-il la même valeur dans le monde russe ? Et la vie, la mort, le même sens ?*

Existe-t-il un « peuple russe » ? Et en Occident, existe-t-il des peuples, ou ne sommes-nous que des collections d'individus ? Les Russes connaissent-ils les Européens ? Nous ici, on nous refuse de vous connaître. Pourtant, vous étiez tellement émus et heureux de nous voir, vous.

Nous sommes en septembre, finie la haute saison touristique. Il n'y a pas eu d'applaudissements lors de mon escale à Istanbul sur le chemin de Moscou...

J'atterris le 11 septembre 2025 à Moscou. 24 ans séparent ce jour et le 11 septembre 2001. J'avais 22 ans. Pour celui qui ne *peut* ou ne *veut* pas comprendre le plus fabuleux spectacle que cette date représente et ce qu'elle intronise : la surveillance de masse et un nouvel impérialisme, 24 ans après, nous enseigne malgré lui l'immense faculté de propager l'ignorance et d'occulter les faits que ce quart de décennie inaugure. Le 11 septembre 2001, c'est le début d'une ère qui instaure le mensonge de masse et l'abolition du réel, signant le règne de l'image prenant le pas sur tout le reste. Bernays aurait adoré.

L'avion atterrit vers 5h00 à Moscou. Un taximan m'attend avec une pancarte « Alexandre Penasse René »... 45 minutes de route jusqu'à l'hôtel. Le jour se lève, il fait beau. J'ai envie de discuter : je ne parle pas russe, le chauffeur ne parle pas anglais. 6H30, arrivée à l'hôtel où j'aurais dû passer la nuit. Je déjeune au dernier et 25^{ème} étage, avec vue panoramique sur la mégalopole. Partout des gratte-ciel, barre de logements, malls, immenses cheminées qui crachent leur vapeur. Rien à voir avec Moscou City dont je découvrirai la beauté à mon retour du Donbass.

4. George Orwell, 1984, Gallimard, 1949/2018, p.263. (C'est moi qui souligne). Les mots d'Orwell n'ont jamais été si puissamment en résonance avec une époque.

5. Comme tout le réel au fond, qui n'est pour nous humain représentable que par des mots.

MOSCOU, DONBASS

Si j'ai à quelques moments risqué ma vie, ce n'est donc pas à cause de la police ou de tirs de l'armée russe. Non, c'est dans les villes de Donetsk ou surtout de Gorlovka, où les drones de l'armée ukrainienne occidentale, celle de Zelensky, amènent la mort venue du ciel, risquant à tout moment de frapper. Donetsk, c'est la première ville où je logerai, après un voyage de plus de 12 heures entre Bruxelles et Moscou, nous faisant transiter par Istanbul. Pas de vol direct ! Effet dans le réel des sanctions occidentales, de leur cordon sanitaire qu'ils veulent imposer entre l'Europe et la Russie, pour nous séparer de ces derniers dont nous avons tant à apprendre, nous laissant dans cette bulle occidentale délirante où nos nations se décomposent progressivement, plutôt que de nous apprendre à vivre en harmonie et nous donner des conditions d'existence décente.

L'absurde de leur sanction se révélera encore plus brutalement au retour, où je devrai faire une escale à Doha, au Qatar, à environ 3.500 kilomètres en avion de Moscou — alors que Bruxelles se trouve à 5.000 km de Doha. 8.500 km d'avion, presque 24 heures de voyage, en comptant l'attente lors de l'escale, alors que Moscou se situe à 2.300 km à vol d'oiseau de Bruxelles et qu'on relie les deux capitales en quelques 3h30. Presque 4 fois plus de kilomètres pour arriver à une même destination. Tel est le double discours d'une Europe qui nous demande de « ne pas imprimer un mail pour sauver la planète », mais nous oblige à brûler bien plus de kérosène pour nous dissuader d'aller en Russie. Cela peut vous paraître anodin, mais c'est pourtant là selon moi un signe de la déliquescence profonde de l'Occident, qui se pavane en public avec son costume démocratique, mais censure et sanctionne tous ceux qui ne suivent pas sa *doxa*.

À peine arrivé à Moscou, j'embarque donc pour plus de 18 heures en minibus avec d'autres personnalités venues des 4 coins du monde : Bangladesh, Brésil, République tchèque, France, Slovaquie, Turquie, États-Unis. Journalistes, blogueurs, figures politiques de renom comme Cynthia McKinney, ancienne membre du congrès des USA bannie dès qu'elle osa remettre en cause la version officielle de 9/11, ou Ján Čarnogurský, Premier ministre slovaque de 1991 à 1992. La route qui nous conduit vers Donetsk est rectiligne, le paysage est plat, morne, long : bosquets, pompes à essence, champs de tournesol, patates, blé, arbres en bord de route.

Les camions défilent en face et posent la question du sens de nos vies. Peut-on changer de direction ?

Nous avons quitté Moscou à 8h30 et roulons depuis des heures, avec quelques arrêts. Le soleil pose sa lumière qui annonce l'automne, rougeoyant quand elle rencontre les feuilles prêtes à tomber. Nous arriverons à Donetsk vers 2 heures du matin.

Donetsk est la capitale de la République populaire du même nom, un des oblasts (région) qui avec Louhansk forme ce qu'on appelle le Donbass. Ce dernier est majoritairement peuplé de russophones que, suite au coup d'État de Maidan en 2014, on voudra progressivement priver de leur culture et identité. Peuple bombardé dès la mise en place du gouvernement ukrainien en 2014 mettant au pouvoir des membres de l'extrême droite. Bombardements qui durent depuis 11 ans. C'est à Donetsk que nous constaterons les effets de ceux-ci, notamment lors de la visite de *L'allée aux anges*, monument rendant hommage aux 247 enfants tués par les bombardements de l'armée de Kiev depuis 2014. La capitale, Donetsk, abîmée par la guerre, est toutefois en reconstruction, la vie semble continuer plus ou moins normalement, même si les stigmates des bombardements sont encore là, certains conservés volontairement pour entretenir la mémoire, comme celui du massacre de civils dans une banque au centre-ville. Quelques jours avant que nous arrivions, c'était une école qui durant la nuit, était frappée par des tirs.

Pour ceux qui demeurent sceptiques, même devant les témoignages directs que j'ai récoltés sur place, j'ai une question : quel serait l'intérêt pour les populations du Donbass bombardé d'accuser le régime de Kiev d'en être responsable ? Et si elles mentaient, pourquoi alors voudraient-elles rejoindre leur bourreau russe ? Pourquoi Kiev assassinerait-il les figures politiques de l'indépendance, comme Aleksandr Zakharchenko, le 31 août 2018⁶, et dont nous rencontrerons le successeur Denis Pushilin, président de l'oblast de Donetsk, qui répondra pendant plus d'une heure à toutes nos questions ? Sans aucune censure.

Gorlovka détonnera avec Donetsk. La ville est plus fortement endommagée, impactée par les missiles et les tirs de drones. Ceux-ci ont tué des centaines de personnes depuis 2014, dont 27 enfants de la ville même ; nous visionnerons

un film qui leur rend hommage. En juin 2025, c'est un Himars qui détruira un immeuble, tuant des familles, en épargnant d'autres, dont cet homme qui sortira de l'immeuble, l'air hagard, qui nous expliquera qu'il ne vit plus, mais survit.

À Marioupol, nous nous arrêterons devant l'usine Azovstal, immense, où nous ne pourrions entrer, celle-ci étant entièrement minée. À ce titre, les mines antipersonnel, interdites par la convention de Genève, offertes à l'Ukraine avec l'argent des impôts du contribuable occidental, sont couramment utilisées. Il faudra des décennies avant de pouvoir se promener dans les forêts du Donbass sans risquer d'être estropié ou de mourir.

Le théâtre de Marioupol, entièrement détruit, est en passe d'être reconstruit par les Russes. Ici, en Europe, on répète comme un écho ce que disent les médias : ce sont les Russes qui ont détruit le théâtre. Les Russes, eux, accusent le bataillon Azov. Posez-vous juste une question : si nous nous en tenions au fait et que nous constatons que cette dernière version est la vérité, serait-ce seulement possible de la dire en Occident ?

Voilà où nous en sommes. Derrière leurs écrans d'ordinateur, sur les plateaux des télévisions, propriétés des marchands d'armes, des figures connues défendent l'armement de l'Ukraine et la guerre. Pendant que les populations ont de plus en plus dur à vivre décemment, que les gouvernements réduisent les budgets publics, que le malaise social se répand, ils nous disent d'encore déverser des billets pour que des hommes se déchirent, que coulent sang et tripes. Pas celui de leurs enfants, mais de peuples frères que la guerre extermine.

J'ai vu des hommes qui luttaient, certains qui avaient fui l'armée ukrainienne de Kiev pour rejoindre celle qui se battait avec les Russes pour libérer l'Ukraine de l'impérialisme occidental. Je n'ai pas vu des hommes qui suintaient la haine, mais des profs de japonais, des agents immobiliers, des ouvriers, des chefs de chantier, des enseignants... qui ne demandaient qu'à rejoindre leurs femmes et leurs enfants.

J'espère que l'avenir les épargnera et que, s'ils veulent se battre, les fous qui nous dirigent aillent la faire eux-mêmes, cette guerre.

Alexandre Penasse



Deux semaines intensives en Russie.



Station de métro Kievskaja, à Moscou, mise en service en 1954 et qui célèbre l'amitié russo-ukrainienne. La station dessert la gare de Kiev, terminal ferroviaire construit dans un style néo-byzantin entre 1914 et 1918. En Russie, on ne connaît pas la cancel culture, et on n'efface pas tout ce qui se réfère à l'Ukraine.

6. <https://www.youtube.com/watch?v=kNs50rxAUv0>



tement des études est censé fournir à l'État toutes les données économiques et les statistiques, mais les décisions sont de plus en plus prises au niveau européen.

Pourquoi a-t-on inauguré un nouveau Cash Center, il y a quelques mois ?

La raison officielle est que les bâtiments de la caisse centrale étaient devenus vétustes, pas assez sécurisés et situés en plein centre de Bruxelles. Là est gérée physiquement la monnaie : émission, répertoire, repérage des billets défectueux. Quand on travaillait en francs belges, la quantité de monnaie était utilisée pour faire monter ou descendre la valeur du franc. Aujourd'hui c'est devenu impossible. N'empêche que les billets provenant des entreprises doivent toujours être gérés. C'est la BNB qui les stocke à la place des banques privées. Tous les outils se trouvent maintenant en Flandre, pas seulement le Cash Center, mais aussi le centre de données. L'agence de Courtrai existe toujours.

La Flandre veut-elle prendre la main à la BNB ?

C'est difficile à dire. Le contrôle de la BNB est en Flandre depuis longtemps. Le Conseil de régence est majoritairement flamand, vu la manière dont fonctionne le pays. Et c'est démocratique. En plus, l'activité économique se trouve plutôt en Flandre.

Est-il vrai qu'il y a de moins en moins d'argent liquide en circulation dans notre pays ?

Je ne sais pas. Je sais juste qu'avant le transfert à Zellik, il y avait dans le coffre de la banque plus de 10 milliards €. Mais ça ne dit rien des billets qui sont en circulation, information qu'on devrait pouvoir obtenir, qui n'a rien de secret et se trouve quelque part dans le bilan, qui est publié. L'IA peut aider à trouver !

Est-ce que cette information a un intérêt politique ou économique ?

Non, pas vraiment. Ça donne une indication sur les habitudes des Belges qui utilisent moins le cash que les Allemands, par

exemple. Mais ça devient compliqué, car les euros belges peuvent se retrouver dans des coffres au Luxembourg, par exemple. Je voudrais parler ici de la fausse monnaie. Il est devenu très compliqué d'en faire, pour des malfaiteurs. Il n'y a que les États qui en seraient techniquement capables. S'il y a des « républiques bananières » qui fabriquent des faux dollars — une des monnaies les moins protégées au monde —, l'euro est par contre très bien protégé, même si circulent quelques faux billets.

La BNB joue-t-elle un rôle dans la mise en place de l'euro numérique ?

Son rôle est marginal, elle relayera ce qui a été décidé au niveau de l'Europe. Il y a des membres de chaque banque centrale qui travaillent certainement en commun à la mise en place de l'euro numérique, mais pour le reste, ce sera décidé en haut. Ça ne nécessitera pas une logistique importante, par définition, mais des efforts de *marketing* pour l'acceptabilité par la population. Le politique jouera un grand rôle sur ce plan-là. Pour l'instant, il y a une opacité telle que nous ignorons presque tout du futur euro numérique.

Stratégie ou incompétence administrative ?

Il n'y a pas de communication pour mettre les connaissances des collaborateurs à jour, parce qu'il n'est pas attendu qu'ils jouent un rôle là-dedans.

Ne cherchent-ils pas à savoir ?

Non, ce sont des « normes » dont la direction a organisé l'ignorance.

À votre avis, pourquoi veut-on mettre en place l'euro numérique, et quelles en seront les conséquences macro et micro-économiques ?

Je ne suis pas économiste, mais essayons. Pour le moment, quiconque possède un billet est libre de l'utiliser comme il l'entend, pas moyen de contrôle là-dessus. À partir du moment où une monnaie est contrôlée par la BCE, la voie est ouverte pour l'identité numérique. Je ne vois pas d'autre moyen pour mettre en place celle-ci. La plupart de nos concitoyens pensent que l'euro numérique sera un moyen de paiement similaire à notre actuelle carte de banque, mais non ! C'est une monnaie à part qui appartiendra à la BCE, sera gérée par elle et fonctionnera sur le principe de la *block chain*. C'est une crypto-monnaie dont le code sera conservé par la BCE. Au Bahamas, Nigeria et en Jamaïque, c'est déjà lancé. Leur monnaie numérique ne permet d'acheter que chez les petits commerçants, sous prétexte de développer l'économie intérieure. Le gouvernement leur a machiavéliquement fait cadeau d'une « somme » à injecter dans l'économie. Ajoutons qu'en Europe, il y aura une perte de souveraineté sur la monnaie, déléguée supra-nationalement à des gens non élus. Revenons à l'identité numérique. Ce sera la gestion de nos avoirs, de notre santé, de notre passé, de nos déplacements, etc., c'est extrêmement dangereux !

Financièrement, comment se porte la BNB ?

L'évolution des résultats montre qu'en 2021, la BNB a enregistré un bénéfice de 300 millions €. En 2022 eut lieu la première perte depuis des décennies, entre 600 et 800 millions €. En 2023, perte probable de 1 milliard €. En 2024, de 3,7 milliards € !

Quelle est l'explication ?

Je l'ai trouvée. Avant 2020, la BNB avait environ 7 milliards en réserve. Aujourd'hui, elle a 500 millions de pertes, donc virtuellement en faillite. Mais ça ne l'empêche pas de fonctionner. Par comparaison avec les autres banques centrales, le Japon enregistre une perte de 9 milliards €, et d'autres des bénéficiaires : la Russie (40 milliards €), l'Inde (31 milliards €) et

le Brésil (20 milliards €). Quant à la BCE et la FED américaine, elles perdent beaucoup d'argent.

Pourquoi donc ?

À cause de la pratique de *Quantitative Easing*, un outil financier dont se servent les banques centrales pour stimuler l'économie. Ça revient à actionner la planche à billets. Les pertes sont ventilées sur les banques centrales des pays membres de l'UE. Les actifs financiers achetés sont souvent pourris, comme, d'une certaine manière, ce qui s'est passé en 2008. Mais les taux d'intérêt actuels sont très bas, ce qui met un frein à la spéculation. Les baisser ne suffit plus à relancer l'économie.

Cette situation est-elle provisoire ?

Je me demande comment ils vont en sortir... Les États sont coincés, ne peuvent plus baisser les taux d'intérêt. Quand bien même y parviendraient-ils, ils couleraient les banques centrales. Manipuler les *Quantitative Easing*, ce n'est pas bon. Les pays qui ne l'ont pas fait se portent très bien, comme la Russie, qui a recommencé à acheter de l'or. Ce sont les Occidentaux qui perdent, y compris le Japon. Les autres pays asiatiques et les BRICS ne sont pas touchés, font des bénéfices records et se dédollarisent. La Belgique et la France ont vendu leurs réserves d'or au moment où le cours était au plus bas. C'est de la folie ! J'ai peur pour l'avenir économique de la Belgique et de l'UE en général : pas ou peu de ressources stratégiques et naturelles, rachat de fleurons industriels par des puissances étrangères, etc. De plus, l'action de la BNB a chuté en bourse. Longtemps, elle a été réputée très sûre. Elle est passée de 3.000€ en 2014 à 425€ aujourd'hui. Perte de 85% en 10 ans ! Cela est dû à la vente des bijoux de famille et du patrimoine immobilier pour 1 euro symbolique, une vraie dilapidation. Beaucoup d'actionnaires ont perdu de l'argent. On a construit une nouvelle agence à Arlon, on l'a inaugurée pour la fermer peu après. Même chose à Gand. Je n'ai jamais réussi à savoir la raison de ces opérations foireuses. Pour terminer cette liste funeste, citons encore la disparition des services logistiques et le recours à l'externalisation. Historiquement, la BNB était presque autarcique. Maintenant le personnel partant à la retraite est remplacé par des temporaires, et donc toute la compétence de l'entreprise disparaît. À terme, la BNB pourrait cesser d'exister, car rendue inutile et coûteuse. C'est une destruction programmée. Incompétence ou stratégie perverse ? Un peu des deux, certainement. Cerise sur le gâteau, depuis le covid, la BNB fait appel à des boîtes de communication, comme McKinsey. Saviez-vous que le Codeco se réunissait à la BNB ? Maintenant, on a la boîte Hudson pour gérer les carrières...

Terminons avec une nouvelle encourageante : l'avenir de la BNB pourrait être arc-en-ciel ! Dans les mois passés, on a pu voir flotter au-dessus de son siège les drapeaux ukrainien et arc-en-ciel. Cette décision a-t-elle été prise en concertation avec le personnel ?

Le personnel n'a pas été consulté pour ce qui suit. Florilège. **1.** La BNB a fait du *lobbying* en faveur de la vaccination anti-covid. Elle a contrôlé le Covid Safe Ticket de ses salariés lors d'une fête interne. **2.** La BNB s'engage pour le climat. **3.** Nous avons eu un directeur qui a participé à la *Pride*. Et il a décidé de faire flotter le drapeau LGBT à côté des drapeaux belges et européens. Puis un jour, le comité de direction a décidé de hisser le drapeau ukrainien. L'idée a même été envisagée de demander aux sous-traitants de la BNB de virer leur personnel russe au bénéfice d'Ukrainiens. Mais finalement ce ne fut pas fait. Une propagande anti-russe a été orchestrée à l'intérieur de l'institution, notamment sous forme de collectes en faveur de l'Ukraine. Les employés ont été incités à accueillir des réfugiés chez eux et dans la « *quest house* », sorte de petit hôtel pour les visiteurs. Cette année, une délégation a été envoyée à la *Pride*, avec un compte-rendu dans le journal interne. Jadis le personnel de la BNB était apolitique, s'abstenait de militer pour quelle cause que ce soit. Mais les temps changent.

*prénom d'emprunt

Propos recueillis en direct par Bernard Legros, octobre 2025.

Fragments de vie

Un dossier sur le chômage réalisé par Paul Willems

INTRODUCTION

En ce qui concerne le chômeur, ce n'est pas le discours qui est discontinu, mais la vie. Le travail. D'où l'expression *fragments de vie*. Fragments, dans le sens où nos idées n'ont pas forcément un rapport les unes avec les autres. Dans le sens utilisé par Roland Barthes¹. Oui, le chômeur travaille, certes pas de manière continue toute sa vie. Et, pour cette seule raison, il paie pour les autres. Il fait les frais des difficultés d'une économie en dents de scie qui est telle que la société en a élaboré une vaste théorie particulièrement complexe et cette dernière en représente la référence ultime. Pourtant, ce n'est pas lui qui est à la base de cette organisation économique et de ses problèmes. Ce qui le caractérise, c'est le fait qu'il n'a pas droit à des lendemains assurés. On me dira qu'un petit patron qui fait faillite, non plus. Mais ce dernier a souvent de quoi se retourner. Pas le chômeur. Lorsqu'il n'a pas droit à un revenu de remplacement, ou à un salaire, il n'a plus rien. Il n'a pas non plus les moyens de changer de vie. Changer de vie, c'est un truc de riche.

Quand il a droit à un revenu de remplacement, c'est qu'il a été confronté à une cassure dans ses habitudes de vie et de travail. Le mot consacré est *licenciement*. On préférera dire qu'il a « eu droit à son C4 ». Ou que son engagement professionnel a pris fin. On considère en général que ce genre de rupture suscite un choc. Mais la société n'assure pas le suivi psychologique du traumatisme subi. Il n'y a pas de récit qui tienne debout pour relater ce genre d'expérience. Et l'absence de récit pèse lourd dans les relations d'un chômeur avec le reste de la société. « *J'ai fait ci, et puis j'ai fait ça* » : c'est tout ce qui lui vient à l'esprit. Il évoque vaguement une rupture, parfois plusieurs en même temps, mais c'est tout. Comment expliquer qu'entre les bouts épars d'une vie, entre ceci et cela, il n'y ait pas de rapport ? Il est presque impossible d'établir un lien. Cela ne veut pas dire qu'il s'agit d'une vie en morceaux. En principe, il s'agirait plutôt d'une vie composée de morceaux de vie, dont on peut très bien s'accommoder, en tout cas pendant un moment.

Je n'ai pas trouvé d'experts à interviewer, bien qu'il en existe. Mais j'avais envie d'entendre dire autre chose que d'habitude de la part des grosses têtes belges. Je suis un jour tombé sur un livre qui s'intitule *Tous au chômage ? J'étais ravi*². Enfin autre chose ! Mais son contenu n'est pas tellement différent de celui des autres. Je n'ai pas pris de dispositions pour interroger son auteur, député wallon depuis 2014. Sinon, les livres les plus techniques consacrés au chômage citent toujours les mêmes auteurs : Lazarsfeld, Schnapper, Ledrut, et quelques autres. Je ne distingue pas ici les experts, sociologues et les militants engagés de l'associatif qui font, souvent béné-

volement, au moins en partie, un travail de première main pour désempoigner des chômeurs ou des usagers du CPAS confrontés à ce qui répond pleinement à la définition de l'arbitraire, qui passent leur temps à décortiquer la législation sociale, ou celle du chômage, pour les autres, à en déceler les pièges, et à tenter de tirer d'affaires des allocataires sociaux qui ne s'y retrouvent pas. Ces derniers vous parleront surtout de cette législation, des règles en vigueur, des abus que commettent les divers organismes qui s'occupent des chômeurs. Il faudrait beaucoup plus que ce dossier pour faire le tour de cet arbitraire.

Dans tous les cas, c'est du lourd, les cas sont graves : des gens qui, du jour au lendemain, ne reçoivent plus rien. Et surtout qui n'ont rien à la base. Ou qui doivent rembourser des sommes importantes, alors qu'ils tirent sur la corde. Ou des gens qui ne parviennent même pas à s'inscrire au CPAS, ou au chômage. Ces rares spécialistes font aussi un travail remarquable en passant leur temps à démentir les rumeurs nauséabondes et explications en tout genre concernant les chômeurs, les gens qui se retrouvent au chômage pendant un moment, ou au CPAS. Malgré tous les problèmes qui se posent, ils trouvent souvent une solution. Je n'ai pas voulu attirer l'attention sur eux non plus. Ils ont le nez dans le guidon. Et pour avoir la moindre chance de tirer d'affaire des allocataires sociaux, ils ont tendance parfois à reproduire certains schémas dominants qu'il s'agit d'analyser et de dénoncer avec force.

Il y a certainement un ouvrage à écrire sur leur travail, sur la vie et le sort des allocataires sociaux, et sur les institutions sociales qui contribuent parfois à les désespérer. Je n'ai pas voulu me compliquer la tâche. J'ai surtout tenté de rassembler mes propres idées sur cette vaste question du chômage. Les romanciers non plus ne m'ont pas convaincu. À part bien sûr Kafka qui, dans *Le château*, a décrit comme personne les arcanes du chômage, les conséquences ultimes de la privation de travail. Beaucoup se perdent en cours de route, ou échouent à parler de leur personnage, de ce qu'ils ressentent réellement. Sauf à montrer des gens qui persistent à raisonner comme s'ils avaient un emploi, ou comme si rien n'avait changé. Dans ses *Confessions d'un barjo*³, Philippe K. Dick est à mon avis un des rares écrivains à avoir décrit l'état d'esprit d'un chômeur : quelqu'un qui ne se fait aucune illusion, et qui semble en chemin vers un quelque part énigmatique. D'où l'idée de proposer aussi dans ce dossier un petit glossaire, des fragments d'idées. Des bouts de pensées notamment sur l'idéologie du travail, particulièrement difficile à comprendre. Pour le moment, tout le système, le capitalisme, lui emboîte le pas. L'égalité est clouée au pilori. L'inégalité a tous les mérites.

En 1987, Alain Minc publie *La machine égalitaire*⁴, où il fait carrément le procès de l'égalité. Peu après, dans *La crise de l'État-providence*, Pierre Rosanvallon, lui, dénonce cette crise de l'idée d'égalité, repère le début d'une sorte de renversement idéologique faisant suite à un renversement politique, traite l'administration sociale de machinerie de plus en plus opaque et bureaucratique⁵. On vit dans un monde où certains sont plus ou moins pris pour des dieux, même si on les critique sans relâche, et où les autres sont présentés avant tout comme des êtres subalternes, sinon inférieurs, qui ont pratiquement tous des problèmes de vie. Certains occupent une place particulière dans ce système. Les autres y entrent et puis en ressortent, souvent plusieurs fois. Parfois, ils restent longtemps en dehors du système. Ce sont les chômeurs. Pour demeurer dans le *move*, les gens refusent de s'intéresser aux chômeurs, et même au chômage. Certains s'organisent pour ne pas parler à des chômeurs. On parle alors d'opportunisme, mais qui a un aspect incontournable. Dès que quelqu'un ne manifeste pas le même unanimité que les autres, dès qu'il évoque même la question sociale, il est pointé du doigt. Ce système est intransigent. Il ne tolère pas d'exceptions. Sauf en ce qui concerne les professionnels chargés de régler la situation sociale, de la gérer, d'en appliquer les diverses catégorisations. Et encore. Eux aussi sont parfois pointés du doigt. Mais ce sont des rouages indispensables du système.

Le chômage fait l'objet d'un déni. Le contexte, les préjugés sont tels, le conditionnement social, idéologique même, que simplement parler du chômage, c'est un peu comme donner des coups d'épée dans l'eau. Sauf pour une partie de la société qui refuse d'acter la disparition de la sécurité, d'en avaliser les fausses raisons, et qui s'intéresse à cette question du chômage, qui cherche une issue à la réduction des idées en cours plutôt pratiques quand on prétend abuser des autres. L'intolérance en cours est loin, en réalité, de faire l'unanimité. Ce dossier leur est destiné. Il espère apporter des éléments de réponse aux questions que se pose cette partie de la société qui ne baisse pas les bras devant la folie des événements. Inutile de dire que pour manifester de l'intérêt pour le chômage, on n'a pas intérêt à lâcher du lest, comme on dit, il vaut mieux s'accrocher.

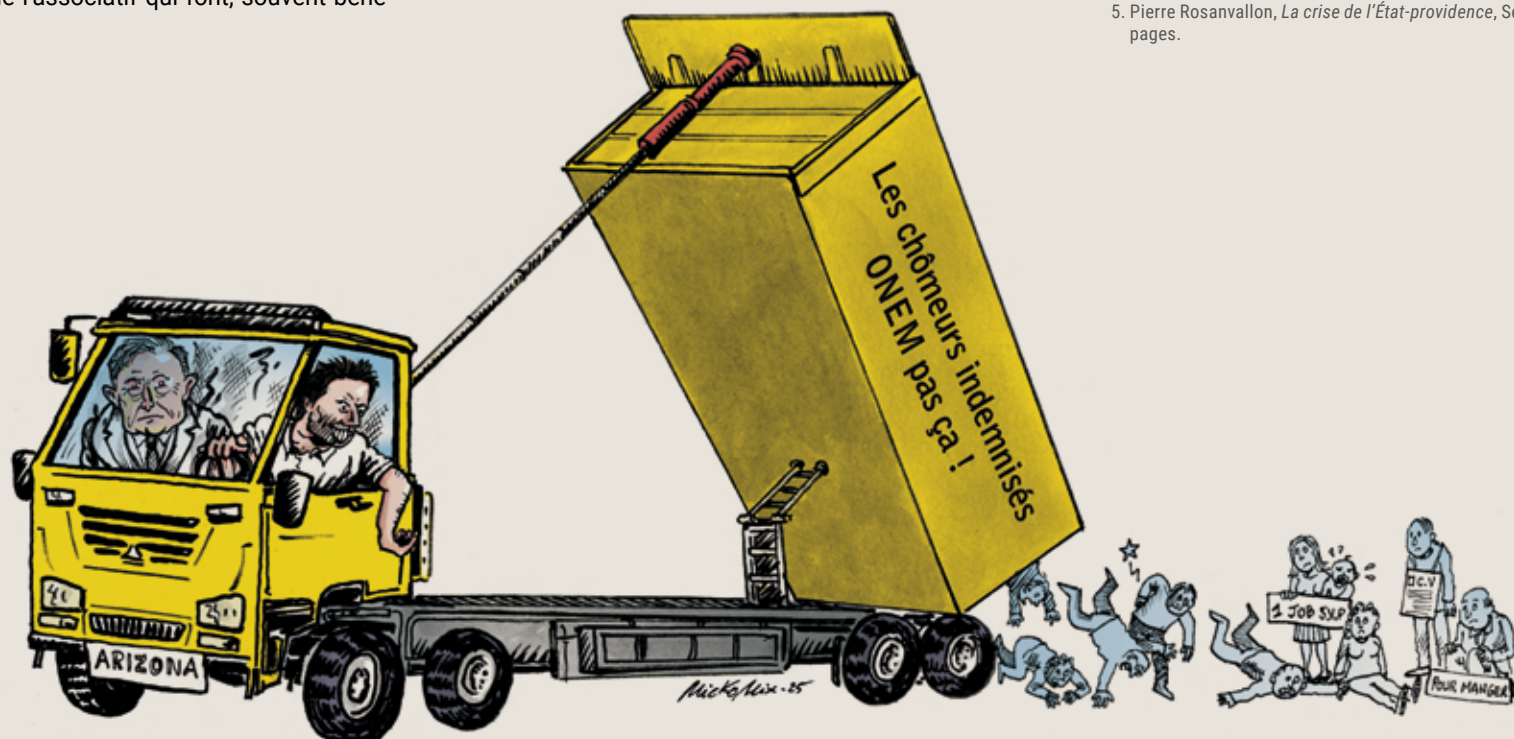
1. L'intelligence artificielle qui fait mon travail à ma place explique à propos des *Fragments d'un discours amoureux* de Roland Barthes : « Discours amoureux comme étant intrinsèquement discontinu, soumis à des interruptions constantes et à la solitude de l'amoureux ».

2. Benoît Drèze, *Tous au chômage ? Pour en finir avec l'exclusion sociale*, Luc Pire, 1995.

3. Philip K. Dick, *Confessions d'un barjo*, traduction de Janine Hérisson, titre original en français : *Portrait de l'artiste en jeune fou* (1975), UGE, 10-18, 2005, 320 pages.

4. Alain Minc, *La machine égalitaire*, Grasset, 1987.

5. Pierre Rosanvallon, *La crise de l'État-providence*, Seuil, 1981, 1984, 1992, 190 pages.



Le tournant politique des années 2000 et le chômage

L'ACTIVATION DES CHÔMEURS

Après le passage à l'an 2000, en matière de chômage, le décalage se creuse entre la logique sociale et la logique libérale. Mais tout cela ne devient pas évident pour autant. En Belgique, à partir de l'année 2004, on passe du *welfare* au *workfare*, c'est-à-dire à l'activation des chômeurs. Qu'est-ce que l'activation des chômeurs ? Non seulement le refus d'un emploi correspondant à ses compétences est sanctionné, mais le chômeur doit prouver qu'il recherche activement un emploi. Un contrôle a lieu régulièrement et un certain nombre de preuves sont exigées. Les promoteurs officiels de la sécurité sociale, les fonctionnaires du SPF sécurité sociale persistent à voir des avantages dans le principe d'une activation des chômeurs, mais les brochures de cette époque du SPF sécurité sociale sont complètement muettes à propos de la réforme de 2004¹. Ils citent encore des projets et des réformes qui sont élaborés au début des années 2000, mais les mots contrôle et sanction leur brûlent la langue. Les syndicats sont plus éloquents et ils voient dans cette réforme en quelque sorte le début de la fin².

Depuis 2004, plus de 100.000 sanctions par an sont infligées par l'Onem aux chômeurs. Notamment des exclusions qui privent momentanément, ou pour longtemps, les chômeurs de leurs allocations. Pour se mettre en valeur, le gouvernement brandit alors des chiffres du chômage en baisse. Comme toujours dans ce genre de circonstances, la question de l'emploi devient le problème le plus important. Pour le bien des chômeurs, il s'agit à tout prix de les remettre au travail, pas de leur trouver un emploi. Cette dernière démarche est du ressort du chômeur. Pas de l'Onem, ni d'Actiris à Bruxelles, du Forem en Wallonie, du VDAB en Flandre, et de l'ADG au sein de la communauté germanophone. Les statistiques ont prouvé que l'activation des chômeurs n'avait pas d'impact sur le fait de trouver du travail sauf en ce qui concerne une population de jeunes chômeurs très peu qualifiés. Même si, dans certains cas, l'activation des chômeurs produit quand même quelques résultats limités, en fait, il s'agit d'un nouveau genre de chasse à l'homme comme le rappelle Vincent de Raeve dans son petit livre *Carnets d'un garde-chasse*³.

En pratique, il s'agit surtout de contrôler, de harceler, de décevoir le plus possible les chômeurs pour accréditer les thèses stigmatisantes de l'idéologie patronale à leur endroit. Ce contrôle représente non seulement une charge pour les chômeurs, mais parfois tout simplement un empêchement à trouver du travail. En fait, il déforce le chômeur confronté à un monde basé sur la confidentialité, sur l'abus. Face à des logiques qui favorisent systématiquement certains, les chômeurs se sentent plus en confiance lorsqu'ils mènent leurs recherches de manière autonome. Ils sont obligés de construire toute une stratégie à laquelle les facilitateurs des services de contrôle ne comprennent rien, qu'ils ont même tendance à saboter. Par ignorance. Ou parce qu'ils défendent d'autres intérêts que ceux dont ils sont chargés de contrôler les recherches d'emploi. Mais la réinsertion active du chômeur fait l'objet d'un dogme. Elle sert surtout de pseudo-justificatif à la société, en même temps qu'au monde politique, confronté au chômage de masse et à l'exclusion. Il suffirait de rendre cette mesure facultative, sans recourir *ipso facto* à des sanctions pour obtenir les mêmes résultats, sinon de meilleurs résultats.

LA DÉRÉGULATION DU RECOURS AUX HEURES SUPPLÉMENTAIRES, LES CONTRATS À TEMPS PARTIEL ET LES HORAIRES FLEXIBLES

En 2016, ce sera la loi Travail en France et son équivalent en Belgique, la loi Peeters, qui modifieront en profondeur, pour la première fois, l'organisation directe des rapports sociaux de production, la durée du travail, certaines protections dont le monde du travail s'est doté 80 ans plus tôt. Leur but : généraliser le recours aux heures supplémentaires. Mettre fin aux accords de branche. Au rôle des commissions paritaires, autrement dit isoler les travailleurs, les affaiblir.

LA LOI PEETERS (JANVIER 2017)

La loi Peeters est en partie un copié-collé de la loi Travail en France. Pour la droite, elle réorganise et simplifie la gestion du travail en le flexibilisant davantage. Il s'agit pour elle d'une modernisation. Dans les faits, on en revient à une situation antérieure. Cette réforme concerne principalement les heures supplémentaires, en particulier le système des heures supplémentaires volontaires et la flexibilisation du temps de travail. Les travailleurs obtiennent de pouvoir prêter un maximum de 120 heures supplémentaires annuellement. Les heures supplémentaires sont annualisées. Ce quota peut être augmenté via une convention collective de travail. Les travailleurs peuvent choisir entre les récupérer ou être payés. La période de référence pour le calcul de la durée du travail est portée à un an, offrant plus de flexibilité selon la droite aux employeurs pour organiser le travail au cours de l'année. Dans les faits, ce n'est pas sans raison que la loi limitait davantage le nombre d'heures supplémentaires. Il devient difficile pour les travailleurs de refuser de prêter des heures supplémentaires. Il peut arriver qu'ils doivent travailler près de 60 heures par semaine.

La loi prévoit aussi de réorganiser les rapports contractuels entre travailleurs et patrons. Dans une certaine mesure, ils pourront désormais modifier certaines règles sans en passer par des conventions collectives. Cette mesure consacre l'abandon des négociations par branche. Tout cela met le monde du travail davantage sous pression. Et ce n'est pas non plus sans rapport avec le chômage. Les heures supplémentaires prestées en plus, ce sont évidemment des emplois qui tombent, des chômeurs en plus. Cette réforme a suscité une mobilisation qui a duré un jour. Ensuite, il n'en a plus été question.

1. Koen Vlemminckx (Conseiller général, Direction générale Soutien et coordination politiques, SPF Sécurité sociale), L'évolution (la révolution) de la sécurité sociale : de 1944 à aujourd'hui, in *Revue Belge de Sécurité Sociale* - 3^e trimestre 2019.

2. Michaël Lebrun, « L'activation du comportement de recherche d'emploi » : symbole d'une modernisation ou d'une déconstruction du droit du chômage en Belgique ? », document réalisé pour le colloque du 1^{er} février organisé par le CEPAG (Centre d'éducation populaire André Genot), février 2008.

3. Vincent de Raeve, *Carnets d'un garde-chasse*, Couleurs livres, 2008.

La loi-programme du 18 juillet 2025

En Belgique, on prétend même leur présenter, oui, l'addition : on prétend subitement cesser de leur verser leurs allocations de chômage. Après avoir réduit, limité, conditionné ces allocations, pour s'aligner sur les autres pays européens qui ne payent dans le meilleur des cas des allocations de chômage aux chômeurs que pendant 2 ans maximum, la Belgique a décidé d'exclure massivement les chômeurs, et de limiter la durée des allocations de chômage à 2 ans. Cela paraissait depuis longtemps inévitable. On en parlait en coulisses, en réunion, à huis clos ou pas, dans les grandes organisations économiques qui servent en pontifiant les intérêts des capitalistes. On pondait des rapports à ce sujet. On élaborait des recommandations. Beaucoup finissaient par se dire favorables à la suppression du chômage à vie.

La nouvelle réglementation adoptée en juillet 2025 par le gouvernement Arizona comporte 246 articles. Le titre 5 de la loi réglemente l'emploi, autrement dit le chômage. C'est celui qui pénalise en particulier les pauvres et les allocataires sociaux. Le titre 4 concerne un plafond de rémunération au-delà duquel le montant n'intervient pas dans le calcul de la cotisation sociale patronale. Le chapitre 1 du titre 6 concerne

la limitation temporaire de l'indexation des pensions (article 220). Le titre 7 concerne les indépendants. La loi-programme couvre les pages 63555 à 63612 du Moniteur du 29 juillet 2025. Pour tout dire, donner une explication claire de la loi relève d'une performance. Pour comprendre le sens de ladite loi-programme, il faut se munir de tous les arrêtés et des lois que celle-ci modifie. Il y en a des dizaines. La presse, les syndicats, l'Onem et surtout Internet qui est la source d'informations la plus facile à consulter pour certains, ont résumé les mesures de la loi qui concernent le chômage. Mais cela ne permet pas de tout comprendre.

La mesure phare qui est la plus commentée concerne l'exclusion de 180.000 chômeurs du bénéfice des allocations de chômage. Mais que deviennent les autres ? Une source journalistique parle de ces 180.000 chômeurs¹. Or en juin 2025, il y avait 292.371 chômeurs complets indemnisés, dont 238.444 sur base d'un travail à temps plein. Or seulement 180.000 seraient exclus avant le 1^{er} juillet 2027. Pourquoi 180.000 ? Comme de toute manière, la loi limite désormais à 2 ans la durée d'indemnisation du chômage, en principe, le 1^{er} juillet 2027, tous ceux qui ne bénéficient pas d'un statut spécial devraient être exclus. Or, ceux qui bénéficient d'un

statut spécial sont précisément les chômeurs (53.927 si l'on tient compte du mois de juin 2025) qui ne font pas partie des chômeurs complets indemnisés sur base d'un travail à temps plein (238.444 en juin 2025)². Les chiffres annoncés diffèrent parfois selon les sources. Pour RTL, 18.731 personnes devraient être exclues dès le 1^{er} janvier³. Mais, selon David Clarinval, 25.404 chômeurs devraient être exclus le 1^{er} janvier 2026⁴. Ensuite, en mars, en avril 2026, le 1^{er} juillet 2026, le 1^{er} juillet 2027, etc., d'autres chômeurs seront exclus. La date de l'exclusion varie en fonction de divers critères : durée antérieure d'indemnisation du chômage, date de l'inscription au chômage (première, seconde et troisième période d'indemnisation), durée de travail à temps plein, etc.).

La loi change également la durée d'indemnisation des chômeurs en réduisant à 2 ans la durée de cette indemnisation. Les chômeurs belges étaient les seuls européens à bénéficier d'une période de chômage illimitée. En Italie, cette période est limitée à un mois et demi, mais il ne faut que 3 mois de travail pour pouvoir être indemnisé. 6 à 18 mois en France, et 6 mois de travail (comme au Luxembourg, en Suède et aux Pays-Bas). 6 à 24 mois en Allemagne et 12 mois de travail (comme au Portugal). Les montants des allocations de chômage en

fonction de celui du dernier salaire varie également : France (57%), Belgique (65%), Danemark (90%). Leurs plafonds aussi : Espagne (1.300 €), Italie (1.550 €), Allemagne (3.300 €), Belgique (3.432 €, dégressifs)⁵. La loi prévoit aussi de plafonner le montant des cotisations patronales (titre 4). Le but principal de ladite loi-programme : améliorer la compétitivité des entreprises. Cette loi a été suivie par d'autres qui poursuivent le même objectif. On supprime des budgets qui servent par exemple à venir en aide aux sdf, comme le budget affecté au plan grand froid.

IMPACT SUR LES CHÔMEURS CONCERNÉS

Cette loi a un impact diversifié sur les chômeurs concernés. La loi-programme du 18 juillet 2025 ruine le vieux rêve égalitaire de certains. Malmené depuis toujours, mis à toutes les sauces, ce vieux rêve menace de s'écrouler une fois de plus. Il ne tient plus fort debout. Le rêve selon lequel tous devraient avoir droit à une vie décente ne s'écroule pas, mais seulement

à cause de l'existence des CPAS. Les chômeurs de longue durée seront les premiers à être impactés par ces mesures. Bref, ceux qui ne parviennent pas à retrouver du travail. Au lieu de les soutenir davantage, on a subitement décidé de faire de certains d'entre eux des vagabonds. En disant, bien sûr, que c'est pour qu'ils cherchent plus efficacement un travail.

RÉACTION DE L'OPPOSITION

L'opposition politique critique l'aménagement de la loi, son mode d'application. Elle prévient que les CPAS, censés prendre en charge les chômeurs exclus qui auront droit à l'aide sociale, déjà confrontés à toutes sortes de difficultés, ne vont pas s'en sortir, que les sommes prévues pour les aider sont insuffisantes. Elle précise que, sur un plan budgétaire, le gain réalisé est minime. Que l'argent gagné en excluant les chômeurs sera en partie dépensé pour soutenir les CPAS. Qu'il s'agit d'un nouveau transfert de moyens du monde du travail en direction du capital. La loi est également critiquable parce qu'elle représente une injustice de plus. Depuis un demi-siècle, 10% des

moyens du monde du travail, de ceux qui, en principe, n'héritent pas d'un patrimoine, ont été transférés à ceux qui possèdent un patrimoine, disons au Capital. 10% des moyens affectés au travail ont été transférés au Capital. Ce nouveau transfert représente une perte sèche pour l'ONSS. Une perte de moyens pour des organismes qui jouent le rôle de contre-pouvoirs.

- [1. <https://www.sudinfo.be/id999969/article/2025-05-23/180000-chomeurs-exclus-en-2026-en-plusieurs-phases-qui-sera-touche-et-partir-de>](https://www.sudinfo.be/id999969/article/2025-05-23/180000-chomeurs-exclus-en-2026-en-plusieurs-phases-qui-sera-touche-et-partir-de)
- Il est à noter que ce chiffre de 300.000 environ découle en partie des mesures prises antérieurement comme l'exclusion en 2015 des chômeurs qui touchaient des allocations sur base de leurs études, ou l'exclusion des chômeurs sanctionnés faute de mener des recherches suffisamment efficaces pour retrouver un emploi (contrôle de recherche d'emploi) ou sanctionnés pour d'autres raisons. La nouvelle loi-programme prévoit quant à elle d'exclure du chômage le chômeur qui n'a pas donné suite à une convocation du bureau de chômage ou qui n'a pas attendu le contrôleur qui lui a annoncé sa visite (article 144).
- [3. <https://www.rtl.be/actu/belgique/societe/18731-personnes-exclues-du-chomage-des-le-1er-janvier-voici-comment-le-forem/2025-09-12/article/763252>](https://www.rtl.be/actu/belgique/societe/18731-personnes-exclues-du-chomage-des-le-1er-janvier-voici-comment-le-forem/2025-09-12/article/763252)
- [4. <https://www.rtf.be/article/voici-la-lettre-que-vont-recevoir-les-exclus-du-chomage-11595997>](https://www.rtf.be/article/voici-la-lettre-que-vont-recevoir-les-exclus-du-chomage-11595997)
- [5. <https://www.rtl.be/actu/belgique/societe/chomage-illimite-dans-le-temps-en-belgique-sommes-nous-le-seul-pays-deurope/2025-09-11/article/763179>](https://www.rtl.be/actu/belgique/societe/chomage-illimite-dans-le-temps-en-belgique-sommes-nous-le-seul-pays-deurope/2025-09-11/article/763179)

Quelle surprise !

On ne s'y attendait, mais vraiment pas ! On l'a compris : ce n'est pas une surprise. Le gouvernement de ce petit pays a décidé de l'exclusion complète de plusieurs centaines de milliers d'allocataires sociaux, de futurs ex-chômeurs. En fait, on s'y attendait. Le problème, c'est qu'on a beau s'y attendre, ça ne sert à rien. Ce n'est pas une surprise. Mais nous devons quand même tenter d'en revenir. C'est une décision qui les bafoue. C'est le but. Elle enfonce le clou. C'est aussi une agression, qui fait suite à une multitude d'autres agressions de plus en plus violentes. Une agression de plus ou de moins, on commence à en avoir l'habitude. La crise sanitaire a servi à se débarrasser de quelques vieux. Il s'agit maintenant de se débarrasser de quelques chômeurs. Belle mentalité ! Les prétendus motifs de cette exclusion font tache d'huile depuis longtemps. On reproche un peu tout aux chômeurs : la situation, la crise, le déficit du budget lui-même. Or les chômeurs n'y peuvent rien, à ce déficit, y compris les chômeurs de longue durée.

On les pénalise une fois de plus, se disent-ils. Impossible cependant de marquer le coup. Évidemment ! Tout est là. On est trop peu. On n'est pas organisés. Ils n'auraient pas de souci à se faire, disent certains dirigeants, tandis que les pouvoirs publics locaux, censés payer la facture, sont pratiquement tous dans le rouge. Ceux qui en auront besoin pourront s'adresser aux CPAS, ils auront droit au RIS. Les plus talentueux ont déjà entamé des démarches pour toucher le RIS quand ils cesseront de toucher des allocations de chômage. Mais l'on sait que les CPAS sont débordés, que déjà maintenant, plein d'usagers des CPAS rencontrent des problèmes. Le RIS, autrement dit le montant payé par les CPAS est équivalent à l'allocation forfaitaire de chômage. Mais on s'attend à de nouvelles difficultés.

On sait que certains ménages auront droit à beaucoup moins qu'à présent. Que certains exclus éprouveront les pires difficultés à faire reconnaître leurs droits. Que certains y renonceront. Que le coût supplémentaire assumé par les communes sera reporté sur d'autres. Ne réussissant pas à obtenir à temps le RIS, certains vont peut-être devoir déménager, mais retrouveront-ils un logement ? Cette décision a un aspect vengeur, sinon paranoïaque, mais, surtout, elle ne résout rien du tout. Elle ne va pas résoudre le problème budgétaire causé par les cadeaux faits aux riches, aux multinationales, et donc aux super-riches, comme les exonérations d'impôts, la diminution des droits d'enregistrement, des frais de succession, l'exonération de paiement d'une partie des cotisations sociales, les sursalaires des nantis, de certains cadres supérieurs, les primes de départ exorbitantes, les privilèges en tout genre. Le coût des privatisations. Et le reste.



Tous les jours, le déficit annoncé du budget de l'État augmente. Le gouvernement a trouvé 55 millions, pour résoudre un trou de 20 milliards, et alors que la Belgique et l'Union européenne tout entière se dirigent, en apparence en tout cas, vers une demi-faillite. Bravo. Cela ne va pas résoudre non plus l'exclusion des exclus du chômage eux-mêmes. Voilà la raison de tout ce baratin. On simule qu'on est fâché sur les chômeurs pour ne pas se poser de question. C'est plus facile. De tout temps, ce sont les faibles qui sont mis en cause. Dans leur for intérieur, certains voient des dizaines de milliers de chômeurs en train de s'activer, de déplacer des montagnes. Mais, bien sûr, aucun observatoire n'a été mis en place pour déterminer si tous s'en tireront, et de quelle manière ? Les statisticiens feront comme d'habitude des comptes d'apothicaires. Les catégories sociales utilisées ne voudront pas dire grand-chose.

Certains accepteront peut-être du boulot en dessous de leurs qualifications. C'est un rituel assez couru en Belgique. Faire perdre leur temps à certains. Les humilier. Faire payer les frais de leur rapatriement aux activistes qui ont tenté d'aller apporter des vivres aux Gazaouis. Et en porter d'autres aux nues, à qui tout est octroyé en abondance. On se croirait dans *Le château de Kafka*¹. Ah, il ne faut pas déranger les gens du château. En fait, les chômeurs sont souvent les

seuls à en chercher, du travail. Beaucoup de gens ont droit à un travail tout cuit. À une place en or. Sans avoir à chercher. Ou pratiquement pas. Ils entretiennent leurs relations, oui. Ils intriguent. Ils abusent de toutes sortes de situations. Le reste coule de source.

Beaucoup de travailleurs n'ont jamais eu à chercher du travail. Et quand ils se retrouvent au chômage, ils tombent des nues. Mais oui, il y a des gens que le système relègue, bannit, exclut. Et tout le monde de le trouver normal. Qu'on se le dise. Ou d'y trouver des explications. La situation, la crise l'exigent. C'est ce que prétendent des politiciens au pouvoir. Mais aussi beaucoup d'autres, que l'on a transformés en perroquets. Chouette système pourtant. Il exclut, mais aussi protège, préserve. Enfin, jusqu'à nouvel ordre. On essaie quand même de nous convaincre que les choses se passent bien. Un système qui agit en partie en aveugle, comme une machine. Du reste, c'est une machine. Le système de la technique quoi, tant vanté par les philosophes². Pour beaucoup de gens, le système, c'est la science, la raison, la vérité même. C'est le système qui le veut.

- Franz Kafka, *Le château*, traduction d'Axel Nesme, Le Livre de Poche, 2001 (première publication en 1926).
- Jacques Ellul, *Le Système technicien*, Calmann-Lévy, 1977.

Bref résumé de la déjà longue histoire du chômage à l'époque contemporaine

Au début de l'ère industrielle, les caisses de chômage sont interdites par la loi Le Chapelier. Les mutuelles sont également interdites. Celles qui existent fonctionnent clandestinement. La loi Le Chapelier qui interdit aux ouvriers de s'associer sera imposée aux Belges lors de l'occupation française. Elle y restera d'application après la création de l'État belge et sera abrogée en 1867. Elle est abrogée en France le 25 mai 1864 par la loi Ollivier, qui abolit le délit de coalition, et le 21 mars 1884 par la loi Waldeck-Rousseau qui légalise les syndicats.

À la fin du siècle, il existe des milliers de caisses de chômage, et de caisses de secours mutuel. Beaucoup de travailleurs ont droit à une aide momentanée en cas de difficulté. Cette aide était conditionnelle. Ils ne pouvaient refuser un travail. Au début du XX^e siècle, 50% des travailleurs sont assurés par des caisses privées contre le chômage et l'invalidité¹. La suite, on la connaît : la crise de 1929, des dizaines de millions de chômeurs dans le monde industrialisé, la seconde guerre mondiale, et puis, après la guerre, en Belgique, la création de l'ONSS, qui transforme les allocations de chômage en un

droit pour n'importe quel travailleur. Mais, déjà, dans certains cercles gouvernementaux et patronaux, il est question de limiter la portée de ce droit.

Dans la plupart des pays, ce droit est strictement temporaire. Sauf en Belgique. Il est cependant conditionnel. Un chômeur ne peut pas refuser un travail. Ensuite, les crises se succédant, l'ONSS et le droit au chômage deviennent une soupape de sécurité. D'un côté, ces mécanismes sauvent la société lors des récessions et des crises. Sans cela, ce serait le chaos. Et leur financement, indépendant de l'État, les met à l'abri des coupes claires décrétées par l'État dans les dépenses publiques. De sorte que les crises ont un impact limité sur la population. C'est la crise. Les gens sont stressés, mais ne paniquent pas. D'un autre côté, les élites économiques organisent progressivement la mise en perche du financement de la Sécu. En organisant un système de sanctions, en volant partiellement les cotisations des travailleurs, en supprimant certaines cotisations patronales, les fameuses exonérations de cotisation, en excluant parfois massivement des chômeurs.

Sur un autre plan, le démantèlement programmé des services publics, la mise en perche de l'État, cette fois notamment au moyen des privatisations, sont en cours. Trois quarts de siècle après la création de la Sécurité sociale. Notre époque est celle de la mise en perche de tout. Du Sud-Global, de la Sécu, de l'État. De la mise en perche du système de pensions que les banques rêvent de privatiser. De la mise en perche des pauvres. Du retour de la misère pour une partie d'entre eux. Affolé par la dénatalité et par le vieillissement de la population, par le prétendu manque de compétitivité de l'économie, le pouvoir allonge la durée de vie au travail, recule l'âge de la retraite, limite davantage le montant des allocations de chômage, multiplie les prétextes pour exclure des chômeurs. Bref, du déjà vu.

1. C. Lévy (sous la coord.), *Europe vue d'en bas. Europe seen from below. Minima sociaux & condition salariale*. Rapport intermédiaire « état des lieux », recherche réalisée dans le cadre du programme TSER - DGXII (contrat n° CT98-3071), 2001, p. 36, cité par M. Lebrun, in *L'activation du comportement de recherche d'emploi*, CEPAG, 2008, p. 3.

Chômage et facilitation¹

Tout à fait par hasard, dans le cadre d'un atelier, j'ai interviewé une facilitatrice. Je ne savais pas qu'il s'agissait d'une facilitatrice. J'ai seulement demandé à une personne que j'ai rencontrée dans la rue si un problème de société la turlupinait plus particulièrement que les autres. Elle a commencé par dire qu'en janvier, 26.000 chômeurs environ ne toucheraient plus leurs allocations de chômage, et qu'elle se sentait inquiète. Elle se demande ce qu'ils vont faire. Elle sait qu'ils ne trouveront pas de travail. Certains n'ont pas de chance, a-t-elle dit. Ils ont travaillé pendant les 2 dernières années, mais pas suffisamment². Ils font partie de ceux qui vont perdre leurs allocations. Et puis, il y a ceux qui n'ont plus travaillé depuis 20 ans. Ceux-là sont perdus d'après elle. Certains ne chercheront même pas de travail, dit-elle, d'un air dépit. Elle semble convaincue qu'il suffit de chercher du travail pour en trouver. Elle sait pourtant que ça ne marche pas toujours. Elle est convaincue par contre qu'il faut en chercher jusqu'à ce qu'on en trouve un, qu'il ne faut pas cesser d'en chercher. Elle y croit. Elle a alors précisé qu'elle travaillait dans un service d'aide à la recherche d'emploi. Cela tombe bien, lui ai-je dit, je suis censé interviewer des personnes qui jouent un rôle à ce niveau pour mon journal. Elle a répété alors qu'elle était déçue par les chômeurs qui ne cherchent pas de travail. Je ne lui ai pas demandé si elle ne pensait pas que les chômeurs qui n'apportent pas de preuves qu'ils recherchent du travail n'en cherchaient pas quand même, mais sans le lui communiquer. Je pense que, parfois, et même que souvent, tel est le cas. Certains chômeurs sont plus à la recherche d'un piston que d'un emploi.

D'autres chômeurs ont le sentiment que les contrôles de recherche d'emploi sont effectués par des gens qui seraient jaloux de leur situation s'ils trouvaient un emploi, à cause de la grande différence de statut entre l'emploi qu'ils recherchent et celui des fonctionnaires auxquels ils ont affaire. Ils ne peuvent s'empêcher de se méfier de ces fonctionnaires, souvent incités à faire du chiffre, à sanctionner des chômeurs, et qui s'en prennent forcément, par principe, à ceux qu'ils envient. Certains demandeurs d'emploi sont systématiquement tirés vers le bas. C'est assez distrayant, et ça ne se passe pas toujours mal, mais ça ne mène pas à grand-chose. On sous-estime

l'influence des différences de statut professionnel et leur rôle sur les rapports entre les individus dans cette société, cette différence de statut renvoyant régulièrement à un rapport de domination.

Si la jalousie est un mécanisme assez répandu dans le monde du travail, c'est, à mon avis, principalement pour cette raison. Tout le monde y est un peu jaloux de tout le monde. A fortiori d'un demandeur d'emploi qui changerait subitement de statut en décrochant un emploi. Sauf s'il s'agit d'un emploi de niveau inférieur. Les employeurs jouent souvent sur la différence de statut entre leurs travailleurs. Un intérimaire jouit forcément d'un statut inférieur à un CDI. Pourtant certains intérimaires ont parfois une ancienneté au moins égale à celle d'un CDI, engagé par l'entreprise. Ils sont aussi compétents qu'eux. Alors que les CDI ont droit à des tenues de sécurité, ce n'est pas le cas des intérimaires par exemple. On appelle cela diviser pour régner. Dans le privé, un intérimaire conserve du reste le statut de demandeur d'emploi.

La facilitatrice à laquelle je m'adresse est critique vis-à-vis du système. Selon elle, les employeurs profitent de la situation. Elle évoque l'engagement d'étudiants, de pensionnés, dans le cadre d'un système dérégulé, parce que ça coûte moins cher. Elle ne parle pas des intérimaires. Mais elle précise que les employeurs profitent de la situation dans d'autres situations aussi. Je lui parle des plans Activa. À l'époque où je cherchais du travail, j'ai été inscrit à un plan Activa à Bruxelles, alors que je cherchais du travail dans un domaine où le plan Activa n'avait pas cours. Elle ne parle pas des plans Activa parce que c'est un dispositif qui ne fonctionne qu'à Bruxelles. En Wallonie, c'est le Plan Impulsion du Forem, et en particulier Impulsion 12 mois+ qui cible les demandeurs d'emploi inoccupés depuis au moins 12 mois. Elle a l'air de trouver utile ce genre de plans. Mais, à mon avis, ces divers plans ont surtout servi à donner un alibi aux divers services d'aide à la recherche d'emploi qui manquent souvent de moyens pour convaincre de leur utilité ceux auxquels ils ont affaire.

Je me souviens des contrôles de recherche d'emploi auxquels j'ai été confronté. En fait, tout au long des entretiens censés vérifier que je cherchais du travail, il n'a pratiquement

jamais été question de mes recherches. Sauf lorsque j'ai eu affaire à une facilitatrice qui avait elle-même été enseignante. C'est la seule qui m'ait jamais signalé qu'une école recherchait un professeur de philosophie. Pourtant, si je me souviens bien, il s'agissait alors d'un métier en pénurie. On me proposait toujours des pistes qui n'avaient rien à voir avec l'enseignement. Nous évoquions d'autres perspectives. On faisait des plans. L'espace d'un moment, je changeais de projet de vie. Tout cela nous mettait de bonne humeur. Parfois, je me rendais quand même à une interview. Mais quand je m'y présentais, même lorsque je disposais des compétences nécessaires, c'était systématiquement un refus. Pour ne pas perdre le moral, j'essayais bien entendu de ne pas être trop souvent confronté à ce genre de situation. Je ne parle même pas du fait que, pour justifier leur décision auprès des services d'aide à la recherche d'emploi, les employeurs inventent parfois n'importe quoi.

La seule fois où j'ai été convié à me présenter dans une école pour un poste de professeur de philosophie, malgré la politesse dont a témoigné la directrice de l'école qui cherchait un professeur de philosophie, l'entretien que j'ai eu avec elle m'a mis légèrement mal à l'aise. Quelque chose ne collait pas. Je n'ai pas réussi à mettre de mots sur cette impression. Mon manque d'expérience a pu jouer un rôle dans le refus de cet établissement de m'embaucher. Ou une autre raison. Je n'avais pas enseigné au cours des 5 années qui précédaient. Cela explique en partie certainement la décision négative de cette directrice. Mais j'avais affaire à une situation particulière. On venait de créer un cours de philosophie dans l'enseignement. Il était donc normal que je n'aie pas encore enseigné la philosophie. Les écoles préféraient généralement embaucher des professeurs qui n'avaient pas cessé d'enseigner. C'est ce que la plupart firent pour embaucher des professeurs pour donner le nouveau cours de philosophie et de citoyenneté, même

1. La facilitation dans le cadre du chômage consiste à contrôler les démarches de recherche, d'emploi par les chômeurs, et, dans de rares cas, à proposer des solutions.

2. La loi-programme est relativement complexe. Le droit aux allocations de chômage est désormais limité à 2 ans. Les premiers chômeurs exclus sont ceux qui sont dans la troisième période d'indemnisation et qui comptabilisent plus de 20 ans de chômage complet (allocation forfaitaire minimale). Ensuite, les autres catégories de chômeurs suivront assez rapidement. Pour ouvrir son droit à des allocations, par contre, il faut avoir travaillé pendant une période minimale au cours des 2 ou 3 dernières années. Cette période varie en fonction de l'âge.

quand ils étaient dépourvus des titres requis pour enseigner la philosophie. Il y avait du reste des professeurs de religion à reclasser. Pendant des années, ils ont eu la priorité. Je me disais : « *Au fond, cette école fera la découverte d'une mentalité, d'une expérience différente de l'expérience qui est celle des enseignants de cet établissement en général* ». Mais on ne voulait pas de ça.

Pour en revenir à ma discussion avec une facilitatrice inconnue sur un trottoir, elle s'est poursuivie encore pendant un moment. Elle a continué à prétendre que certains chômeurs exclus allaient avoir plus de difficultés encore pour trouver du travail qu'avant la nouvelle loi-programme. Cette loi était manifestement le sujet principal de ses préoccupations. Mais, pour elle, il y a des offres d'emploi pour tout le monde. Elle pense qu'il y a du travail. Forcément, elle a toujours le même nombre d'emplois vacants sous les yeux, et quelques chômeurs qu'elle ne parvient jamais à caser. Pour elle, offres vacantes et demandeurs d'emploi, cela s'équilibrerait, si certains chômeurs décrochaient un emploi. Mais ce n'est pas le cas. Cela la perturbe. En réalité, ces offres d'emploi sont les mêmes que celles que les autres bureaux de la région comme le sien ont sous les yeux. Seuls les demandeurs d'emploi ne sont pas les mêmes. En fait, le nombre d'offres d'emploi et de demandeurs d'emploi ne s'équilibre pas. Ce qu'elle ignore, c'est que ces offres sont en partie des offres bidon, ou des offres détestées par les chômeurs, qui souvent les connaissent, ou en ont entendu parler. On a beau leur parler de certaines offres d'emploi existantes, beaucoup de chômeurs sont convaincus que ces offres ne les concernent pas. Ils s'efforcent de ne pas en tenir compte. Ils ne veulent pas se faire davantage d'illu-

sions. Certaines ont l'air de correspondre à leurs compétences. Mais les chômeurs, eux, pensent exactement l'inverse. Ils sont déjà assez angoissés comme cela.

Beaucoup de chômeurs sont tenaillés par l'angoisse. Lutter contre cette angoisse les épuise. Angoisse de rester sur le carreau. Angoisse de perdre leurs allocations. Angoisse de ne pas parvenir à nouer les deux bouts, de ne plus réussir à payer un loyer exorbitant. Angoisse de ne jamais convenir, d'avoir encore affaire à des refus, et surtout de perdre encore et toujours la partie en décrochant des boulots de seconde catégorie, comme certains boulots intérimaires. Alors qu'ils ont déjà eu affaire à des pièges, ils sont redirigés vers ces mêmes pièges. Cela a déjà marché, pense les facilitateurs, pourquoi cela ne marcherait-il plus. Ou angoisse liée au fait qu'ils doivent chercher du travail alors qu'ils n'ont pas de voiture. Ils savent que travailler sans un véhicule en ordre représente parfois aussi la quadrature du cercle. Surtout dans leur secteur. Ils accomplissent toutes leurs démarches en empruntant les transports publics. Tiens, la dernière fois, les TEC étaient en grève. J'ai été sanctionné. Je n'en suis toujours pas remis. Ce n'est pas normal, mais il aurait fallu le dire, réagir plus tôt.

Il y a mille et une raisons pour lesquelles les chômeurs ont tout à redouter du zèle des facilitateurs. Zèle surtout limité quand même à de pures pétitions de principe. Les chômeurs n'ont pas droit non plus, comme les usagers du CPAS, à un abonnement de transport. Des femmes de ménage travaillent en ALE et se rendent à leur travail en train ou, et à trottinette. Que vont-elles faire à présent ? Ce gouvernement supprime les ALE, se demande ma facilitatrice. Encore une fois, les

préjugés en vigueur n'ont pas grand-chose à voir avec la réalité. On l'aura compris, il y a beaucoup de choses à dire sur l'activation des chômeurs. Dans certains cas, cette activation empêche carrément les chômeurs de chercher efficacement du travail. Elle les dirige systématiquement vers de fausses pistes. Certains chômeurs sont forcément accusés de jouer la comédie. Parfois, cette activation se révèle utile. Notamment par exemple lorsqu'elle concerne une population jeune qui ne sait pas quoi faire pour trouver un emploi. Mais, sinon, une solide dissonance cognitive me paraît en cause. En gros, les facilitateurs présentent aux chômeurs une version des choses à laquelle ces derniers ne croient pas. Et beaucoup de facilitateurs non plus n'y croient pas. Mais ils doivent faire du chiffre. Exclure suffisamment de chômeurs pour conserver leur poste. Alors ils leur font croire le contraire. Ils affirment sans relâche qu'il y a du travail. Ils finissent eux-mêmes par y croire. Le fait de sanctionner des chômeurs verrouille leur détermination³.

Nous avons poursuivi cette conversation un petit temps. J'ai parlé des injustices existantes. Elle a répondu qu'à son avis, l'injustice était un fait généralisé. J'ai évoqué ceux qui cumulent emplois, mandats, et revenus en tout genre. J'ai évoqué les licenciements collectifs à répétition en vigueur depuis les années 1970, depuis l'apparition du chômage de masse. Mais elle a persisté à critiquer les chômeurs, dont certains présentent un certificat médical chaque fois qu'ils ont rendez-vous avec un facilitateur. Parfois 25 fois de suite.

3. Les mauvaises performances des chômeurs en matière de recherches d'emploi sont assorties de sanctions. L'exclusion temporaire ou définitive du chômage en est une.

Petit glossaire sur le chômage (en Belgique)

Association de défense des allocataires sociaux (ADAS)

Même parmi ces militants spécialisés dans la défense des allocataires sociaux, il est difficile de trouver quelqu'un qui s'y retrouve dans toute la législation sociale. Même ceux qui y ont recours tous les jours dans le cadre de leur boulot, en ignorent 90 %. Ne parlons pas des avocats.

Contrat Activa

À Bruxelles, un contrat Activa permet à un employeur pendant 30 mois de ne payer qu'une partie du salaire du chômeur embauché. C'est ACTIRIS qui paie l'autre partie. La part d'Actiris diminue au cours du temps. Pour être payé, chaque mois, l'employé qui bénéficie du plan Activa doit fournir à Actiris un papier de l'employeur. Quand ce dernier n'a plus droit au soutien de l'Onem pour payer l'employé qu'il a engagé dans le cadre du plan Activa, le plus souvent il ne l'engage pas.

Dégraissage

Dégraissage, c'est licencier massivement, spectaculairement ou en douce. Quand on licencie en douce, les médias qui ont viré leur cuti racontent qu'on ne licencie plus, comme l'explique Michael Moore¹. On pourrait imaginer un système qui fonctionne différemment. On a essayé. En tentant d'appliquer le programme commun en France entre 1981 et 1983, Mitterrand a tenté de privilégier une autre piste. Mais, au dernier moment, les responsables politiques français ont préféré ne pas se mettre à dos leurs partenaires économiques, ni surtout les grands patrons, les actionnaires des grandes entreprises françaises, des banques, séduits par le modèle américain. Et pour justifier ce choix, on prétend qu'un autre fonctionnement aurait des conséquences inflationnistes et catastrophiques, ce qui est en partie faux².

Dominique Schnapper

Dominique Schnapper fait part de la difficulté particulière qu'il y a à raisonner à propos du chômage³. Sans doute, à cause des clichés qui pullulent à ce sujet et qui rendent toute approche du problème assez complexe. En ce qui concerne le chômage,

ou la précarité, le mot problème lui-même est compliqué à utiliser sans se tromper de sens.

Disparition de la Sécu

L'on change de logique. On passe d'une logique à une autre. On passe d'une logique sociale, redistributive, à une logique de type plus vertical, caritative. La première est plus ou moins horizontale, soi-disant, quoiqu'elle ne le soit pas réellement, les fonctionnaires de l'Onem abordant les choses de manière autoritaire, la façon administrative quoi !, s'adressant aux chômeurs à la manière d'une institution, de manière très formelle, exigeant toutes sortes de choses sous peine de... et sous peine de... , comme prenant les chômeurs pour des pions. La seconde est plus portée sur la compassion, mais elle est probablement portée sur un certain arbitraire également. Au CPAS, en effet, c'est le système de la porte fermée ou de la porte ouverte.

Ne parlez pas du travail, cherchez-en !

Aucun ne s'exclame : « Des gens se sont bougés les fesses pour chercher du boulot. Et bizarrement, ils recommencent tous les ans, ou tous les deux, trois ans à en chercher. Parfois, ils recommencent après six mois. » Voire moins. Tandis que d'autres gardent le même boulot pendant toute leur vie. Je ne dis pas qu'ils roupillent. Mais c'est plus facile. Mais, me dirait-on, les chômeurs ne sont plus astreints au travail. N'est-ce pas cela qui est plus facile ? Il suffit alors de répondre : beaucoup de soi-disant chômeurs sont des gens qui travaillent en intérim, vous voulez tenter votre chance ?

Stress post-traumatique

Le travailleur licencié éprouve souvent un choc. Il a souvent donné le meilleur de lui-même. Il ne comprend pas ce qui se passe. On ne l'arrête pas, on ne le fourre pas en prison, mais la vie s'arrête. Ce n'est pas l'idée qu'il se fait du travail, de la vie. Du moins de la vie qu'il est censé mener, qu'il a l'habitude de mener. Même s'il retrouve rapidement du travail, cela le tracasse, le démange. S'il ne parvient pas à retrouver rapidement du travail, c'est la descente aux enfers. On ne parle plus

de stress post-traumatique, mais de panique morale, ou de stress tout court.

Outplacement

L'intelligence artificielle parle d'un outil servant à chercher un nouvel emploi, à faire la transition vers une autre carrière. À ma connaissance, cet *outil* est assez peu utilisé par les chômeurs. Même s'il est, paraît-il, obligatoire pour l'employeur qui licencie quelqu'un de plus de 45 ans de financer son *outplacement*. À mon avis, ce sont surtout des cadres relativement haut placés qui y ont recours. Je n'ai jamais entendu parler d'un ouvrier ayant bénéficié d'un *outplacement*. Pour Arnaud de la Croix, le terme lui-même d'*outplacement* fait peur⁴. En gros, les séances d'*outplacement* représentent un moment distrayant, même si leurs animateurs ont tendance à présenter l'employeur comme le grand manitou, qui choisit, qui décide, et qui sait tout. Et à présenter le chômeur, l'ex-employé, de quelque manière qu'on l'appelle, comme un bleu. Comme quelqu'un qui en tout cas ne décide pas de son sort, mais qui doit séduire, convaincre, tout en se faisant tout petit, ce qui n'est jamais facile, surtout lorsqu'on a accumulé une certaine expérience, qui doit tout faire pour se présenter dans les meilleures conditions à un entretien d'embauche.

Idéologie du travail

Le travail sert d'alibi, c'est une valeur refuge, pour ceux qui gagnent exagérément bien leur vie, qui sont les seuls à profiter réellement du système. Cela entraîne une conséquence : le non-travail est critiqué. Voire stigmatisé. Le non-travailleur également. On veut que ce soient eux qui cherchent du travail parce qu'on serait bien embêté de déranger les habitudes de certains autres, qui, eux, travaillent, qui, eux, disposent d'un boulot.

1. Michael Moore, *Dégraissez-moi ça ! Petite balade dans le cauchemar américain*, traduit de l'américain par Marc Uperly, La Découverte & Syros, 2000, p. 16.

2. Benoît Collombat, Damien Cuvillier, Ken Loach (préface), *Le choix du chômage De Pompidou à Macron*, enquête sur les racines de la violence économique, Futuropolis, 2021, 288 pages.

3. Dominique Schnapper, *L'épreuve du chômage*, Gallimard, 1981, p. 15.

4. Arnaud de la Croix, *Outplacement*, Couleur livres, 2013, 85 pages.

Moutonnement

Lorsque les gens relaient directement les préjugés des dirigeants en place, on dit qu'ils moutonnent. S'ils manifestent parfois un léger étonnement à cause des déclarations de certains dirigeants, les moutons abondent immédiatement après dans leur sens. La critique, la stigmatisation des chômeurs, mais aussi des malades ont un caractère dogmatique, autrement dit idéologique. Malgré parfois de timides réserves, les journaux ont tendance à prendre ces critiques pour argent comptant. Difficile alors d'empêcher les masses de partager ce genre de point de vue.

Privilège

Aucun ne se demande, ce qui se passe dans cette société depuis quelques décennies. Aucun ne semble avoir découvert

qu'elle a remis en vigueur des privilèges auxquels les gens s'accrochent comme à leur dernière chemise.

Richard Sennett

Richard Sennett est un sociologue américain qui évoque dans son livre *Le travail sans qualités* des ingénieurs informaticiens qui ont été à la pointe de la technologie, mais qui, après leur licenciement, ne parviennent pas à retrouver du boulot. Ils ne sont plus à la page, et ils ne parviennent pas à se reconverter. S'il en est ainsi c'est parce qu'il leur faudrait changer complètement d'optique à leur propre sujet. Et qu'à leur niveau, cela nécessite un investissement gigantesque⁵. Quant à conduire des taxis, après avoir conçu, inventé une technologie qui, aujourd'hui, sert au monde entier, ils n'en ont tout simplement pas envie. Richard Sennett découvre aussi que les mentalités

ont radicalement changé au travail en vingt ans. Les gens ont changé. Dans le même secteur de travail, la fabrication du pain, le travail a changé.

Tête de Turc

Le chômeur est une cible. Une tête de Turc. Les pauvres sont une cible. C'est pourquoi, en principe, la société les protège. Mais cette protection aussi peut se révéler un piège.

5. Richard Sennett, *Le travail sans qualités. Les conséquences humaines de la flexibilité*, Albin Michel, 2000

Témoignage

Frédéric Piroton, soudeur intérimaire

Beaucoup de gens ne comprennent pas qu'on puisse rester 20 ans au chômage, et c'est normal ! Je vais tenter d'expliquer pourquoi on peut se retrouver pendant 20 ans au chômage et pourquoi certains dirigeants mentent quand ils disent aux travailleurs que les chômeurs de longue durée profitent d'eux. Je vais prendre en exemple *mon* histoire ! Je suis soudeur, hyper qualifié. C'est un métier en pénurie. Pourquoi c'est en pénurie ? Parce que peu de patrons engagent ! Quand vous travaillez comme intérimaire, même pendant 16 ans, sans discontinuer, vu que vous n'êtes pas engagé, pas sous contrat, vous restez inscrit comme demandeur d'emploi ! Officiellement, vous êtes donc considéré comme chômeur. Voilà pourquoi certains métiers sont en pénurie. Voilà pourquoi certains sont demandeurs d'emploi (chômeurs) pendant 20 ans. C'est exclusivement de la faute des patrons.

Contrairement à *vous*, les politiciens savent très bien, eux, que des chômeurs de très longue durée sont souvent des travailleurs intérimaires ! La cheffe de bureau d'intérim de Verviers était très déçue que je n'aie jamais été engagé. Je lui ai demandé si elle savait pourquoi on ne me proposait pas de CDI. Elle m'a répondu que mon travail n'était absolument pas en cause, qu'au contraire, l'entreprise était très contente de mon travail ! Et c'est là qu'elle m'a dit : « *Ça changera peut-être quand ils ne pourront plus mettre dans leurs frais ce que leur coûte un intérimaire. Pour moi, disait-elle, c'est une des raisons principales des missions de très longue durée.* » Elle parlait sans doute du pourcentage que la société d'intérim reçoit de l'employeur qui touche une marge moyenne de 15 à 25 % du salaire brut.

Cela veut aussi dire que j'ai travaillé 16 ans non-stop en tant qu'intérimaire dans la même entreprise, sans jamais avoir droit à une augmentation. Je n'ai pas eu droit à un salaire qui augmente avec l'ancienneté ! J'ai toujours touché le salaire brut de base indexé. En 16 ans, j'ai été malade deux fois. La 3^{ème} fois, on m'a dit de ne plus venir le lundi suivant. On m'a dit de finir ma semaine ! Après 16 ans, on m'a jeté comme un malpropre. Je n'ai pas eu droit à la moindre indemnité !

Les patrons préfèrent des intérimaires, car l'ancienneté d'un travailleur ne leur coûte rien. Ils n'ont droit à aucune augmentation (sauf index, comme tout le monde) et ils peuvent jouer sur la peur de l'intérimaire de se faire virer à tout moment ! Tu es un peu trop malade à leur goût ? Viré ! Tu revendiques certaines choses ? Viré ! Tu te blesses au travail ? Viré ! Tu refuses de faire des heures supplémentaires ? Viré ! Il y a moins de travail ? Viré ! *Et tout cela sans la moindre compensation ni indemnité !* Voilà la réalité du terrain !

Beaucoup de gens ne trouvent pas normal qu'on reste au chômage pendant 20 ans, sauf que beaucoup de chômeurs de longue durée sont en fait des travailleurs. Leur seul défaut, c'est d'être des intérimaires. Pas par choix, mais parce que ça n'intéresse pas les patrons de les engager pour les raisons que

je viens de vous expliquer. Parce que des intérimaires sont bien plus flexibles, engager des intérimaires représente pour eux, un énorme avantage. Pendant 6 ans non-stop, je n'ai pas non plus eu droit à des congés. Cela semble énorme à certains, pourtant, c'est la réalité. La firme ne fermait pas pendant les vacances annuelles. Elle mettait ses ouvriers et ses employés en V.A.¹, et nous, les intérimaires, on continuait à travailler et à faire tourner la boîte pendant que nos collègues qui, eux, étaient engagés sous contrat de travail, avaient congé ! Le patron nous disait : « *vous prendrez vos V.A. quand il y aura un creux.* » Sauf qu'il n'y avait jamais de creux. Chaque année, pendant 6 ans, j'ai même dû rembourser environ 7.000 € aux contributions, car je n'avais pas pris mes vacances annuelles. J'ai été surtaxé, car un salarié est obligé de prendre des V.A. Et quand je suis tombé malade à cause de mon épuisement, l'on m'a dit de ne plus revenir.

En résumé, j'ai touché des congés payés que j'ai dû rembourser deux fois, car je me suis fait surtaxer parce que je n'avais pas pris de congés. Et quand j'ai été trop épuisé, faute d'avoir pu prendre des vacances, on m'a dit de rester chez moi.

Ce n'est pas tout. Les heures supplémentaires aussi posent un problème. Un jour, il est arrivé ceci. Alors que l'entreprise avait beaucoup de travail à faire faire aux ouvriers, le patron a fait le tour de l'atelier, et nous a demandé de faire 2 heures supplémentaires par jour pendant 3 ou 4 mois. Ce qui veut dire qu'en fin de journée, les ouvriers rentraient chez eux, quant aux 6 intérimaires, ils prestaient des heures supplémentaires. Et, le pire de tout, ces heures supplémentaires n'étaient pas payées, mais à récupérer. Sauf que, chaque fois, qu'on demandait un jour de vacances, c'était non. Le patron disait : j'ai besoin de toi ! Conclusion : on faisait des heures supplémentaires pour lesquelles on n'était pas payé. Car c'était des heures supplémentaires à récupérer, et, au final, on ne pouvait pas les récupérer. En d'autres termes, pour le patron, ce sont des heures supplémentaires gratuits ! C'est cela qu'on appelle la flexibilité.

Le milieu intérim est moche². Les patrons usent les intérimaires jusqu'à la moelle, et quand on est fatigué ou malade, ils nous remplacent par quelqu'un d'autre. Les deux dernières années où j'ai travaillé, il y avait plus d'intérimaires que de CDI et toutes les heures supplémentaires étaient prestées par des intérimaires ! En sachant que bon nombre des emplois vacants sont des missions intérimaires, je vous laisse imaginer l'avantage que cela représente pour les entreprises. Et par-dessus le marché, les ouvriers intérimaires sont considérés comme des demandeurs d'emploi !

Mon métier de soudeur est en pénurie. Et pourtant, *jamais* l'on ne m'a proposé de CDI. Et le comble, avec la nouvelle loi qui concerne le chômage, c'est que ceux qui travaillent en tant qu'intérimaires, si leur mission ne dure que quelques semaines ou quelques mois, ils se retrouveront dans le pétrin quand ils tenteront de se réinscrire au chômage. Quant à moi, je suis considéré comme demandeur d'emploi depuis 16 ans, et je n'ai droit à rien. Je comptais me reconverter et entamer une formation, pour ne pas abîmer davantage mes poumons, car

la médecine du travail m'a dit qu'ils étaient en mauvais état à cause des fumées toxiques que j'ai respiré en soudant, mais c'est impossible.

Concernant l'état de mes poumons, j'ai encore une petite histoire à raconter. Il m'est arrivé de devoir souder des cuves, de le faire à l'intérieur de ces cuves. En principe, quand on soude en milieu fermé, il est nécessaire d'utiliser un casque spécial. C'est le genre d'équipement qui coûte assez cher³. Mais en tant qu'intérimaire, je n'avais pas droit à un casque. Quand j'en ai demandé un au patron, il m'a dit de m'adresser à la société d'intérim. Quand j'en ai demandé un à la société d'intérim on m'a dit qu'il était hors de question d'acheter un casque pour une tâche de courte durée.

Et ne parlons pas du montant de l'heure brut pour un premier emploi, avant augmentation, qui est de 9,80 euros et pas davantage, quand on travaille comme intérimaire, puisqu'on n'a jamais droit à la moindre augmentation⁴, que ce gouvernement voudrait ramener à 8,10 €. Maintenant que vous savez comment ça se passe vraiment, êtes-vous toujours jaloux des chômeurs de longue durée, de ces soi-disant profiteurs ? (Même si, *oui*, il y en a quelques-uns !). Trouvez-vous que ça vaut la peine de détruire des familles entières par jalousie, à cause de mensonges ? Sincèrement, qu'en pensez-vous ?

Aidez-nous à changer les choses. Pensez à votre avenir, quand, avec tous les chômeurs sur le marché, ayant perdu votre place, vous devrez chercher du travail, aux difficultés que vous aurez pour retrouver les mêmes conditions de travail. 180.000 chômeurs hors du chômage, quand il n'y a que 40.000 emplois vacants, cela fait une concurrence accrue. On sera 10 pour une seule place. Le patron prendra celui ou celle qui sera d'accord de travailler au salaire minimum de base ! Ça va niveler les salaires. Sur 10 personnes qui se présenteront, une seule personne sera prise ! Réfléchissez ! C'est *votre* avenir qui est en jeu.

Bonne chance à tous.

1. Vacances annuelles.

2. Mais une des principales choses que les services de mise à l'emploi recommandent à un chômeur de faire, s'il ne trouve pas d'offre d'emploi qui lui corresponde, sous peine de sanction s'il ne fait rien, c'est d'aller s'inscrire dans des boîtes d'intérim.

3. Environ 2000 euros.

4. Quand sur leur site, les sociétés d'intérim disent qu'un intérimaire touche la même chose qu'un autre travailleur, c'est donc faux, puisque les autres travailleurs ont droit à des augmentations.

Affaire Brigitte Macron : les errements des médias

« Fake news transphobe contre Brigitte Macron », Libération, 19 septembre 2025.

« Cyber-harcèlement de Brigitte Macron : comment arrêter une théorie du complot ? », La Croix, 27 octobre 2025.

« Fake news sur Brigitte Macron : dix prévenus, dont la célèbre "Zoé Sagan", jugés ce lundi », Le Figaro, 28 octobre.

« Cyber-harcèlement contre Brigitte Macron : "Cette rumeur a un but clair, déstabiliser la France" », RFI, 27 octobre.

« Genèse d'une rumeur transphobe sur Brigitte Macron devenue virale », France 24, 28 octobre 2025.

Le procès de Brigitte Macron contre ses « cyber-harceleurs » aura exposé une chose : la faillite totale du système médiatique français. Dès le titre, une information est déclarée fautive sans avoir été étudiée. Nous sommes ici dans le reniement du principe élémentaire de la fonction du 4^{ème} pouvoir : « La philosophie nous enseigne à douter de ce qui nous paraît évident, la propagande, au contraire, nous enseigne à accepter pour évident ce dont il serait raisonnable de douter », Aldous Huxley.

À ce sujet, dans notre article de mai 2022 sur ce site², nous relevions cette citation du Monde : « Personne ne peut faire usage d'une telle rumeur sans se discréditer lui-même » (31 mars 2022). Il s'agit d'une menace. Le titre « quotidien de référence » donnait le ton général de la presse : « Brigitte Macron et Jean-Michel Trogneux, itinéraire d'une infox délirante ». Les faux dissidents exposent leur vrai visage : « Ce que subit Brigitte Macron est particulièrement inadmissible », zozote Pascal Praud sur Europe 1/Bolloré (29 octobre 2025). « Candace Owens, c'est l'esprit critique devenu fou », assure Eugénie Bastié sur X/Le Figaro/Groupe d'armements Dassault³. Le pseudo-pluralisme actuel des médias est un leurre destiné à mieux faire

accepter leur normalisation : sous peine de criminalisation, il est interdit de penser hors du cadre de l'Otan, de l'UE, du soutien au régime sioniste, des injections géniques expérimentales...

Pouvoir politique, mass médias et fact-checkers font système ; il s'agit d'empêcher toute remise en cause du discours officiel. Nous voilà replongés au temps des Soviets. D'autant plus que la police débarque désormais au petit matin, sans ménagement, chez les auteurs de crime de lèse-majesté contre l'épouse du Président. La police nationale et la justice sont ainsi employées comme police politique pour traquer les auteurs de quelques tweets⁴.

La France vire à la Roumanie de Ceaucescu : ce sont ceux-là mêmes qui assurent la propagande trans à longueur d'antenne qui hurlent à la transphobie face à Madame Macron ; ce sont les mêmes qui s'émerveillent de voir Madame Macron plastronner à la Fashion Week au début du mois d'octobre qui s'effrayent, à la fin du mois, qu'elle ne puisse venir témoigner au tribunal. « Cyber-harcèlement de Brigitte Macron : sa fille dénonce une "dégradation" de ses conditions de santé », France 24, 28 octobre 2025. Cette vieille dame d'environ 72 ans (mais est-ce vrai ?) serait malade et elle envoie sa fille à sa place pour se plaindre. Elle avait l'air pourtant pimpante avec ses amis les stars internationales de la mode... ; Ce sont les mêmes journalistes et chroniqueurs de tous poils qui font métier de dénoncer les régimes autoritaires qui légitiment et encouragent le pouvoir politique à user des moyens d'une société policière. Celui-ci n'en demande pas tant ! ; ce sont les mêmes qui s'insurgent longuement, à juste titre, contre la pédophilie dans l'Église qui s'étranglent quand on rappelle que, professeur à 39 ans, elle a débauché un de ses élèves mineur de 15 ans, ce qui tombe naturellement sous le coup de la loi. « Ce procès concernera "de nombreux propos malveillants portant sur le genre, la sexualité de Brigitte Macron ainsi que la différence d'âge avec son conjoint

Emmanuel Macron selon un angle l'assimilant à la pédophilie", souligne le ministère public. » relevait, par exemple, l'AFP, le 12 décembre 2024, lors d'un précédent procès. Or il s'agit ici d'un fait. Comment les mass médias peuvent-elles faire preuve d'une telle indulgence et d'un tel ultra-relativisme, alors qu'ils se montrent ailleurs tellement intransigeants, quitte à salir injustement des personnes ? ; ce sont les mêmes qui ont martelé une campagne mensongère sur leur âge respectif lors du début de leur relation amoureuse qui s'indignent contre la « propagation de fake-news » ; ce sont les mêmes qui se sont transformés en instrument de propagande invraisemblable pour faire élire le couple Macron qui crient à la désinformation ; ce sont les mêmes qui ont exposé sans vergogne la vie privée des Macron à des fins politiques qui geignent contre les atteintes à la vie privée du couple présidentiel ; ce sont les mêmes hurlant contre les poupées pédophiles Shein qui vantent à longueur d'antenne la Start-up Nation, la globalisation et insultent ceux qui s'interrogent sur l'affaire de pédocriminalité sur laquelle est fondée le couple présidentiel. Etc.

La France, appuyée par l'Union européenne, s'enfoncé dans la dictature. Dans le monde, elle n'est pas la seule à suivre cette trajectoire. La liberté n'est jamais acquise, elle exige une conquête permanente. Français, réveillez-vous !

Constantin Mirabel

1. « Entretien avec le journaliste Thomas Huchon, auteur de Résister aux fake news. Comment faire face aux théories du complot les plus courantes. »

2. « Le lobby LGBT ne touche pas l'Élysée », 12 avril 2022.

3. La même chante ces jours-ci les louanges du néo-con-faucon Pascal Bruckner : « Si tous les boomers pouvaient avoir l'honnêteté et la lucidité de Pascal Bruckner... » X, 28 octobre. Ex-rédactrice en chef d'une revue prétendant défendre la décroissance, elle a de fait utilisé ce titre comme marchepied pour devenir une espèce de synthèse de Catherine Nay et Caroline Fourest. Tout ça pour ça...

4. La gendarmerie est, elle, utilisée en nombre pour martyriser Dieudonné. Quoi que l'on pense de l'humoriste, ces moyens déployés sont scandaleux.

Macronus Trumpianus classicus

Chers confrères, chères consœurs (reprenez avec moi tous en chœur), chers collègues, chères femmes de collègues, chers primates sous-développés dévoreurs de la télé-réalité et de la société du spectacle !

Nous voici réunis en ce jour faste du 23 vendémiaire en l'an de disgrâce 2025 pour discuter, scalpel et bistouri à l'appui, d'un cas clinique particulièrement éclairant, illustrant à merveille l'adage du sieur Einstein : « La folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent. »

Ce cas clinique, particulièrement développé dans les pays occidentaux, s'est depuis largement diffusé dans les pays peuplés d'êtres qui ne nous sont jamais utiles, sauf quand on veut relativiser le marasme politique dans lequel nous nous mouons. Il s'agit du « *Macronus Trumpianus classicus* ». Comme vous l'observerez, ce modèle présente les symptômes typiques d'une forme de folie, voire de sénilité précoce, et d'un énorme problème de l'audition qui le rend sourd à des revendications populaires légitimes. Nous connaissons aussi des croisements, particulièrement réussis, nommés « *Sebastianus Lecornus Porrum* », en raison de certaines affinités légumières, ou « *Gabrielus Attalus Juvenis* », du fait de sa propension certaine à rappeler un fait de moins en moins exact. Ces croisements se sont opérés, vous le voyez, tantôt avec des germes glanés à droite, tantôt avec des jeunes pousses volées à gauche, en fonction des aptitudes idéologiques marquées avec plus ou moins de dynamisme.

Comment reconnaître un modèle de ce genre de cas clinique ? C'est extrêmement simple. Forts d'un bagage financier

certain, familiers d'un milieu économique, disons, assez favorisé, ils pensent qu'ils peuvent gérer un pays aussi aisément qu'un rédacteur de *Kairos* peut écrire un bon papier sur une société décente, ou qu'un militant post-moderne peut décréter *ex nihilo* l'excommunication d'un amateur de nuances. Ils parlent bien, avec des mots creux et des phrases qui comportent au minimum 5 fois un terme du registre de l'argent. Un *deal* par-ci, un marché par-là, un saupoudrage de contrats, et le jeu est enclenché. Si ça ne fonctionne pas, des retenues financières, des menaces à peine voilées, des insultes expressément distillées dans un discours creux mais déclamé comme une bonne pièce anti-wokiste de l'ancien temps. N'est pas Talma ou Sarah Bernhardt qui veut, pour autant, et la pièce s'apparente alors à une mauvaise farce.

Ils n'aiment rien tant la paix que par souci de conclure des alliances commerciales et de mettre de leur côté les faiseurs de thune, les producteurs de richesses, les fabricants de profits, les évergètes du bonheur commercial et matérialiste dans le monde. Distance de vision : un ou deux mois. Après eux le déluge de problèmes, mais cela ne les affecte pas.

Se mêlant de tout avec la fatuité tout occidentale qui consiste à faire du colonialisme après l'heure, partant dans le monde entier pour se sentir important, le *Macronus* n'est pour ainsi dire jamais à la maison. Les problèmes de politique intérieure prennent généralement 3 minutes, douche (froide) comprise, et voient leur application concrète confiée à des sous-fifres, appelés généralement ministres, et qui devraient ouvrir une quincaillerie tant ils servent de fusibles. Se fichant du bilan carbone comme de son premier kilt, le *Macronus* ne peut que se sentir à l'aise dans un avion, rédigeant des tweets,

mettant le doute dans l'esprit de ceux avec lesquels, pourtant, 2 heures auparavant, il avait conclu un traité de non-agression (toute allusion historique... non, oubliez, chers collègues, vous n'êtes pas historiens).

Chers collègues, voyez comment le *Macronus* se déplace avec fluidité dans ces éprouvettes. Oh, observez, il a déjà un *brushing* impeccable ! Il a déjà deux dents ! Et il a déjà auprès de lui une série de petits êtres unicellulaires qui lui ressemblent trait pour trait ...

Oh, mais que se passe-t-il ? Il mord à pleines dents le *Lecornus* qui, coiffé de son auréole et de sa tonsure, s'était rapproché pour la 18^e fois en 2 ans. Regardez comme la blessure du *Lecornus* se referme vite. Vous apercevrez, dans 2 minutes, le *Lecornus* se battre avec l'*Attalus*. Normalement, par après, ils urineront chacun dans leur coin, guettant du coin de l'œil à la fois la réaction du *Macronus* et l'ampleur de leur mare urinaire. Et comme leur idole ne les regardera pas, qu'il mettra des bâtons dans leurs roues d'unicellulaires « bébés Macron », ils reprendront leur bataille. Et tout recommencera.

Chers collègues, nous avons ici un phénomène particulièrement intéressant de pathologie du pouvoir, telle que Roland Gori l'a analysée autrefois. Faites attention : si le *Macronus* se développe vite, essayant sans arrêt de sortir de sa bulle pour envahir celle des autres, nourrissant son entourage de vents et de creux, il voit rapidement son espace vital se réduire, jusqu'à atteindre la taille d'un bureau minuscule, au fond d'une banque.

Jean-Guy Divers

De la rue à la permaculture ou chemin d'une révolte enracinée

Il y a une quinzaine d'années, nous n'étions que quelques-uns à dénoncer ce que beaucoup refusaient encore de voir, la géo-ingénierie, les vaccins, Monsanto, etc. À cette époque, on nous traitait de « conspirationnistes ». Ce mot claquait comme une giflette pour faire taire ceux qui questionnaient. Pourtant, avec le recul, il suffit d'ouvrir les yeux pour constater que nous étions simplement en avance sur une réalité en devenir. Aujourd'hui, les choses ont évolué, on parle de lanceurs d'alerte et nous pourrions même dire que ce terme est devenu un compliment pour les avertis.

Pendant des années, j'ai porté ces luttes avec passion. L'activisme n'était pas qu'un cri de colère, c'était un cri d'amour déformé, l'amour d'un monde vivant, libre et juste. Mais à force de crier, ma voix se perdait dans le bruit des batailles. J'ai senti qu'il me fallait trouver un autre moyen d'agir, de restaurer ce lien que le système s'efforçait de rompre, celui avec la Terre et avec moi-même.

C'est à ce moment-là que la vie m'a conduit vers la permaculture. Grâce à Rudolf et Serge de la ferme Arc-en-Ciel, (et de Bil Mollison bien sûr) j'ai découvert que semer une graine pouvait être un acte aussi révolutionnaire que de brandir une pancarte ou pire ! Ils m'ont appris à comprendre la nature comme une alliée, un miroir, une école de patience et d'équilibre. La permaculture, bien plus qu'un mode de culture, est devenue pour moi une voie de guérison, un prolongement cohérent de mon combat initial, une manière de vivre et non de survivre.

Après 9 années de maraîchage dans un centre bouddhiste, j'ai compris que la vraie résistance ne se trouve pas seulement dans la contestation, mais dans la création. Construire au lieu de détruire, nourrir au lieu de consumer, éduquer au lieu de condamner, c'est ainsi que naissent les révolutions silencieuses.

Depuis 2 ans, je développe sur mes terres un éco-lieu pédagogique en permaculture. C'est un espace d'expérimentation, de partage et d'autonomie consciente. Ici, la terre enseigne, les enfants apprennent à toucher, planter, sentir, observer, ils ont un espace pour se déconnecter des technologies et se reconnecter à eux-mêmes, avec les autres, avec Pachamama, notre mère la Terre. Les adultes y trouvent souvent un apaisement qu'ils avaient oublié. Un lieu de calme et de redécouvertes des savoirs anciens. Ici nous semons plus que des légumes, nous semons des perspectives, nous cultivons la vie et les relations humaines, nous travaillons pour le monde de demain.

Mon engagement n'a jamais cessé, il a simplement évolué. La lutte continue, mais elle prend racine autrement, dans l'humus, dans l'éducation, dans la joie simple du faire et du partage, car la connaissance est gratuite et infinie. Je crois profondément que chaque main qui plante, chaque regard qui s'émerveille, chaque pas posé en conscience sur la terre est une victoire, ce n'est pas fuir le monde, c'est l'habiter pleinement. (Tich Nath Hanh).

Alors, je vous le dis mes ami(e)s, vous aussi soyez les colibris du nouveau monde !

Grégory Henry, jardinier/maraîcher, consultant en permaculture



→ Suite de la page 2

arbitraire, illégitime et illégale, le seul fait de demander des garanties fait dire à l'éditorialiste en chef du *Soir*, Béatrice Delvaux, qui est à l'esprit critique ce que l'eau est au feu : « *De Wever pire que Trump ? De Wever-Orbán même combat ? Les critiques, assassines, sont à la hauteur de l'urgence ukrainienne.* » Ainsi, le doute nous caricature en ennemi, dont l'énonciation se suffit à elle-même. Dites du bien de Poutine dans une soirée, et la bombe vous éclate au visage. Vous n'avez d'ailleurs rien à connaître de lui, il est le mal. On vous en protégera comme on vous a protégé par un « cordon médiatique sanitaire » du discours de Trump lors de son investiture. « *Restez tranquilles les enfants⁴, tout va bien, allumez la télé, suivez les instructions et répétez après moi...* ».

Voilà où nous en sommes : menaces, amalgames, bannissement, dans un contexte de réification⁵ de certaines personnalités publiques choisies, comme si elles n'étaient que des machines fonctionnant toujours dans un même sens, gommant toute la complexité humaine. Poutine, Trump, Orbán... fonctionnent comme des jauges pour mesurer le « score démocratique » de son interlocuteur. Pendant ce

temps, les autres, Ursula Von Der Leyen, Didier Reynders, Friedrich Merz, Mark Rutte... et tous nos politiciens belges impliqués dans des affaires de corruption, bénéficient du discours favorable des médias, les présentant comme des figures politiques légitimes, alors qu'ils concourent, inévitablement, à la destruction globale de nos sociétés, suivant l'agenda global.

C'est d'ailleurs pour cela que les médias parlent d'eux en bien et qu'ils sont encore là.

Alexandre Penasse

4. L'étymologie de « enfants » est « celui qui ne parle pas »...

5. « Transformation en chose ».

Le courr(oux)ier de Luc Rainien

Luc Rainien est un.e lecteurice réel.le dont personne ne connaît le genre. Bien-pensant.e, ael est toujours prompt.e à s'indigner, dénoncer, parfois insulter quand ael est très fâchée.e. Fanatique de la tolérance, nous nous faisons chaque fois un devoir, et néanmoins un plaisir de la relayer.

Ho, les gens de Kairos !

Vous ne trompez personne dans la gauche ! Vous avez l'outrecuidance de vous placer du côté des Palestiniens, mais ce combat est le nôtre, l'Histoire l'a montré ! Alors, pas touche, cessez de salir leur cause avec vos commentaires hypocrites qui ne changeront rien à la perception que nous avons de vous : un média confusionniste. Vous faites semblant de défendre les Palestiniens pour mieux brouiller les cartes, vous mélangez les saines idées de gauche avec les nauséabondes idées de droite. C'est ça, le confusionnisme, un génial concept qui permet de comprendre la politique d'une manière limpide — gloire à notre camarade Philippe Corcuff, un vrai progressiste comme notre démocratie en a désespérément besoin ! Remplissez maintenant vos cervelles vides avec ce raisonnement en 2 temps : 1. qui n'est pas explicitement et intégralement de gauche est de droite ; 2. qui est de droite est d'extrême droite. Vous m'avez compris ? Comment le savoir, demanderez-vous ? Facile, c'est nous qui collons les étiquettes, même et surtout si nos cibles ne s'en revendiquent pas. Nous ne nous trompons jamais car, en tant qu'héritiers du marxisme, nous pratiquons la dialectique, chose qui vous est étrangère. Vous êtes essentialistes et réactionnaires, vous dites partir du réel. Or, le réel est d'extrême droite. À bas le réel !

Nous à gauche sommes constructivistes : par notre volonté sans faille, nous bâtissons un monde nouveau, et surtout un être humain nouveau qui remisera au placard les vieux mâles blancs dominants hétéronormés que vous êtes tous, sauf une. Mais avoir une personne de genre féminin dans votre équipe n'abusera que les naïfs. Non seulement vous êtes à des kilomètres de la parité, mais les salauds d'extrême droite ont toujours des alibis : ils mettent toujours en avant un « *ami arabe* » qu'ils invitent à dîner, une « *voisine africaine* » avec qui ils « *s'entendent bien* », un « *collègue homosexuel* » pour qui ils ont de la « *sympathie* » et du « *respect* »... Ta ta ta, vous êtes des fa-chos, et rien d'autre ! Mais revenons à cet humain nouveau. Ael sera fluide, libre, déraciné, progressiste, branché H24 sur nos chers réseaux sociaux — que deviendrons-nous sans eux ? Ael suivra de près les merveilleux progrès technologiques qui permettront son émancipation définitive du vieux patriarcat maudit. Sortir de l'hétérosexualité, généraliser la PMA et la GPA pour toutes, avant d'adopter l'utérus artificiel, voilà le programme exaltant que nous mettons toute notre énergie militante à concrétiser !* Cours, Kairos, le nouveau monde va te rattraper... et te bouffer !

* Mais ne nous qualifiez pas de transhumanistes ! Du moins, pas encore, attendons le camarade Overton... qu'il se grouille !



VU, LU, ENTENDU



Cet ouvrage du philosophe D. Collin peut servir d'introduction à une critique de la Technique. Il faudra cependant être capable de s'immerger dans cette réflexion dense qui commence avec une singularité éditoriale. En page de garde, le sous-titre est différent : « 400 ans de soumission de l'homme à la machine ». Erreur ou impossibilité de choisir entre deux propositions également pertinentes ? La thèse développée ici est le devenir-machine de

l'homme, porté aujourd'hui par le transhumanisme, mais dont le coup d'envoi remonte à l'émergence de la modernité, à partir d'un présupposé philosophique : le réductionnisme matérialiste où « la physique constitue la base d'où tout peut être construit » ; et d'un système, le capitalisme adossé à la technoscience. C'est le travail salarié dans les usines de la révolution industrielle qui a abouti à la réification des ouvriers, comme Marx, souvent cité par l'auteur, l'avait compris : d'être vivants et autonomes, ils sont devenus des appendices de la machine, des « automates calculables ». Leur subjectivité est annihilée par des processus rationnels-scientifiques. Aujourd'hui, la biologie a pris le pas sur la physique, les neurosciences cognitives prétendent réduire les manifestations de l'esprit humain à des phénomènes physico-chimiques, ce qui ouvre la voie à l'« éliminativisme radical » qui considère le cerveau comme une variété d'ordinateur. « *Stade suprême de la technique machinique du capital* », l'intelligence dite artificielle imite les capacités du cerveau humain, mais en les démultipliant grâce à ses algorithmes et ses énormes capacités de stockage. Contre la vision scientifique et mécaniste, l'auteur souligne que « l'intelligence humaine n'est pas indépendante du corps », qu'il existe quelque chose comme une conscience et une intentionnalité qui excèdent les connexions neuronales et ne réduisent pas la pensée au calcul. Il appelle à refuser le conditionnement et le formatage de l'homme par la machine, qui n'est rien d'autre qu'un signe de la pulsion de mort que Freud avait identifiée. Il est temps de se tourner vers la pulsion de vie, anticapitaliste par essence, et la liberté humaine.

Denis Collin, Devenir des machines. 400 ans de combat entre l'homme et la machine, Max Milo, 2024, 21,90€.

B. L.

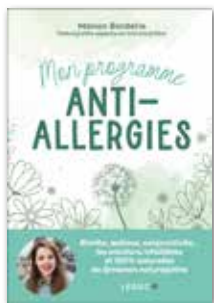


Alain Roy, directeur de la revue *L'inconvénient* et auteur de nombreux romans, nouvelles et essais, a tenu à analyser le « cas Trump » au plus près, au point de consulter durant des mois les innombrables ouvrages traitant de ce « phénomène ». Il n'a d'ailleurs pas hésité à se fondre « en mode commando » dans la foule de trumpistes, lors d'un rallye pré-électoral en 2024. Résultat, un portrait à charge accablant, plus qu'inquiétant : celui d'un

imposteur radical, narcissique, menteur, comédien de *reality-shows*, caméléon politique imprévisible, mégalomanie, futur Hitler américain... arrêtons-nous là ! Quelle sera la chute de cette tragédie annoncée ? Laissons la réponse aux lecteurs intéressés par cet homme naviguant entre chaud et froid, voire entre *show* et effroi !

Alain Roy, Le cas Trump. Portrait d'un imposteur, Écosociété, 2025, 222 pages, 16€.

hepo



Un point de vue de santé particulièrement intéressant sur un mal qui sévit silencieusement et massivement, y compris chez les plus jeunes. Tout commence avec une explication très claire et accessible du phénomène allergique. On se familiarise avec le processus, avec les réactions, avec le vocabulaire, avec cette fameuse molécule qu'est l'histamine. Et puis l'auteure entre dans la systémique du corps humain. Elle regarde l'allergie non pas comme une fatalité, mais fait des liens avec les différentes fonctions de nos organes : le foie, la thyroïde, les intestins, le cycle hormonal de la femme. Et là, beaucoup de choses semblent s'éclairer : la fatigue du foie, le déséquilibre du microbiote intestinal, le fonctionnement ralenti de la thyroïde, les hypersensibilités alimentaires, toutes ces dérégulations de nos organismes qui peuvent conduire à des phénomènes allergiques. Sourced, précis, plein d'espoir, cet ouvrage détaille les différentes affections qui accompagnent bien souvent une situation allergisante : dysbiose, SIBO, hypothyroïdie, hyperœstrogénie, carences en micronutriments essentiels au bon fonctionnement du foie et de la thyroïde. Il prend le temps de renseigner généreusement sur des pistes naturelles issues de la nutrition, de la phytothérapie et de l'alimentation – liste d'aliments spécifiques et même recettes ! –, pour corriger efficacement les carences, et accompagner les rééquilibrages des différents organes. M. Borderie, naturopathe, insiste bien : ce livre ne remplace pas un diagnostic médical, il accompagne un diagnostic déjà établi par un méde-

cin. Il permet d'aiguiller sur les tests sanguins ou urinaires à entreprendre, de prendre en main sa propre santé en comprenant le terrain allergique et les leviers qui peuvent l'améliorer, voire le résoudre dans certains cas. Des témoignages d'anciens allergiques jalonnent les pages et encouragent à prendre au sérieux les précieuses informations. Je ne peux que vous inviter à vous y intéresser si les allergies sont pour vous un fardeau au quotidien !

Manon Borderie, Mon programme anti-allergies, Leduc, 2025, 224 pages, 18€.

M. F.



Inventaire d'un demi-siècle de révolutions, de contre-révolutions, des mille réflexions de penseurs révolutionnaires. Mais d'abord, enfance au Mozambique. Beira, Lourenço Marquez, les castes à l'époque coloniale. Ensuite, Lisbonne sous Salazar, et exil à Paris. Autrement dit, trouver à se loger. Bourse d'études. Rencontres. Lectures. Année de propédeutique. « Socialisme et barbarie ». Colonialistes et anticolonialistes. Association des étudiants mozambicains. Rejet du militantisme. Lutte pour l'indépendance du Mozambique. Udenamo, MANU, Frelimo. Trotski. Événements du 17 octobre 1961 à Paris. Départ pour Alger. Boumediène, Ben Bella. Révolution, pas révolution ? Pas de transformation sociale en tout cas. Pas d'autonomie gestionnaire. Sauf en Kabylie. Les ouvriers agricoles y reprennent les exploitations. Égalité de salaire. Ailleurs, les règles du marché l'emportent : fermes d'état subsidiées. L'argent qui doit servir à construire des écoles sert à construire des mosquées. Travail pour la Prensa (bulletin cubain) : traductions. Rencontre et portrait du Che. Critique de la révolution culturelle chinoise, que Nunes juge assez grossière. Révolte contre la bureaucratie et les idéologues à son service, bref contre les intellectuels. Immense 6^{ème} chapitre. Les événements de Mai 68. Improvisation, manque d'unité, et échec. Révolte ayant pour fondement une utopie. Deux explications. L'autoritarisme de l'Ancien Monde, accroché à la rente coloniale et la transformation de l'appareil de production, la disparition de l'ouvrier d'usine. Une transformation politique accompagne le changement de mode de production. La « Modernisation », invoquée dans les années 1970-80 fait de l'ouvrier et de l'individu une marchandise jetable. Échec de la résistance à cette évolution. Nunes identifie la situation actuelle à un désastre absolu. Kigali a droit à une page, à cause d'un cours sur le sous-développement. Le dernier chapitre traite de Marx, de Bordiga et de toute la Sainte Famille : Lukacs, Haupt et d'autres messieurs, de Vincennes, et de Jussieu.

Américo Nunes, Orages pour un autre rêve. Du tiers-mondisme à la gauche communiste et au-delà, conversations avec Yann Martin, L'Échappée, 2025, 302 pages, 20€.

P. W.



Connaissant l'immense talent d'actrice de Blanche Gardin, ainsi que son intelligence politique, on ne peut qu'être tenté d'aller voir un film dans lequel, entourée de robots humanoïdes d'apparence aussi naïve que sympathique, elle tient la tête d'affiche. Et l'on n'est pas déçu. Dans un avenir proche, les humains délèguent à peu près toutes leurs tâches à des robots. Dans la rue, on en voit tenir par la main et gentiment guider des jeunes qui, immergés dans leurs casques de réalité virtuelle, marchent à petits pas, tels des aveugles. Des panneaux publicitaires vantent les mérites du dernier modèle de robot domestique, dont le slogan proclame fièrement « Ne pensez pas ! » Le film suit les tribulations de Max, professeure de français réduite au chômage pour avoir refusé l'assistance d'un robot éducatif dans sa classe. Technophobe incomprise dans un monde qui cède aux sirènes du confort et de la facilité procurés par ces gentils robots omniprésents, elle se retrouve bien malgré elle devoir faire équipe avec Théo, un robot de première génération. Tous deux s'efforcent de récupérer Paula, 9 ans, la fille de Max qui lui a été enlevée par les services sociaux. Dans ce *road movie* loufoque, où Theo doit tenir le volant car Max s'est blessée au bras, s'engage une relation étrange, paradoxale et poétique entre la jeune femme et le vieux robot. À un moment, l'autoradio diffuse l'extrait d'un entretien avec Alain Damasio, l'auteur de romans dystopiques. Joli clin d'œil à la famille de pensée à laquelle se rattache ce film ! Truffé de scènes absurdes, tendres et cocasses, ce film est un conte philosophique empreint de poésie et d'humour, qui interroge les frontières de plus en plus ténues entre nous autres, pauvres humains fragiles, et les objets connectés dits intelligents qui se rendent indispensables. À voir et à discuter en famille.

Sur le même thème des relations entre l'homme et la machine, mais sur un registre très sombre, mentionnons encore *Dalloway*, film à thèse qui montre

comment un auteur en panne d'inspiration (Cécile de France) se fait « assister » par une IA. Peu à peu, celle-ci s'insinue dans ses pensées et phagocyte son cerveau au profit d'une multinationale de la création artistique et du divertissement. Ladite IA finit par remplacer l'écrivain, littérairement, mais aussi littéralement. Toute ressemblance avec Google ou Netflix serait bien sûr fortuite !

Un monde merveilleux, film de Giulio Galegaro (France), mai 2025.

Dalloway, film de Yann Gozlan (France-Belgique), septembre 2025.

F. M.



Premier essai d'une philosophe trentenaire d'origine belge installée en France. C'est Aristote qui a proposé la notion morale de *phronesis*, habituellement traduite par « prudence ». Avec une belle plume, Catherine Van Offelen montre qu'elle s'étend au-delà de la simple prudence et nous en dévoile les multiples facettes. Dans le premier chapitre, elle illustre la théorie par les hésitations de sa jeunesse. Mais c'est surtout à partir du personnage de l'Ulysse d'Homère qu'elle nous fait comprendre ce qu'est vraiment la *phronesis*, convoquant également Machiavel et Montaigne pour la démonstration. L'idée n'a rien à voir avec le repli, la frilosité, le « précautionnisme d'une société apeurée » comme la nôtre qui « [...] installe[r] l'individu dans une conscience suraiguë de la dangerosité de toute chose » et refuse le tragique de l'existence. La *phronesis* « épouse le risque pour mieux le conjurer » ; elle est « une trace du génie grec d'accepter l'ambivalence et de ne jamais tracer en l'homme la frontière du bien et du mal [...], du pur et de l'impur, du haut et du bas, de l'ombre et de la lumière. » Nourrie d'intelligence, de discernement, d'émotion et d'intuition, elle est un appel à l'action. Elle ne dédaigne pas la ruse ni la rhétorique, ne se fie pas aux évidences, fait attention aux indices pour prendre la juste décision. Ennemie de l'*hubris*, elle apprend à renoncer et s'autolimiter avant qu'il ne soit trop tard. Enfin, elle laisse toute sa place au destin qui échappe à la volonté humaine. Nous sommes évidemment loin de l'*ethos* contemporain obsédé par la « sécurité » vue comme la disparition des dangers, et qui glorifie les victimes plutôt que les héros. L'auteure vilipende aussi la numérisation du monde : « Nul doute qu'Ulysse, guidé par l'intelligence artificielle, serait resté chez Calypso ». Une objection : elle indique que la *phronesis*, cherchant à transformer le monde, ignore le principe de précaution. Elle critique Hans Jonas et les collapsologues, mais ne parle pas d'Albert Camus, autre sage qui exhortait d'« empêcher que le monde ne se défasse ». Autrement dit, la sympathique *phronesis* doit s'abstenir de tomber dans l'aventurisme.

Catherine Van Offelen, Risquer la prudence. Une pratique de la sagesse antique, Gallimard, 2025, 176 pages, 20€.

B. L.



Il y a tout juste 15 ans sortait *Indignez-vous !* de Stéphane Hessel. On connaît la suite : l'ouvrage, traduit en 44 langues, dépassa les 4 millions de ventes et constitua le bréviaire de mouvements citoyens comme les *Indignados* et *Occupy Wall Street*. À l'heure où – du Covid à l'Ukraine, en passant par Gaza et le Congo – l'indignation a reflué jusqu'à des marées basses de coefficients record, la réédition du petit livre ne peut être que saluée. Hélas, la roublardise de l'éditeur, confiant l'écriture de la préface à l'influenceuse Salomé Saqué, auréolée du succès de son inconsistant libelle *Résister*, gâche un peu l'initiative. L'honnêteté oblige toutefois à reconnaître à la jeune femme un don rare, celui de faire parler les défunts. Car si Hessel ressuscitait, il penserait exactement comme... Salomé Saqué. S'agissant de ses propos, l'idole des jeunes glucksmaniens n'innove pas vraiment et nous reformule son unique refrain qui nous serine que les gentilles « démocraties libérales » sont assiégées de l'intérieur et de l'extérieur par les méchants « extrémismes autoritaires » qui souhaitent leur mort. Une fable à laquelle plus personne ne croit, si ce n'est la poignée de profiteurs qui tirent encore de juteux intérêts d'un système qu'Emmanuel Todd qualifie fort pertinemment d'« oligarchies libérales ». Sous leur mince vernis de jeunisme, les bribes de réflexions vermoulues de la trentenaire ont l'âge de BHL, Alain Minc et Jacques Attali réunis. Mais allons jusqu'au bout de l'uchronie et gageons qu'au cas où Hessel reviendrait parmi nous, il se ferait honneur de préfacier à son tour le prochain chef-d'œuvre de celle qu'il considérerait bien évidemment comme son arrière-petite-fille spirituelle. Son titre est déjà tout trouvé : *Résignez-vous !*

Stéphane Hessel, Indignez-vous !, préface de Salomé Saqué, postface des éditeurs, Rue de l'Échiquier, 2025, 48 pages, 4,90 €.

Pascal Halary



VU, LU, ENTENDU



Ce petit livre est écrit par l'auteur de la préface de *S'évader de l'éducation*, Jean-Pierre Lepri, fils d'immigrés analphabètes et docteur en sociologie et en éducation. Il reprend 10 récits de vie de Sahraouis, peuple exilé du Sahara occidental vivant dans des camps de réfugiés au bord du mur des sables, mesurant 2.700 km et coupant le désert au sud du Maroc dans sa longueur. Les autorités de ce pays font tout leur possible, depuis des dizaines d'années, pour différer la tenue d'un référendum d'auto-détermination d'une peuplade qui vit en relative autonomie, malgré les conditions de vie difficiles. Il s'agit d'une leçon de pédagogie : « *L'endogène en éducation, d'une manière générale, donne de meilleurs résultats que des enseignements exogènes (générés depuis l'extérieur de celui qui apprend)*, mais aussi de frugalité, dans la mesure où ces récits touchent « *à l'essentiel, au fondement de l'existence* ». Si cette histoire est méconnue du grand public et très peu médiatisée, le but de ce livre est aussi de faire entendre la voix de « *165.000 personnes, oubliées, derrière un "mur"* ». Voici l'appel relayé.

Jean-Pierre Lepri, *Exister en vivant : exemples Sahraouis*, Le Lys Bleu, 2025, 12€.

K. C.



Le livre de M. Pinçon brosse le portrait d'une écologie qui se construit aux dépens de la nature et du climat. Il s'appuie sur les faits et décortique les mécanismes institutionnels liés au dérèglement du climat qui dissimulent la réalité, qui servent à manipuler l'opinion. Les COP sont un leurre. Sans pouvoir de contrainte, leurs objectifs ne sont jamais atteints. Le lobby pétrolier y a plus d'influence que les ONG. Les déclarations sensationnelles des médias servent à noyer le poisson. La défense des animaux en voie d'extinction, de même que la financiarisation de la pollution (taxe carbone, droits de polluer, etc.) servent à recoloniser l'Afrique (accaparements de terres, concessions, droits extra-territoriaux). C'est du colonialisme vert. Le GIÉC a été créé pour permettre aux compagnies pétrolières de contrôler le discours qui concerne le dérèglement du climat et la destruction de la nature. Son premier directeur était un climatologue sceptique. Tout est contrôlé par les riches qui se prennent pour des dieux, qui se soutiennent, se succèdent les uns aux autres, mettent le vivant, la beauté, la planète en péril. C'est une guerre de classes. Croyant s'y mettre à l'abri en cas de guerre ou de révolution, des super-riches s'achètent des propriétés dans les régions les plus isolées de la planète, en Nouvelle-Zélande, à Hawaï, en Patagonie, où l'une d'elles fait plus 8.000 km². Justification : élever des moutons. Toute une collectivité y est privée d'eau parce qu'on y a détourné une rivière. Quand une commission est créée en rapport avec le dérèglement du climat, c'est pour faire des profits en développant de nouvelles technologies. Par exemple en répandant des produits chimiques dans l'atmosphère pour limiter le rayonnement du soleil. La sociologue, qui pense que sa discipline peut aider à voir clair dans le capitalisme vert, propose aussi une stratégie de lutte : partage et diversification des savoirs, coordination des luttes, en France, pour tenter de renverser la vapeur.

Monique Pinçon-Charlot, *Les riches contre la planète, Violence oligarchique et chaos climatique*, Textuel, 2025, 190 pages, 16,90€.

P. W.



Le dossier de ce numéro s'intitule « Nouvelle menace réactionnaire, affronter la vague ». La gauche ne cesse de se questionner sur les périls qui arrivent par sa droite et s'inquiète de sa (relative) perte d'influence sur l'échiquier politique et électoral. Elle se questionne, certes, mais jusqu'à une certaine limite, ce que le sociologue Daniel Zamora (ULB) reconnaît : « *L'entre-soi a nourri une certaine paresse sur le plan des idées* », assurément une des remarques les plus judicieuses du dossier. Alors la gauche ne devrait-elle pas recommencer à débattre avec la droite, au lieu de l'agonir d'imprécations, en dénouant le « cordon sanitaire » à cette occasion-là ? Les contributeurs se demandent par quelles stratégies la gauche va pouvoir reconquérir son hégémonie. Sur ce plan-là au moins, l'auto-critique va bon train : il faut « *réunir les gens* », « *refaire du collectif* », « *travailler ensemble* » (ensemble la gauche ou tous ensemble ?) et – c'est plus difficile – « *obtenir des victoires* ». Bref, rien de très précis ni de très nouveau dans ces déclarations d'intention. Le MR est dans leur collimateur, légitime retour de bâton quand son président multiplie les provocations à la Trump, prône une politique antisociale et soutient le gouvernement de Netanyahu. Ici aussi les journalistes de *Politique* gardent un silence assourdissant sur la période covid – le mot de 5 lettres n'apparaissant pas une seule

fois ! Aucune allusion non plus au wokisme, seulement par son antonyme, l'« *antiwokisme* », une autre plaie qu'il faudrait cautériser. Notre conseil aux camarades : revenez à la *parresia*, le parler-franc dont la politique a tant besoin. Faute de quoi ce n'est pas demain la veille que vous parviendrez à nouveau à convaincre le peuple, encore moins à le faire rêver.

Politique, revue d'analyse et de débat, n° 130, été 2025, 102 pages.

B. L.



Énormément d'essais intéressants sortent ces temps-ci. Et certains sortent du lot, comme celui-ci. La juriste Sophie Lemaître fait le point sur tous les modes opératoires de la *lawfare*, à savoir « *la guerre par le droit* », vraie « *arme de dissuasion massive* » utilisée tant par l'État que par le secteur privé dans les cas de corruption, atteintes à l'environnement et non-respect des droits humains. Véritable mine de renseignements, l'ouvrage se lit comme un polar effrayant, tant l'imagination de ces guerriers par le droit est débordante pour étouffer toute velléité de résistance, et même de simple liberté d'expression des médias, des lanceurs d'alerte et des associations. « *Ça se passe dans les régimes d'extrême droite, n'est-ce pas ?* » Hé non, pas seulement ! Nos gentilles démocraties libérales se défendent très bien en la matière, puisque le trio de tête européen est constitué de l'Allemagne (n° 1), l'Italie (n° 2) et la France (n° 3). Parmi les nombreuses stratégies : chantage à l'agrément ; retrait des subventions (tiens, donc !) ; procès-bâillons (nationaux ou transfrontaliers) poursuivant pour diffamation, dévoyant le RGPD contre les journalistes d'investigation ; censure préalable de publication ; détournement des moyens de l'anti-terrorisme ; manœuvres de déréférencement d'Internet ; prétexte du secret défense et du secret des affaires ; attaques sur la protection des sources ; loi sur les « agents de l'étranger » ; menaces de dissolution ; persécution du personnel judiciaire... n'en jetez plus ! Tout cela a évidemment un effet fortement dissuasif. Or, rappelons-le, « *les associations [et les médias, Ndlr] ne sont pas là pour faire plaisir au gouvernement, aux préfetures et aux élus ou pour se plier à leur desiderata, ne leur en déplaisent* ». Des juges anti-corruption comme le sud-Africain Billy Downer et la Roumaine Laura Codruta Kövesi sont les nouveaux héros de notre temps. Une éclaircie dans la tempête : le Conseil de l'Europe a adopté en avril 2024 une recommandation encourageant ses États membres à prendre des mesures contre les poursuites bâillons.

Sophie Lemaître, *Réduire au silence. Comment le droit est perverti pour bâillonner médias et ONG*, Rue de l'Échiquier, 2025, 254 pages, 21€.

B. L.



La première partie du livre de R. Debord consacrée à la crise démographique expose les origines théoriques de la démographie et évoque une possible implosion de celle-ci dans le monde. La seconde traite de la démographie en France, de ses rapports avec les crises, les guerres, les périodes de prospérité, la misère sociale. Le chapitre insiste sur le processus de dénatalité en cours. La troisième partie évoque les positions idéologiques concernant la démographie. Critique de l'écologie profonde, mythe du bon sauvage. Critique du gauchisme : expression désordonnée des angoisses existentielles. Gauchisme ringard, qui a contribué à mettre en place l'ordre néolibéral et intégré les éléments centraux du libéralisme. Analyse des déclarations d'Emmanuel Macron sur cette question. Critique de l'argument selon lequel, entre 0 et 20 ans, un enfant coûte 300.000 €. Pour l'auteur, les bobos préféreront s'acheter une maison en pierre dans le Lubéron. Rappel que faire des enfants, c'est s'inscrire dans le monde, se permettre de le changer. Sans quoi, la vie se résume à une affaire individuelle. Dans la quatrième partie, l'auteur annonce d'emblée qu'un hiver démographique est sur le point de se produire. Ce qui serait pire que le réchauffement du climat. Les arguments alignés sont avant tout économiques. Les causes qui empêchent de faire des enfants sont exposées. Notamment la baisse de revenus d'une partie de la population. La thèse principale à l'appui de cette thèse, c'est que l'hiver démographique serait quelque chose d'irréversible. Un problème revient systématiquement : la perte de pouvoir d'achat, le coût, les aides insuffisantes. Les sondages essaient d'évoquer le point de vue des gens à propos de la natalité, l'envie des femmes d'avoir ou pas des enfants. Le chapitre est truffé de chiffres, d'analyses de la situation démographique, surtout en France. C'est un plaidoyer pour mener des politiques qui incitent les gens à faire des enfants.

Raymond Debord, *Vers un monde sans enfants ? Faire face à l'hiver démographique*, Éditions Critiques, 293 pages, 20€.

P. W.



En 1950, Aimé Césaire avait déjà analysé dans son *Discours sur le colonialisme* le « choc en retour » de l'Occident, celui-ci ayant retourné le système colonial contre ses propres populations et inventé le fascisme, les camps et la déshumanisation. Dans cet ouvrage très documenté, le sociologue Mathieu Rigouste montre à quel point, loin d'être révolu, le savoir-faire répressif de la période coloniale continue à agir au moyen d'une interaction constante entre appareils d'État militaire et policier, pour pratiquer ce que Michel Foucault a pu qualifier de « *colonialisme interne* ». En parallèle, une internationale anti-subversive se développe. Ainsi, la doctrine de la guerre contre-révolutionnaire mise au point par l'armée française en Algérie sera recyclée au profit de régimes tel celui de Pinochet au Chili ou du Rwanda génocidaire. Le 11 septembre 2001 marque un jalon essentiel : le savoir-faire colonial israélien et les répertoires impériaux occidentaux vont servir de point d'appui technique à la « *guerre au terrorisme* » lancée par les États-Unis. Le secrétaire d'État à la Défense Donald Rumsfeld considère alors Israël comme « *le plus grand laboratoire du monde* » : son modèle de société militarisée et son occupation de la Palestine lui permettent de tester et développer des armes et des méthodes de contre-insurrection qui seront ensuite exportées vers d'autres pays. C'est ainsi que les États-Unis font appel à des experts israéliens pour former des unités de la police, de la Garde nationale et du Homeland Security à des techniques de surveillance, de contrôle des foules et de répression. D'autres grands acteurs bénéficient de théâtres de guerre ou de contre-insurrection privilégiés : les États-Unis et la Grande-Bretagne en Irak et en Afghanistan, la Russie en Ukraine, la Chine au Xinjiang et l'Inde au Cachemire. La dystopie covidienne constitue un nouveau jalon de ce processus de « *néofascisation sécuritaire* » : elle est l'occasion de normaliser les nouvelles technologies de contrôles : reconnaissance faciale, drones, géolocalisation, pass sanitaires et QR codes. Autant de moyens de ségrégation qui « *intègrent de manière paroxystique les processus d'automatisation, de robotisation et d'accélération qui caractérisent l'âge sécuritaire de l'impérialisme* ».

Mathieu Rigouste, *La guerre globale contre les peuples. Mécanique impériale de l'ordre sécuritaire*, La Fabrique, 2025, 313 pages, 17€.

F. M.



Les dérives idéologiques, sociétales et culturelles nous forcent à penser dans la profondeur. De cet exercice, le professeur de lettres émérite P. Hartmann, « *mâle blanc dominant hétéronormé* », s'acquiesce avec brio, dans une belle langue française en repoussant les transformations sémantiques et lexicales scabreuses que tout un chacun peut repérer jusque dans la vie quotidienne, transformations qu'il dénonce et traque, comme ici : « [...] l'expression « *discours de haine* » relève d'une stratégie rhétorique retorse et [qu']elle a été inventée tout exprès pour disqualifier par avance des propos pas même hostiles, mais seulement contraires, voire indifférents à l'idéologie de leurs dénonciateurs [...] ». L'ouvrage critique le wokisme avec son cortège d'écriture inclusive, de réécriture des œuvres du passé (dans le théâtre, l'opéra, le cinéma, la littérature), de transgenrisme ou encore de décolonialisme. L'auteur aborde l'épineuse question de l'immigration en distinguant le *devoir* de venir en aide aux étrangers en détresse d'un prétendu « droit » à l'immigration : « [...] d'un *devoir qui m'oblige à l'égard d'autrui ne découle pas automatiquement une créance d'autrui sur moi* ». Autre fait remarquable, la rhétorique de la gauche progressiste est presque toujours asymétrique : « *J'offense autrui en refusant de me conformer à ses lubies, mais lui ne m'offense nullement en exigeant que je fasse fi de mes propres impressions, pourtant fondées sur l'évidence sensible !* ». Des exemples de délitement de la langue (grammaire, syntaxe, tics de langage, sabir managérial, métalangage idéologique, profusion de suffixes « phobie », etc.), le livre en contient des dizaines. P. Hartmann se penche plus avant sur les distorsions linguistiques du néo-féminisme (#metoo, #Balance-tonporc). Il développe longuement les notions de culture, d'herméneutique (en critiquant Peter Sloterdijk, René Girard, Judith Butler, Jacques Derrida et Roland Barthes) et se fait un petit plaisir personnel à descendre la littérature d'Annie Ernaux sur une vingtaine de pages. Hélas, comme bien d'autres auteurs, il fait l'impasse sur l'épisode covidien, qui aurait pourtant apporté de l'eau à son moulin. Enfin, notre confrère *La Décroissance* sera heureux de voir son titre cité positivement à quelques reprises.

Pierre Hartmann, *Dérives, divagations et dévoilements. Comment les idéologies défont la langue et la culture*, L'Artilleur, 2025, 389 pages, 22€.

B. L.

DU VENT, L'ÉCOLE !

4 ans de combat. Tous les écolos du coin s'y étaient mis. Ils n'avaient pas lésiné. Ils avaient trouvé un site superbe que la Commune comptait vendre à des promoteurs, remis en état l'ancienne école désaffectée qui y est située. Ils avaient trouvé les professeurs, et même le subside, octroyé en Belgique à toute institution d'enseignement privé. Tout cela a fonctionné durant l'année 2024-2025. Dans ce coin reculé, entouré de forêts impénétrables, la pédagogie active est à la mode. Mais, cette année, l'école *Les pensées sauvages*, à Chiny, n'a pas rouvert, le projet a capoté. À quatre inscriptions près ! L'appel à l'aide du PO à la Commune est resté sur le carreau. Retour au Moyen-âge. Ou à l'École du dehors, à la cuisine. 6 minutes en voiture, 58 à pieds, par la route, 17 en transport en commun.

P. W. —

NUMÉRISATION À MARCHÉ MI-FORCÉE

Le parlement européen (vous savez, ces gens qui prennent démocratiquement des décisions sans consulter le peuple) a récemment voté l'instauration d'un permis de conduire numérique pour 2030. En principe, il sera toujours possible de demander un exemplaire papier, mais cette nouvelle loi indique une avancée toujours plus confirmée vers la numérisation du monde.

K. C. —

NOBEL ORWELL

Lors d'un échange téléphonique avec Benjamin Netanyahu, la lauréate 2025 du prix Nobel de la paix Maria Corina Machado a félicité le Premier ministre israélien, visé par un mandat de la Cour pénale internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, pour ses « décisions et actions au cours de la guerre », et précisé que « la paix se gagne par la force ». « La guerre c'est la paix. La liberté c'est l'esclavage. L'ignorance c'est la force. » : on n'est plus dans Orwell 1984, mais dans Nobel 2025 !

F. M. —

MACRON LE FOSSOYEUR

Le dossier de notre n° 66 (septembre/octobre 2024) s'intitulait « La république au bord du chaos », un titre prémonitoire. S'il fallait désigner un responsable, c'est le président lui-même qui, depuis son premier mandat, poursuit méthodiquement l'objectif que lui a assigné son ami et protecteur le banquier David de Rothschild : la destruction de la France, de sa culture et de ses institutions. Cela sur base d'un électorat minoritaire de retraités stupides et égoïstes et de jeunes *start-uppers* urbains et européistes. Même des éditorialistes bon teint comme Laurent Joffrin et Franz-Olivier Giesbert en viennent à le critiquer durement (*Le Soir*, 14/10/2025). De plus en plus discrédité, blâmé, Macron démissionnera-t-il ou sera-t-il destitué ? Ou ni l'un ni l'autre ?

B. L. —

DROITS OU DEVOIRS ?

Lisa Dittmer est chercheuse sur les droits numériques des enfants et des jeunes à Amnesty international. Elle s'inquiète, à juste titre, de l'influence nocive de Tik Tok qui inocule aux jeunes des idées suicidaires, entre autres vilénies. Mais avant de parler des « droits numériques » des jeunes, la société n'aurait-elle pas des devoirs envers ceux-ci en entamant un grand débat intitulé « Les jeunes ont-ils besoin des réseaux sociaux pour vivre leur vie ? ». Y aurait-il un « bon » usage des réseaux ? Le mythe de la neutralité de la Technique a la peau dure.

B. L. —

L'UN RÉCOMPENSÉ, L'AUTRE LÂCHÉ

Comme celles du Seigneur, les voies de l'oligarchie sont impénétrables. L'ancien Premier ministre et Young Global Leader Alexander De Croo a été nommé directeur du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). L'État profond sait récompenser ses meilleurs soldats. Celui-ci a montré sa capacité à manipuler et opprimer ses administrés pendant le covidéire. Nous lui adressons nos insincères félicitations et lui souhaitons un bon insuccès. Qui l'aurait cru ? L'ancien président de la République Nicolas Sarkozy se retrouve derrière les barreaux. Parions qu'il n'y restera pas longtemps,

mais la question à 1000 € est : pourquoi ses maîtres l'ont-ils laissé tomber ? N'a-t-il pas été lui aussi un bon petit soldat de l'Empire US ?

B. L. —

DÉCRÉPITUDE NON ARTIFICIELLE

L'Université du troisième âge de Liège a récemment lancé sa gamme de cours sur l'intelligence artificielle pour que les personnes âgées puissent, elles aussi, « s'emparer » de cette « fabuleuse » technologie. Une participante de 95 ans témoigne : « C'est un outil que j'aimerais bien développer, parce que ça m'intéresse un petit peu de voir les choses nouvelles. On en parle tout le temps, dans tous les médias, donc j'aimerais ne pas mourir bête ». C'est raté.

K. C. —

MUSIQUE TRÈS ARTIFICIELLE

Brico et Carrefour s'apprentent à confirmer leur passage vers la musique générée par l'intelligence artificielle pour agrémenter le défilé des clients dans leurs rayons. L'objectif de la manœuvre ? Diminuer les coûts, augmenter la « flexibilité » et souci de personnalisation. Pas bête du tout (quoique).

K. C. —

LE DOIGT, LA LUNE

Dans *Le Soir* (4 & 5/10/25), le président du PS, Paul Magnette, tire le signal d'alarme sur l'extrême droitisation du MR et livre son analyse sur les causes. Parmi elles, la « montée du néo-fascisme ». Le serpent se mord donc la queue ! Mais il garde évidemment le silence sur la corruption systémique, pourtant la cause première, ainsi que sur l'épisode « pandémie », qui aura démontré à l'envi le caractère antidémocratique du fonctionnement des élites politico-affairistes.

B. L. —

Kairos+

+ D'ARTICLES + DE VIDÉOS

● Comment l'Occident a amené la guerre en Ukraine

[CONFERENCE] Notre santé, quel avenir ? (1/2)

● Champ magnétique dans les véhicules électriques

MEHA — Make Europe Healthy Again en direct du parlement européen

● Le Réveil numérique : quand le contrôle total provoquera la fin de l'hypnose

Alain Colignon devant le conseil d'appel de l'Ordre des Médecins 28/10/25

KAIROS [JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE]
EST VOTRE MÉDIA, CONTINUEZ À LE FAIRE VIVRE.
VIVE LA PRESSE LIBRE !

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS

www.kairospresse.be/abonnement

Abonnement belge pour 5 numéros : 35€, frais de port inclus.
42€ pour l'Europe (sauf Suisse 45€), frais de port inclus.

IBAN : BE81 5230 8062 1324

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique.

NE PAS JETER!
PARTAGER!